



**BCEAO**

BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**ANALYSE DE LA STRUCTURE DU COMMERCE EXTERIEUR  
DE BIENS ET SERVICES DE L'UEMOA**



**BCEAO**

BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**Direction Générale de l'Economie et de la Monnaie**

Direction des Statistiques

Service de la Balance des Paiements

## **ANALYSE DE LA STRUCTURE DU COMMERCE EXTERIEUR DE BIENS ET SERVICES DE L'UEMOA**

---

## SOMMAIRE

SIGLES ET ABREVIATIONS UTILISES.....	3
LISTE DES TABLEAUX, GRAPHIQUES ET ENCADRES.....	4
AVANT-PROPOS.....	5
RESUME.....	6
INTRODUCTION.....	8
I - EVOLUTION DU COMMERCE EXTERIEUR DE BIENS ET SERVICES DE L'UEMOA SUR LA PERIODE 2000-2013.....	9
1.1. Exportations de biens et services.....	9
1.1.1. Exportations de biens.....	10
1.1.2. Exportations de services.....	16
1.2. Importations de biens et services.....	18
1.2.1. Importations de biens.....	19
1.2.2. Importations de services.....	23
II - ANALYSE DE L'EVOLUTION DE SOLDES CARACTERISTIQUES DES ECHANGES EXTERIEURS.....	25
2.1. Balance commerciale des biens .....	26
2.2. Balance commerciale des services.....	28
2.3. Impacts du solde commercial sur les avoirs extérieurs nets.....	29
IV-CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....	31
LISTE DES ANNEXES.....	33

## SIGLES ET ABREVIATIONS UTILISES

ACP	Afrique Caraïbes et Pacifique
AEN	Avoirs Extérieurs Nets
BCEAO ou "Banque Centrale"	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CAF	Coût, Assurance et Fret
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEI	Communauté des Etats Indépendants
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	Fonds Monétaire International
FAB	Franco A Bord (Free On Board)
M	Importation
Mbj	Millions de barils/jour
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
PIB	Produit Intérieur Brut
PPTE	Pays Pauvre Très Endetté
UE	Union Européenne
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA	Union Monétaire Ouest Africaine
Union	L'ensemble des Etats membres de l'UEMOA
X	Exportation

## LISTE DES TABLEAUX, GRAPHIQUES ET ENCADRES

### TABLEAUX

1	Part des principaux produits exportés	11
2	Structure du commerce intra-communautaire sur la période 2004-2013	14
3	Principaux pays de destination des exportations de l'UEMOA	15
4	Part des principaux produits importés	19
5	Liste des principaux fournisseurs de l'Union	22
6	Solde commercial par groupe de produits (en % du PIB)	26

### GRAPHIQUES

1	Evolution des échanges extérieurs des biens et services de l'Union (2000-2013)	9
2	Evolution de l'effort à l'exportation	10
3	Evolution de la structure des exportations de l'Union	12
4	Répartition géographique des exportations de l'UEMOA entre 2000 et 2013	13
5	Evolution du commerce intra-régional entre 2000 et 2013	14
6	Structure des exportations de services	17
7	Taux de pénétration des importations	18
8	Structure des importations de biens de l'Union	19
9	Structure géographique des importations de biens de l'UEMOA entre 2000 et 2013	21
10	Structure des importations de services	24
11	Evolution de la balance des biens et services	25
12	Evolution de la balance des biens	27
13	Evolution de la balance des services	28
14	Evolution de la balance commerciale et des avoirs extérieurs nets	29
15	Evolution de la balance commerciale et du nombre de mois d'importations	30

### ENCADRES

Encadré 1	Evolution du commerce intra-communautaire 2000-2013	14
Encadré 2	Soldes caractéristiques de la balance commerciale et variation des avoirs extérieurs nets	0031

## **AVANT-PROPOS**

La présente étude sur l'analyse de la structure du commerce des biens et services dans l'UEMOA vise à mettre à la disposition des Autorités monétaires et du public des éléments d'analyse sur ce type de commerce, afin de renforcer leur connaissance des mécanismes sur lesquels pourraient prendre appui les économies de l'Union pour leur expansion. Les échanges extérieurs de biens et services constituent, en effet, l'une des principales composantes de la balance des paiements et sont, à cet égard, déterminants dans l'évolution de la position extérieure des Etats de l'Union. Ils représentent environ 85% des flux de transactions courantes, dont 65% pour les marchandises et 20% pour les services.

Cette étude met en exergue les principales caractéristiques des échanges extérieurs de biens et services des pays de l'Union, à travers une analyse des structures par produits et par partenaire commercial en distinguant deux périodes à savoir 2000-2006 et 2007-2013. Cette distinction permet de mettre en évidence les changements structurels intervenus.

Au titre du commerce des marchandises, les données analysées sur toute la période 2000-2013 portent, sauf indication contraire, sur les statistiques douanières, qui peuvent différer des montants inscrits en balance des paiements, du fait notamment des ajustements sur les données du commerce extérieur, à partir des informations publiées par la Douane et les organismes en charge de la commercialisation des principaux produits. Avant leur prise en compte dans la balance des paiements, les données douanières font l'objet de divers ajustements, notamment la prise en compte des statistiques sur le commerce non contrôlé ou informel, afin de répondre aux principes de champ couvert, de chronologie et d'évaluation édictés dans le Manuel du FMI dédié à l'élaboration de la balance des paiements. Pour le calcul du solde de la balance commerciale, les importations font l'objet d'une déduction du fret et de l'assurance, pour passer de la valeur CAF à la valeur FAB des marchandises.

L'analyse du commerce des services est, quant à elle, basée sur les données des balances des paiements des pays membres, adoptées par les Comités Nationaux de Balance des Paiements, qui sont disponibles jusqu'en 2012. Pour les besoins de l'étude, les données relatives à l'année 2013 ont été estimées à partir des informations communiquées par les Directions Nationales à la faveur des travaux de cadrage macroéconomique effectués au sein de la Banque Centrale.

Les données nationales ont été agrégées, afin d'obtenir à l'échelle régionale les agrégats visés.

## RESUME

Les exportations de biens des pays de l'UEMOA ont connu une hausse, passant de 24,3% du PIB entre 2000 et 2006 à 25,6% du PIB au cours de la période 2007-2013, soit une amélioration de 1,3 point du PIB. Cette évolution s'explique essentiellement par la forte progression de la demande mondiale des produits miniers ainsi que les difficultés d'ordre organisationnel et financier auxquelles sont confrontées les filières de production agricole, dans un contexte de concurrence accrue des pays émergents producteurs de produits de base.

Selon l'orientation géographique, l'Europe demeure le premier partenaire économique des pays de l'Union, en raison de l'ampleur des échanges avec la zone euro. Toutefois, la part des ventes en direction de ce continent a fléchi, passant de 59,8% en moyenne sur la période 2000-2006 à 45,1% entre 2007 et 2013. En particulier, la part moyenne de la zone euro est ressortie à 30,2% sur la deuxième période, contre 47,8% sur la première. Cette situation s'explique par la forte augmentation des ventes d'or destinées en grande partie aux pays non membres de cette zone, notamment l'Afrique du Sud.

Quant aux importations de l'UEMOA, elles sont passées de 24,1% du PIB entre 2000 et 2006 à 30,3% du PIB sur la période 2007-2013, soit un accroissement de 6,2 points. Cette évolution est imputable à la flambée des cours des produits pétroliers et alimentaires, dans un contexte de récurrence de déficits céréaliers dans les pays du sahel et de regain d'investissements publics et privés dans la plupart des pays.

L'évolution des importations s'est accompagnée d'un changement significatif dans sa structure au profit des biens d'équipement et intermédiaires ainsi que des produits pétroliers. L'accroissement des approvisionnements en biens d'équipement et intermédiaires s'explique par la mise en œuvre d'importants programmes de construction d'infrastructures dans la plupart des Etats et le développement de plusieurs projets miniers et pétroliers d'envergure. La tendance haussière de la facture pétrolière traduit la relative progression des cours internationaux.

Le continent européen est resté au premier rang des fournisseurs de l'UEMOA. Toutefois, sa part dans les importations totales a enregistré un recul, au profit des partenaires asiatiques et américains, passant de 52,3% en moyenne entre 2000 et 2006 à 41,5% de 2007 à 2013. Ce repli est principalement imputable à la zone euro, dont la part s'est établie à 31,3% sur la deuxième période, contre 42,0% sur la première.

Les orientations du commerce extérieur entre les deux périodes laissent apparaître la progression des ventes des produits miniers (pétrole, or et uranium), le repli des parts de produits agricoles (cacao, coton et café) ainsi que la prépondérance des produits pétroliers et des biens d'équipement et intermédiaires dans les produits importés, en raison des importants programmes d'investissements publics et privés en cours dans la plupart des pays de l'Union. Par ailleurs, il a été enregistré une évolution défavorable du solde commercial qui est ressorti déficitaire en moyenne de 4,7% du PIB sur la période 2007-2013, contre un excédent moyen de 0,1% du PIB entre 2000 et 2006, soit une dégradation de 4,8 points de pourcentage du PIB.

En prenant en compte les transactions sur les services dont le déficit moyen est passé de 4,9% du PIB sur la période 2000-2006 à 5% du PIB entre 2007 et 2013, le déficit de la balance de biens et services s'est accentué entre les deux périodes, passant de 4,8% à 10,4% du PIB, ce qui en fait la principale cause de dégradation du déficit courant de l'Union. En effet, le déficit courant de l'Union, hors dons, est passé en moyenne de 5,7% du PIB entre 2000 et

2006 à 6,3% du PIB sur la période 2007-2013, nonobstant l'apport des envois de fonds des travailleurs migrants, qui est passé en moyenne de 2,7% du PIB à 3,9% du PIB entre les deux périodes.

L'analyse de l'évolution de la structure des échanges extérieurs au cours des deux périodes susmentionnées met en évidence une forte sensibilité des économies de l'Union aux fluctuations de la demande des biens et à la volatilité des prix mondiaux. Cette situation est accentuée par la dépendance importante des pays de l'Union vis-à-vis d'une large gamme de biens et services étrangers, notamment les autres services aux entreprises, en raison du développement des Etats et de l'apparition de certaines activités spécifiques.



## INTRODUCTION

Au cours de la dernière décennie, la conjoncture économique internationale a été marquée par la succession de chocs exogènes, notamment l'envolée des prix des produits alimentaires et énergétiques sur les marchés internationaux, traduisant une relative stabilité de l'offre et une hausse de la demande émanant principalement des pays émergents, en plein essor économique. Cette période a également été caractérisée par une accentuation des turbulences sur les marchés financiers et des incertitudes géopolitiques.

Caractérisée par des économies de plus en plus intégrées aux activités économiques mondiales, l'UEMOA n'a pas été épargnée par les mutations de l'environnement économique international.

En effet, les pays de l'Union ont enregistré sur cette dernière décennie des changements notables au niveau de la structure de leurs échanges extérieurs. Les exportations de l'Union, jadis dominées par les produits agricoles, ont connu un développement rapide avec l'avènement des activités extractives, qui ont supplanté les filières de production agricole, confrontées aux difficultés d'ordre organisationnel et financier.

Pour ce qui concerne les importations de biens, elles ont été affectées par la flambée des cours des produits pétroliers et alimentaires, dans un contexte d'accroissement rapide de la demande des produits alimentaires et des acquisitions de biens d'équipement et intermédiaires nécessaires aux investissements publics et privés.

Il convient de mentionner que contrairement aux exportations qui ont été généralement tirées par la conjoncture externe, les importations de l'Union se sont caractérisées davantage par leur dépendance à la fois de facteurs internes (aléas climatiques, besoins en investissements publics et privés) et externes (cours internationaux des produits importés, conjoncture économique mondiale). Cet état de fait a globalement conduit à des dépenses d'importations supérieures aux recettes des exportations.

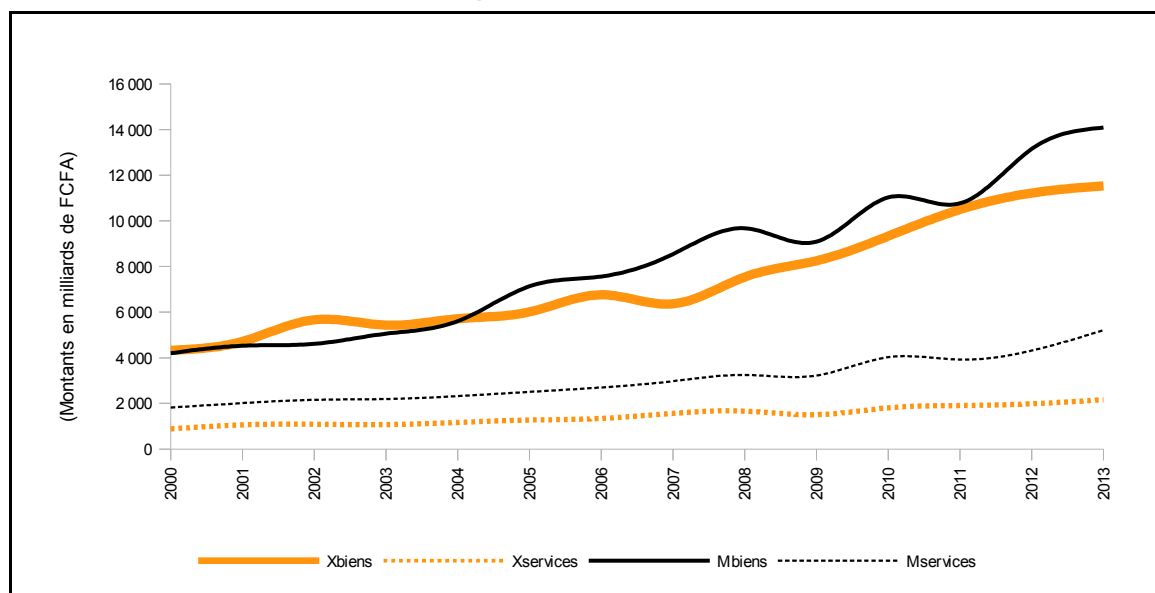
Les orientations du commerce extérieur entre les périodes 2000-2006 et 2007-2013 ont mis en relief la progression des ventes des produits miniers (pétrole, or et uranium), le repli des parts de produits agricoles (cacao, coton, et café) ainsi que la prépondérance des produits pétroliers et des biens d'équipement et intermédiaires dans les produits importés, en raison des importants programmes d'investissements publics et privés en cours dans la plupart des pays de l'Union. Par ailleurs, le solde commercial de l'Union est ressorti déficitaire de 4,7% du PIB sur la période 2007-2013, contre un excédent de 0,1% du PIB entre 2000 et 2006, soit une dégradation de 4,8 points de pourcentage du PIB.

Pour aborder cette problématique, l'étude présente dans un premier temps l'évolution de la structure des échanges extérieurs entre les périodes 2000-2006 et 2007-2013. Elle examinera ensuite l'incidence des changements de la structure du commerce des biens et services sur les équilibres extérieurs. Enfin, elle présentera les recommandations de politiques économiques nécessaires pour prémunir les pays de l'UEMOA de l'aggravation des déséquilibres extérieurs.

## I - EVOLUTION DU COMMERCE EXTERIEUR DE BIENS ET SERVICES DE L'UEMOA SUR LA PERIODE 2000-2013

Au cours de la période 2000-2013, le commerce de marchandises, qui représente environ 80,0% des flux commerciaux bruts, a connu deux phases majeures d'évolution. Une première, qui s'étend de 2000 à 2006, caractérisée par un excédent des exportations sur les importations de marchandises, dans le prolongement des avantages tirés de la dévaluation du francs CFA de 1994, et la deuxième de 2007 à 2013, marquée par une succession de déficits. En revanche, les importations de services sont demeurées structurellement supérieures aux exportations, en moyenne de 5,4% au cours de la période. Pour 2013, ce déficit est ressorti à 7,1% du PIB, le niveau le plus élevé durant toute la période d'analyse.

**Graphique 1 : Evolution des échanges des biens et services de l'Union entre 2000-2013**



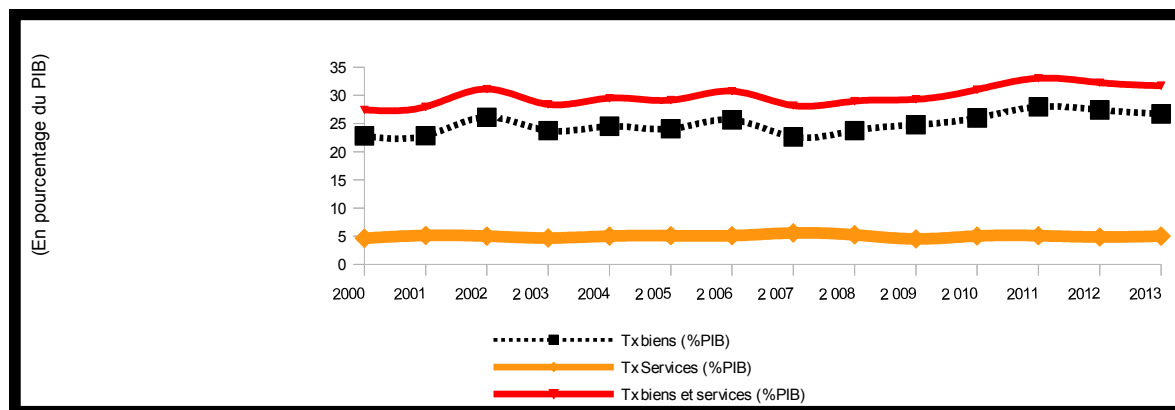
Source : BCEAO.

### 1.1. Exportations de biens et services

L'analyse des exportations de biens et services de l'Union montre une constante amélioration de l'effort à l'exportation au cours de la dernière décennie<sup>1</sup>. Cet indicateur est, en effet, passé d'environ 27,4% en 2000 à 31,7% en 2013. Cette évolution s'explique par le fait que les exportations minières ont enregistré une forte progression, tirée à la fois par le volume et les prix. Sur la période 2000-2013, les échanges de biens contribuent à hauteur de 25 points de pourcentage en moyenne à l'effort à l'exportation, pour un taux d'exportation des biens et services de 30,0%.

1. L'effort à l'exportation ou taux d'exportation (TX) mesure la part de la production d'une économie destinée à l'exportation.

## Graphique 2 : Evolution de l'effort à l'exportation



Source : BCEAO.

### 1.1.1. Exportations de biens

**Les exportations de marchandises des pays de l'UEMOA sont en constante progression depuis 2000.** Elles ont affiché une croissance moyenne annuelle de 10% sur la période 2000-2013, en raison notamment du dynamisme du secteur des industries extractives. Les filières agricoles ont vu leur influence diminuer face à une montée fulgurante des ventes extérieures de produits miniers et pétroliers. Les ventes à l'extérieur de l'Union sont passées de 24,3% du PIB sur la période 2000-2006 à 25,6% du PIB entre 2007 et 2013. Cette évolution s'est traduite par un changement significatif dans la composition, la structure des partenaires et les contributions par Etat membre.

#### 1.1.1.1. Composition des exportations de biens<sup>2</sup>

La composition des exportations des biens a été marquée par une nette progression des ventes de produits miniers (pétrole, or et uranium) et un repli des parts des ventes de produits agricoles (cacao, coton et café) qui constituaient traditionnellement les principaux biens exportés par les pays de l'Union. Les produits miniers sont dorénavant apparus comme les premières sources de recettes d'exportation de l'Union, avec 40,7% des recettes d'exportation contre 24,6% pour le groupe cacao, coton et café sur la période 2007-2013. Toutefois, entre 2012 et 2013, une baisse du poids du premier groupe de produits (41,1% en 2013 contre 45,1% en 2012) est observée au profit du second groupe. Cette situation s'explique essentiellement par la chute de la part de l'or, en raison du recul des cours internationaux du métal jaune en 2013.

Le **cacao**, qui était au premier rang des produits exportés au début des années 2000, a cédé sa place au **pétrole** entre 2007 et 2013, en rapport avec la découverte et la mise en production de nouveaux champs pétroliers en Côte d'Ivoire. Quant au **coton**, il a été progressivement évincé de la troisième place par l'**or**, du fait des difficultés financières et organisationnelles de la filière cotonnière d'une part, et de la hausse de la production d'or au Burkina, en Côte d'Ivoire, au Mali, au Niger et au Sénégal, dans un contexte de forte progression des prix internationaux de cette spéculation, d'autre part. **Poursuivant sa progression, l'or est passé, pour la première fois, devant le pétrole et le cacao en 2011, avec 20,1% des recettes d'exportation, contre respectivement 19,4% et 18,8%. Cette prédominance de l'or s'est maintenue sur le cacao jusqu'en 2013. En revanche, la**

2. Seule l'évolution des exportations des principaux produits est retracée dans cette partie.

**tendance s'est inversée légèrement en faveur du pétrole en 2012 et en 2013.** De 2007 à 2013, l'or a affiché une croissance moyenne annuelle de 25,0% en termes de recettes d'exportation, loin devant le pétrole et le cacao qui ont enregistré des taux de croissance moyens annuels respectivement de 6,0% et 7,3% sur la même période.

**Tableau 1 : Parts des principaux produits exportés (en % du total des exportations)**

	<b>Moyenne 2000-2006</b>	<b>Moyenne 2007-2013</b>
Produits du cacao	20,7	18,0
Produits du café	2,0	1,2
Produits de la pêche	4,5	2,4
Or et métaux précieux	7,4	15,4
Produits pétroliers	15,3	22,8
Produits du coton	8,6	5,4
Produits chimiques	2,7	4,2
Autres produits	37,3	28,0
Uranium	1,5	2,6
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

*Sources : Statistiques douanières et BCEAO.*

**Les exportations d'or ont profité de l'embellie des cours de l'once et de la hausse de la production**, induite par la mise en exploitation de la mine de Loulo au Mali, la découverte et la mise en production de nouveaux gisements d'or au Burkina (Essakane, Bélahourou, Youga, Mana et Kalsaka) et en Côte d'Ivoire, ainsi que le lancement de l'activité aurifère au Niger (site de Samira) et au Sénégal (Sabadola). Ces nouveaux développements ont permis de compenser le déclin de la productivité, observé dans les anciennes mines du Mali, du fait de l'épuisement des réserves. Ainsi, les quantités exportées se sont établies à 163,14 tonnes en 2013 contre 80,3 tonnes en 2007. Sous l'effet de cette progression des quantités, conjuguée à la hausse en moyenne de plus de 9,5% des prix internationaux par an entre 2000 et 2013, les recettes d'exportation d'or sont ressorties à 2.193,9 milliards en 2013 contre 223,7 milliards en 2000. **L'or est passé de la quatrième place entre 2000 et 2006 (7,4%) au troisième rang des sources de recettes d'exportation de biens de l'Union au cours de la période 2007-2013 (15,4%), soit un gain de 8 points de pourcentage.**

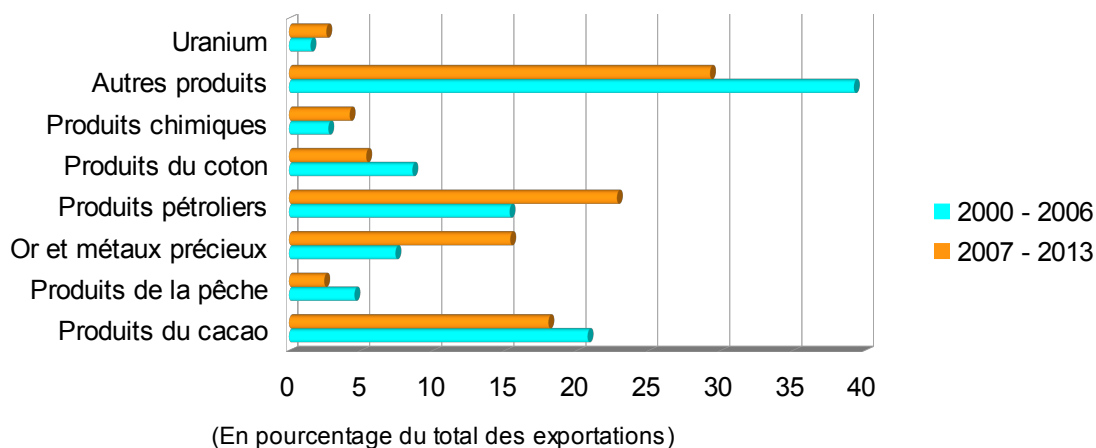
**Les exportations des produits pétroliers de l'Union ont fortement progressé**, en liaison avec la relative hausse des cours sur le marché mondial, dont les effets ont été atténués par la baisse de la production du brut en Côte d'Ivoire, en relation notamment avec le tassement de l'extraction pétrolière, consécutif à la chute du rendement et à l'ensablement de certains puits de pétrole du champ « BAOBAB »<sup>3</sup>. Les recettes tirées de la vente de produits pétroliers se sont établies en moyenne à 22,8% des exportations totales sur la période 2007-2013, contre 15,3% entre 2000 et 2006. Ces recettes sont évaluées à 2.245,4 milliards en 2013 contre un niveau de 601,2 milliards en 2000. Nonobstant la bonne orientation des prix, l'effet volume a relégué le pétrole au deuxième rang des produits d'exportation de l'Union en 2011, derrière l'or. En 2013, le pétrole a repris sa première place au rang des sources d'exportation de l'Union, à la faveur du repli drastique de 48,0% du prix de l'or entre 2011 et 2013.

3. La production a baissé de 5,0% en moyenne entre 2007 et 2013, contre une hausse de 10,0% sur la période 2000-2006. Cette situation a limité les avantages tirés de la bonne orientation des prix sur la période.

**Les exportations de cacao se sont accrues, en moyenne annuelle, de 10,3% sur la période 2007-2013, après une progression de 10,6% entre 2000 et 2006,** en liaison avec le fléchissement des quantités exportées par la Côte d'Ivoire, en dépit de la bonne tenue des cours sur le marché international. Cette situation s'explique par le vieillissement des vergers et l'apparition de la maladie « brune » en 2007. Des améliorations ont toutefois été observées au cours de l'année 2013, à la faveur de l'augmentation des exportations de cacao de 12,2% en rythme annuel, du fait de la dynamique des prix sur les marchés internationaux et de l'importance des quantités expédiées à l'extérieur. La hausse des expéditions des fèves de cacao s'explique par les réformes entreprises dans le secteur, qui ont permis de garantir un prix plancher aux planteurs de cacao, et l'amélioration de la qualité des fèves apportées aux usines. Ces exportations ont été valorisées à 1.938,6 milliards en 2013 contre 741,6 milliards en 2000. Les ventes de cacao et de ses dérivés, qui constituaient traditionnellement le premier poste des exportations de l'Union et de loin la principale source de revenus issus du commerce extérieur de la Côte d'Ivoire, ont régressé au deuxième rang sur la période 2000-2013. Elles ont représenté 18,0% des exportations de l'Union entre 2007 et 2013, contre 20,7% sur la période 2000-2006.

**La filière coton a été marquée par un recul de ses recettes d'exportation** entre 2007 et 2013, qui se sont établies à 5,4% du total des ventes extérieures de l'Union contre 8,6% sur la période 2000-2006, soit une baisse de 3,2 points de pourcentage. Cette situation s'explique par les échecs observés dans les réformes du secteur au cours des années 2007-2010, ayant entraîné la réduction des superficies emblavées et des tonnages vendus à l'extérieur. Les tonnages exportés sont passés d'une moyenne annuelle de 1.808,3 tonnes au cours de la période 2000-2006 à 1.295,7 tonnes dans l'intervalle 2007-2013. Cette évolution de la production cotonnière a entraîné un recul de la contribution de ce produit aux recettes d'exportation.

**Graphique 3 : Evolution de la structure des exportations de l'Union**



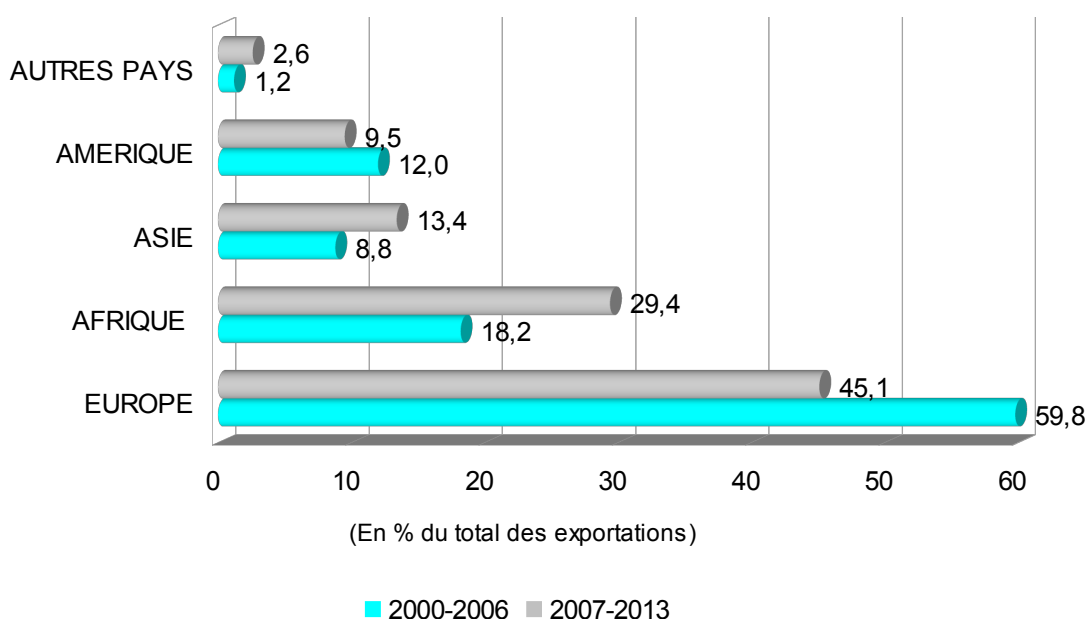
Sources : Statistiques douanières et BCEAO.

Globalement, la structure des exportations dans l'UEMOA est caractérisée par un degré de concentration élevé, comparativement aux pays développés. En effet, l'indice de concentration des exportations<sup>4</sup> calculé par la CNUCED est ressorti en moyenne à 0,20 au cours de la période 2000-2013 pour l'ensemble des pays de l'Union, contre un niveau moyen mondial de 0,08 et de 0,14 pour les pays en développement. Cette structure souligne les progrès qui restent à réaliser en matière de diversification des exportations.

### 1.1.1.2 Destinations des exportations de biens de l'UEMOA

Les ventes à l'extérieur de biens de l'Union sont destinées principalement à l'Europe (Union Européenne et Suisse), à l'Afrique (Afrique du Sud, Nigeria, Ghana et les pays de la CEMAC), à l'Asie (Inde, Chine, Japon) et à l'Amérique (Etats-Unis, Canada, Brésil).

**Graphique 4 : Répartition géographique des exportations de l'UEMOA entre 2000 et 2013**  
(en % du total)



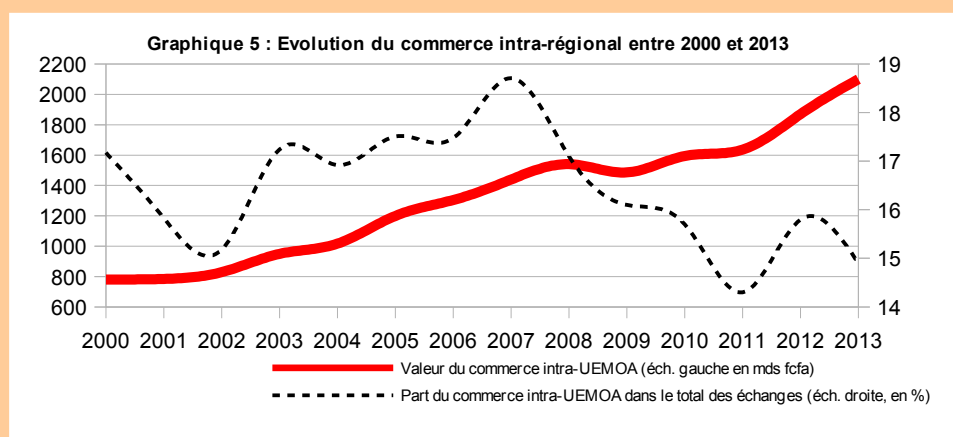
Sources : Statistiques douanières et BCEAO.

Selon l'orientation géographique, la hausse des exportations de biens a été principalement impulsée par les ventes à destination de l'Afrique, dont la part s'est établie à 29,4% sur la période 2007-2013, comparée à 18,2% au cours de la période 2000-2006. Cette évolution reflète l'intensification des échanges avec les autres pays de la Zone CEDEAO et le développement des relations commerciales avec l'Afrique du Sud. Les échanges avec les autres pays de la CEDEAO portent principalement sur les produits pétroliers, le ciment, les huiles, les produits chimiques, les animaux sur pieds et les cigarettes. Les échanges ont concerné en particulier le Nigeria, en raison notamment des ventes de produits pétroliers et d'articles manufacturés, exportés essentiellement par la Côte d'Ivoire, et les réexportations de produits alimentaires du Bénin. Quant à l'Afrique du Sud, ce pays constitue, avec la Suisse, la destination privilégiée de l'or extrait des mines des pays de l'Union, notamment le Mali.

4. Le degré de concentration est apprécié par l'indice Herfindahl-Hirschmann (cf. annexe. Tableau 3). Il est compris entre 0 et 1. Plus l'indicateur est proche de 1, plus les exportations sont concentrées.

### Encadré 1 : Evolution du commerce intra-UEMOA de 2000 à 2013

Les échanges de biens entre les pays membres de l'UEMOA sont évalués sur la base des travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA. Ils sont passés en moyenne de 16,8% des flux commerciaux de l'Union entre 2000 et 2006 à 16,0% entre 2007-2013. Cette évolution relativement baissière est essentiellement imputable à la dynamique croissante des exportations commercialisées hors de l'Union (pétrole brut, or, cacao, uranium, etc).



Sources : Statistiques douanières et BCEAO.

La Côte d'Ivoire et le Sénégal, respectivement à l'origine de 36,4% et 20,2% des exportations totales sur la période 2000 et 2013 sont les principaux fournisseurs intra-régionaux. Le Mali et le Burkina occupent les première et deuxième places des importateurs intra-communautaires, avec respectivement 30,2% et 20,1% des approvisionnements. Les produits pétroliers sont au premier rang des transactions intra-UEMOA, avec une part de plus de 40% des échanges commerciaux intra-UEMOA. Les autres principaux produits échangés sont les préparations alimentaires et les produits du cru (céréales, animaux vivants), les huiles et les graisses, l'électricité ainsi que les tissus de coton.

**Tableau 2 : Structure du commerce intra-communautaires 2004-2013**

(en millions FCFA)

		Importateurs								UEMOA
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	
Exportateurs	Bénin		0,7	0,7	0,0	4,6	3,3	0,8	2,5	12,7
	Burkina	0,4		1,4	0,0	1,4	1,0	0,2	0,5	5,1
	Côte d'Ivoire	3,9	12,9		0,2	8,2	2,1	4,8	4,4	36,4
	Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,0		0,2	0,0	0,6	0,1	0,8
	Mali	0,7	1,2	1,9	0,1		0,4	2,0	0,5	6,6
	Niger	0,7	0,5	0,3	0,0	0,6		0,1	0,4	2,5
	Sénégal	0,7	1,2	2,1	2,2	13,1	0,3		0,7	20,2
	Togo	6,0	3,7	1,2	0,0	2,2	1,9	0,5		15,5

Sources : Statistiques douanières et BCEAO.

L'Europe et l'Asie ont accueilli 43,8% et 19,5% du total des exportations de l'Union sur la période 2007-2013, contre respectivement 60,0% et 12,1% au cours de la période 2000-2006. La diminution de la part de l'Europe, destination traditionnelle des produits agricoles de l'Union, s'explique par la baisse de la part du cacao, du coton et du café dans les exportations. Cette tendance a également été accentuée par la diversification des débouchés pour certains produits, notamment l'or et l'uranium, dont le poids dans les exportations a sensiblement progressé au cours des dernières années. Les produits exportés vers l'Asie restent dominés par le coton acheminé vers la Chine ainsi que la noix de cajou, les phosphates et les produits chimiques en direction de l'Inde dont la part s'est établie à 3,8% sur la période 2007-2013 contre 2,7% au cours de la période 2000-2006.

**Tableau 3 : Les principaux pays de destination des exportations de l'UEMOA**

Principaux Produits exportés	Pays de destination
Cacao	Etats-Unis, Canada, Brésil et Asie
Café	Belgique, Italie et Maroc
Coton	France, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suisse, Chine, Inde et Gabon
Arachide	France, Allemagne, Belgique, Italie, Pays-Bas et Royaume-Uni
Noix de cajou	Pays Bas, Portugal et Inde
Or	Suisse, Afrique du Sud et Emirats Arabes Unis
Phosphate	France, Espagne, Pologne, Inde et Maroc
Uranium	France, Etats-Unis, Espagne et Japon
Produits pétroliers	Allemagne, Pays-Bas, Royaume-Uni, Nigeria, Ghana, Cameroun, Etats-Unis, Canada et Inde
Produits de pêche	France, Espagne, Italie, Pays-Bas et Japon
Produits chimiques	Inde, Chine, France, Russie, Nigeria, Ghana et Guinée
Caoutchouc	France, Allemagne, Espagne, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni, Pologne, Afrique du Sud, Etats-Unis, Canada, Chine et Inde
Bois et ouvrages en bois	France, Allemagne, Belgique, Italie, Pays-Bas et Royaume-Uni
Banane	France, Allemagne, Royaume-Uni, Nigeria, Ghana, Gambie, Gabon et Etats-Unis

Sources : Statistiques douanières et BCEAO.



### **1.1.1.3. Poids des Etats membres dans les exportations de biens de l'Union**

L'analyse de la part des pays dans les exportations totales fait ressortir une prédominance de la Côte d'Ivoire qui représente 57,3% des ventes à l'extérieur de l'Union entre 2007 et 2013. La Côte d'Ivoire est suivie par le Sénégal et le Mali dont les parts sont ressorties respectivement à 11,6% et 11,1% sur la période 2007-2013, contre respectivement 13,4% et 10,2% entre 2000-2006. L'accélération du rythme d'exportation du Mali résulte essentiellement de la forte progression des ventes de coton, des produits chimiques et, dans une moindre mesure, d'or. Quant au Sénégal, l'évolution de sa part dans les exportations totales s'explique par les difficultés observées dans la filière arachide et celle des produits chimiques, dont les exportations ont baissé entre les deux périodes. Les parts du Burkina, du Niger et du Togo ont également augmenté respectivement de 4,3 points, 0,5 point et 0,4 point pour ressortir à 7,3%, 4,4% et 4,9% entre 2007 et 2013, contre 3,1%, 3,9% et 4,5% sur la période 2000-2006. La hausse de la part du Burkina s'explique essentiellement par l'accroissement des activités aurifères, dont les ventes ont connu une croissance exceptionnelle entre 2007-2013. Le dynamisme des exportations du Niger s'explique par le démarrage des ventes à l'extérieur du pétrole et la hausse des exportations d'uranium de 11% au cours de la période. La part du Bénin est restée relativement stable (2,7%) au cours des deux périodes d'analyse. La Guinée-Bissau a vu sa part dans les ventes à l'extérieur de l'Union baisser de 0,2 point de pourcentage entre les deux périodes d'analyse pour ressortir à 0,5% contre 0,7%.

### **1.1.2. Exportations de services**

Les services exportés par l'Union portent essentiellement sur les services fournis aux armateurs étrangers, le transport terrestre et aérien, les voyages et les autres services. Les exportations des services rapportés au PIB sont demeurées stables à 5,0% sur la période de l'étude.

L'évolution selon les types de services révèle que les autres services, les voyages et les transports se sont établis respectivement à 2,5%, 1,7% et 0,8% du PIB sur la période 2007-2013 contre 2,7%, 1,5% et 0,8% sur la période précédente.

Les exportations de services de l'Union sont caractérisées par une faible diversification de l'offre et une forte rigidité à la baisse de la demande, en raison notamment de l'absence d'une véritable politique de promotion du secteur des services, qui limite notamment l'exploitation des opportunités culturelles et environnementales des Etats membres de l'Union.

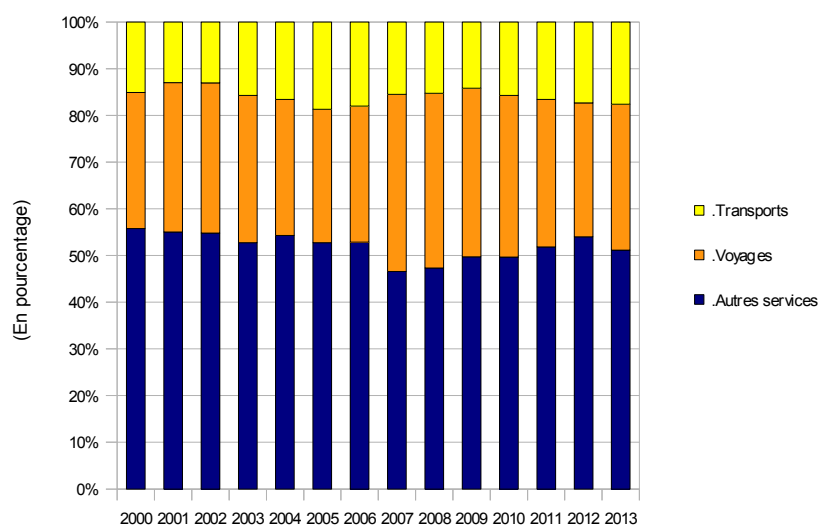
#### **1.1.2.1. Structure des exportations de services**

La structure des exportations de services a été marquée au cours de la période d'étude par une nette progression des trois composantes identifiées que sont les transports, les voyages et les autres services, dont l'importance par catégorie varie d'un pays à l'autre. Les activités touristiques (voyages) constituent la première source de recettes d'exportation de services de l'Union, avec 32,3% du total des exportations des services, devant les divers services fournis aux entreprises étrangères (17,6%), les prestations de services de transport (16,1%), les communications (13,5%)<sup>5</sup> et les prestations aux Ambassades et Organismes Internationaux accrédités dans la Zone (10,4%).

---

5. Il s'agit principalement des locations de bandes magnétiques aux sociétés de télécommunications étrangères, dans le cadre de leur connexion avec les pays de l'Union.

**Graphique 6 : Structure des exportations des services**



Source : BCEAO.

### **a) Les transports**

Les services fournis aux armateurs étrangers et, dans une moindre mesure ceux du transport terrestre, fournis pour l'essentiel aux résidents des pays africains, constituent la principale source de recettes de services de transport des pays de l'Union. La part des recettes de transport est restée quasi-constante sur les deux périodes d'étude, passant en moyenne de 0,78% du PIB entre 2000 et 2006 à 0,81% sur la période 2007-2013. La part des transports dans les exportations totales de services est ressortie à 16,0% sur la période 2007-2013 contre 15,7% entre 2000 et 2006.

### **b) Les voyages**

Les recettes touristiques de l'Union sont essentiellement d'ordre professionnel (affaires, conférences) et personnel (loisirs, culture et autres).

Les entrées au titre du poste « voyages » voient leur part augmenter au fil des années, du fait du regain d'activités dans le domaine touristique, en particulier au Burkina, au Mali et au Sénégal. De nombreuses potentialités sont offertes par ces pays de l'Union, au regard notamment de leur patrimoine historique et culturel et leurs sites géographiques. Plusieurs circuits touristiques sont offerts et les dessertes des pays de l'UEMOA se sont améliorées. De grandes manifestations culturelles y sont de plus en plus organisées. Le tourisme d'affaires est également en pleine expansion, en raison de l'accroissement des opportunités d'investissement dans les domaines des mines et du pétrole dans la plupart des pays.

Les recettes de voyage, avec un taux de croissance annuel moyen de 10,2%, sont passées en moyenne de 339,3 milliards entre 2000-2006 (soit 1,5% du PIB) à 664,5 milliards sur la période 2007-2013 (soit 1,71% du PIB). Cette performance a permis aux recettes touristiques de conforter leur première place dans le total des prestations fournies aux étrangers, avec une part de 31,3% en 2013 contre 29,1% en 2000. Une chute d'environ 12,7% des recettes touristiques a été observée entre 2008 et 2009, du fait de la récession économique dans les pays développés, dont les ressortissants constituent l'essentiel des touristes accueillis dans les pays de l'Union.

### c) Les autres services

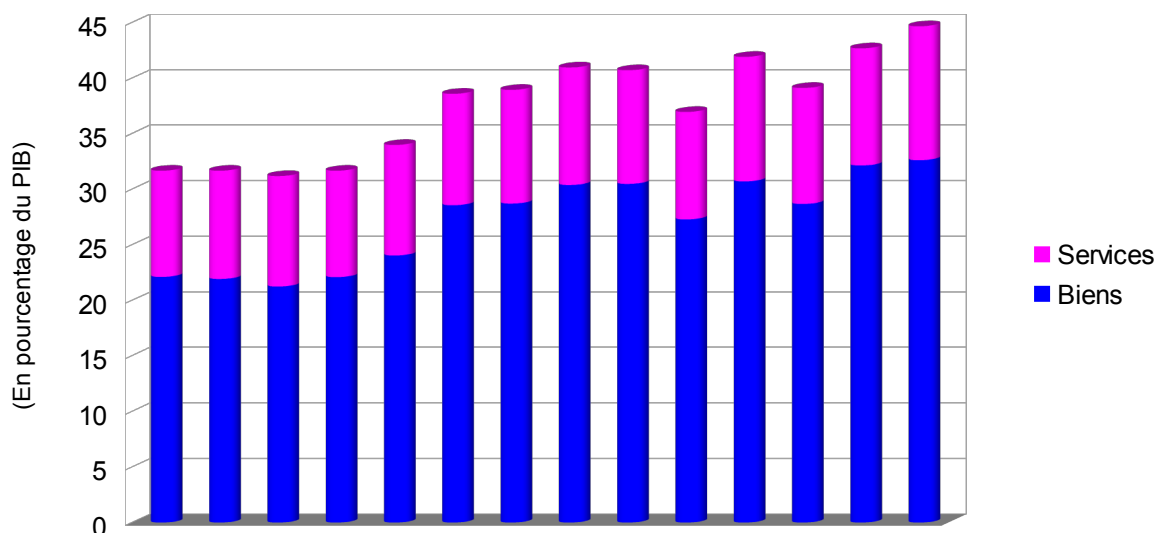
Les autres services sont composés de toutes les transactions internationales autres que les transports et les voyages. Ils comprennent principalement les services de communication, de BTP, d'assurances, divers services spécialisés aux entreprises et les services fournis ou reçus par les administrations publiques, non classés ailleurs.

Les exportations des autres services ont été très dynamiques au cours de la période 2000-2013, avec une croissance moyenne annuelle de 7,1%. Cette évolution s'explique essentiellement par la hausse des exportations des services de communication, de divers services spécialisés aux entreprises, ainsi que des services fournis aux administrations publiques non classés ailleurs. Les autres composantes de ce poste ont évolué de façon contrastée.

### 1.2. Importations de biens et services

L'analyse des importations de biens et services de l'Union révèle une dépendance de plus en plus croissante des économies vis-à-vis de biens et services étrangers, au regard de la tendance haussière du taux de pénétration des biens et services importés sur le marché intérieur (voir graphique 8 ci-dessous)<sup>6</sup>. En effet, les importations de biens et services de l'Union se sont accrues de 14,2% par an entre 2000 et 2013, en passant de 6.016,9 milliards en 2000 à 22.662 milliards en 2013, traduisant un accroissement rapide des approvisionnements extérieurs de marchandises, qui ont plus que triplé sur la période, et une forte augmentation des prestations de services fournies par des non-résidents.

**Graphique 7 : Taux de pénétration des importations (en % du PIB)**



Source : BCEAO.

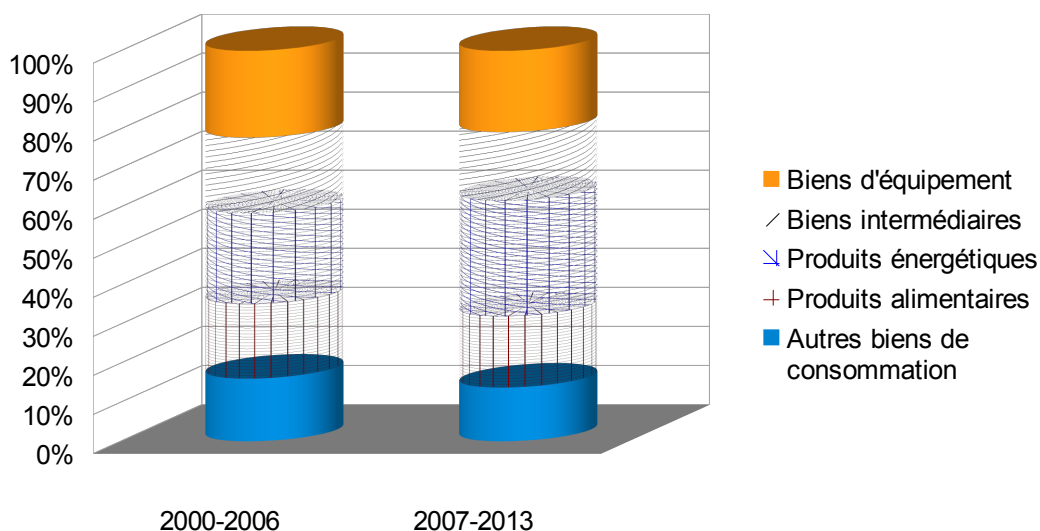
Rapportées au PIB, les importations des biens et services de l'Union sont passées de 33,9% entre 2000-2006 à 41,0% entre 2007-2013.

6. Mesure de la part du marché intérieur couverte par les importations, le marché intérieur étant la production nationale (PIB) augmentée des importations (M) et diminuée des exportations (X) :  $TP = M/(PIB+M-X)$ .

### 1.2.1. Importations de biens

Les biens importés dans l'Union portent principalement sur les produits de consommation courante, les produits énergétiques, les biens intermédiaires et les biens d'équipement.

**Graphique 8 : Structure des importations des biens de l'Union**



Sources : Statistiques douanières et BCEAO.

#### 1.2.1.1. Importations par groupes de produits

La structure des importations de biens de l'Union a subi une importante mutation entre les périodes 2000-2006 et 2007-2013. En effet, au cours de la première période, elle était d'abord composée de produits énergétiques (23,1%), de biens d'équipement (22,2%), puis de biens intermédiaires (19,4%), de biens alimentaires (19,2%) et des autres biens de consommation (16,1%). Au cours de la seconde période, les produits énergétiques sont devenus prépondérants dans les groupes de produits importés par l'Union, avec un peu plus du quart des achats à l'extérieur (29,6%). Ils sont suivis des biens d'équipement (20,8%), des produits alimentaires (18,2%), des biens intermédiaires (17,6%) et des autres biens de consommation (13,8%).

**Tableau 4 : Parts des principaux produits importés (en % du total des importations)**

	<b>Moyenne 2000-2006</b>	<b>Moyenne 2007-2013</b>
Produits énergétiques	23,1	29,6
Biens d'équipement	22,2	20,8
Produits alimentaires	19,2	18,2
Biens intermédiaires	19,4	17,6
Autres biens de consommation	16,1	13,8
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Sources : Statistiques douanières et BCEAO.

#### **a) Les produits énergétiques**

**Les achats à l'étranger de produits énergétiques se sont régulièrement inscrits en hausse entre 2000 et 2013, exception faite du repli en 2009 lié à la chute des cours du pétrole sur le marché international, induite par les effets de la crise financière.** Les importations de produits énergétiques ont progressé, en moyenne par an, entre 2000 et 2006 de 3,6%, puis de 7,2% entre 2007 et 2013. La part des achats de produits énergétiques à l'étranger dans les importations totales de biens de l'Union a subi une augmentation significative, passant en moyenne de 23,1% entre 2000 et 2006 à 29,6% sur la période 2007-2013, soit une hausse de 6,5 points de pourcentage.

#### **b) Les biens d'équipement**

**Les importations de biens d'équipement occupent le deuxième rang dans le classement des importations avec une part moyenne** estimée à 20,8% entre 2007 et 2013 contre 22,2% sur la période 2000-2006. Ces biens ont également progressé sur la période 2000-2013, à un rythme annuel de 13,7% entre 2007 et 2013 contre 10,2% sur la période 2000-2006. L'ampleur des acquisitions de ces biens est liée au dynamisme du secteur des BTP, tiré par l'exécution des programmes de construction d'infrastructures publiques dans certains Etats membres, ainsi qu'aux investissements massifs notés dans les secteurs minier et pétrolier et celui des télécommunications.

#### **c) Les produits de consommation courante**

**Les importations de biens de consommation courante** (produits alimentaires et autres biens de consommation) **de l'UEMOA se sont établies en moyenne à 32,0% du total des importations de l'Union entre 2007 et 2013 contre 35,3% sur la période 2000-2006.** Les achats de céréales, constituées essentiellement du riz et du blé, ont représenté le premier poste des produits alimentaires, du fait de la baisse de la part de la production locale face à la concurrence du riz asiatique, provenant en particulier de la Thaïlande.

#### **d) Les biens intermédiaires**

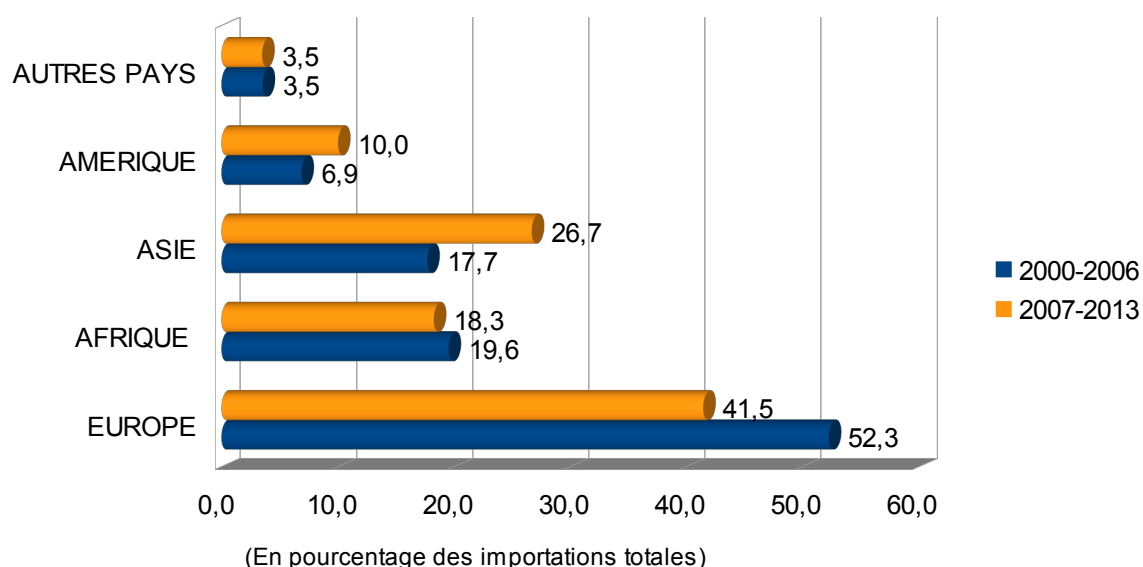
**Avec une part estimée à 17,6% du total des importations de l'Union, les acquisitions de biens intermédiaires occupent la quatrième place au rang des biens importés entre 2007-2013. Composés en grande partie de matériaux de construction et de produits chimiques,** elles sont ressorties en nette progression. En effet, les importations de biens intermédiaires se sont accrues de 12,9% en moyenne par an entre 2007 et 2013, après une hausse annuelle moyenne de 7,3% sur la période 2000-2006. Elles sont portées par les matériaux de construction, les ouvrages métalliques, le soufre et les composants entrant dans la fabrication du ciment destiné au secteur des BTP. Ces achats à l'extérieur comprennent également les huiles essentielles, les produits d'industries chimiques, les graisses, etc., destinés au secteur industriel. Cette évolution est notamment en rapport avec le dynamisme du secteur des BTP, noté dans les Etats membres de l'Union, en liaison avec l'exécution de projets d'investissements publics.

### 1.2.1.2. Principaux fournisseurs de l'Union

Les principales sources d'approvisionnement des pays de l'UEMOA sont l'Europe (41,5%), essentiellement l'Union Européenne, le continent asiatique (26,7%), les pays de l'Afrique (18,3%) et l'Amérique (10,0%).

**Graphique 9 : Structure géographique des importations de biens de l'UEMOA entre 2000 et 2013**

(en % du total)



Sources : Statistiques douanières et BCEAO.

L'analyse par continent partenaire montre que la progression des importations a été essentiellement tirée par les approvisionnements en provenance de l'Asie, dont la part dans la facture des importations de l'Union a gagné 9,0 points de pourcentage sur la période 2007-2013, comparativement à la période 2000-2006. Ces achats extérieurs sont principalement composés de produits céréaliers, de produits manufacturés et de biens d'équipement et intermédiaires. L'essentiel des commandes de produits céréaliers de l'Union est adressé notamment à la Thaïlande, au Pakistan et au Vietnam. La facture céréalière est en nette progression, en raison d'une hausse du volume des approvisionnements, qui viennent compenser l'insuffisance de l'offre locale relevée au cours des dernières années. L'augmentation des importations des produits manufacturés asiatiques dans l'espace UEMOA s'explique essentiellement par la forte compétitivité dont ils bénéficient.

Quant aux biens d'équipement et intermédiaires, l'accroissement de leur achat est impulsé par la mise en œuvre de projets miniers et pétroliers par la Chine, dont les plus importants sont localisés au Niger avec l'exploitation du site pétrolier d'Aggadem, la construction de la raffinerie de pétrole de Zinder, d'une capacité de 20.000 barils/jour, et d'un pipeline d'une longueur d'environ 500 kilomètres entre Aggadem et Zinder. Le Mali et le Niger ont réalisé également des grands travaux de Bâtiments et Travaux Publics comme la construction de route et ponts (notamment le 3<sup>e</sup> pont de Bamako et le 2<sup>e</sup> pont de Niamey).

La part de l'Europe dans le total des importations de biens de l'Union s'est repliée de 10,8 points de pourcentage sur la seconde période d'analyse, comparativement à la première sous-période. Cette évolution traduit une réorientation des commandes en faveur des pays asiatiques, notamment pour les produits manufacturés, en raison de leur caractère compétitif ainsi que les biens intermédiaires et d'équipement, en liaison avec les investissements des sociétés chinoises dans les domaines minier et pétrolier, principalement au Niger. La part de l'Afrique, qui est quasi-stable, est essentiellement liée au pétrole et aux produits manufacturés en provenance du Nigeria, troisième fournisseur de l'Union sur la période 2000-2006 avec en moyenne 12,9% des achats, contre 29,0% pour la France et 4,6% pour la Chine. De 2007 à 2013, le Nigeria a conservé la même place avec 12,3% des achats de l'Union contre 15,3% pour la France et 10,9% pour la Chine.

L'approvisionnement de l'Union en produits pétroliers raffinés est principalement assuré à travers les échanges intra-UEMOA d'une part, et par les pays de l'Union Européenne, d'autre part. Les principaux fournisseurs de ce marché sont les trois raffineries de l'UEMOA (la Société Ivoirienne de Raffinage, la Société Africaine de Raffinage et la Société de Raffinage de Zinder, entrée en phase de production en 2012), les sociétés pétrolières multinationales implantées dans l'Union, ainsi que les négociants agréés au plan international qui sont installés principalement dans les pays européens.

Le poids du continent américain a, quant à lui, augmenté, passant de 6,9% à la première période à 10,0% à la seconde période, sous l'effet d'un accroissement des importations du sucre, des produits laitiers et pétroliers.

**Tableau 5 : Liste des principaux fournisseurs de l'Union**

Principaux produits	Principaux fournisseurs
Produits alimentaires dont :	
Riz	Thaïlande, Pakistan et Brésil
Blé, froment	France, Russie, Canada
Autres céréales (maïs, mil, sorgho, haricot, ...)	Pays de l'UEMOA, France, USA, Inde et Thaïlande
Lait et produits de laiterie	France, Pays-Bas, Irlande et Brésil
Sucres et sucrerie	France, Allemagne et Brésil
Boissons	France, Espagne et Tunisie
Produits énergétiques	France, Pays-Bas, Belgique, Nigeria, USA, Royaume-Uni et Russie
Biens intermédiaires	France, Allemagne, Belgique, Italie, Espagne, Portugal, Russie, Ghana, USA, Chine, Inde et Japon
Biens d'équipement	France, Allemagne, Belgique, Finlande, Royaume-Uni, Afrique du Sud, USA, Chine et Japon, Inde

Sources : Statistiques douanières et BCEAO.

### **1.2.1.3. Importations de biens par pays**

L'analyse des importations de biens selon les pays partenaires révèle que la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Mali demeurent les principaux demandeurs de biens étrangers dans l'Union. Leur part dans l'ensemble des approvisionnements représente respectivement 33,3%, 21,4% et 11,8% sur la période 2007-2013, contre respectivement 38,2%, 22,3% et 11,5% entre 2000 et 2006. La part des trois pays réunis a connu une baisse d'environ 7 points par rapport à la période 2000-2006, en raison du regain d'activité dans les autres pays de l'Union. Au Burkina et au Togo, les parts des importations sont passées respectivement de 7,9% et 6,3% à 10,0% et 8,0% sur les deux périodes d'analyse. Au Bénin et au Niger, ces parts ont évolué respectivement de 7,5% et 5,4% à 8,7%, et 6,2% d'une période à l'autre. Les évolutions observées dans ces pays s'expliquent, d'une part, par le développement des projets miniers et pétroliers et, d'autre part, par l'intensité des investissements publics qui induisent une intensification des achats à l'extérieur d'importantes quantités de biens d'équipement et intermédiaires. La part des acquisitions de biens de la Guinée-Bissau dans les acquisitions totales de biens est ressortie à 0,6% de 2007 à 2013 contre 0,9% entre 2000-2006, en raison de la baisse de toutes les composantes de ses importations.

### **1.2.2. Importations de services**

Les importations de services portent pour l'essentiel sur le fret de marchandises, les voyages et les autres services. Ces derniers regroupent notamment les dépenses touristiques, les divers services aux entreprises et les services d'assurance.

#### **1.2.2.1. Evolution des importations de services**

Les importations de services ont affiché une accélération de leur rythme de progression, qui est ressorti à 9,8% entre 2007-2013, contre 6,8% entre 2000 et 2006, sous l'effet principalement de l'alourdissement du fret, qui a subi les incidences de l'envolée des cours des produits pétroliers et l'accroissement du volume des approvisionnements. La composante « transport » a représenté plus de 57% des importations des services sur la période 2007-2013, contre moins de 52% entre 2000 et 2006. Les autres composantes qui pèsent sur la demande extérieure des services sont les dépenses touristiques (12,2%)<sup>7</sup>, les divers services aux entreprises (10,0%) et les services d'assurance (6,0%).

#### **1.2.2.2. Structure des importations de services**

Les approvisionnements en services de l'UEMOA ont atteint 10,7% du PIB entre 2007 et 2013, contre 9,9% du PIB sur la période 2000-2006, sous l'effet d'un regain de demande d'une gamme assez variée de prestations fournies par des non-résidents. Celles-ci portent principalement sur le fret, qui représente plus de la moitié de la facture ainsi que les services d'ingénierie, d'assurance, de santé, d'éducation et de bâtiment et travaux publics.

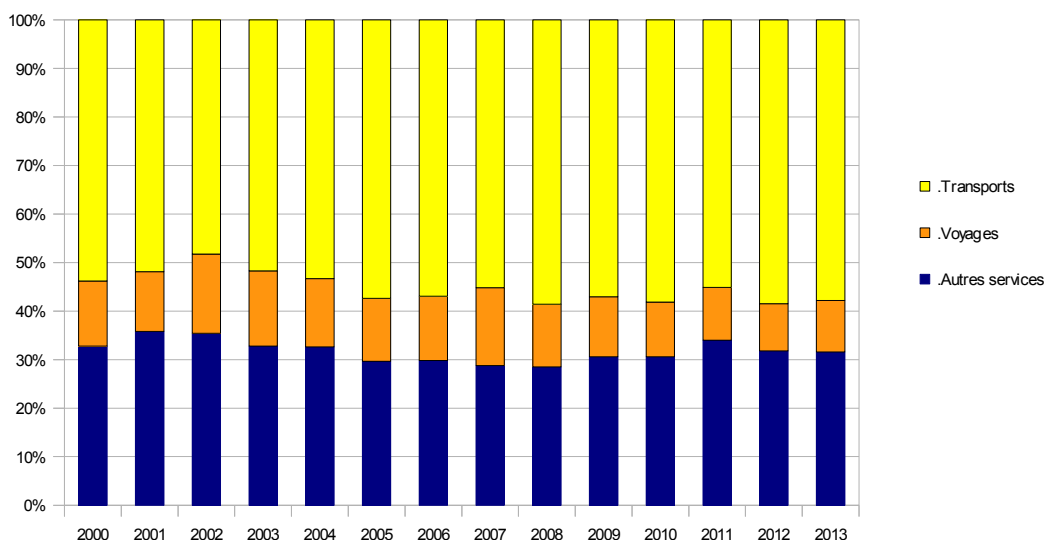
Les importations de services, sur la période 2000-2013, sont composées pour plus de la moitié des charges de transport (55,4%). Les transports de marchandises ont constitué le principal poste des services, en raison de l'insuffisance des moyens de transports détenus par des résidents de l'Union. Les déplacements à l'étranger des résidents de l'Union sont demeurés également tributaires des compagnies non-résidentes. Les services liés au transport sont suivis des dépenses de voyage (12,5%) et des prestations fournies par des non-résidents aux

<sup>7</sup>. Il s'agit principalement des dépenses de pèlerinages, des étudiants, des malades prenant des soins à l'étranger et des fonctionnaires en mission.



entreprises locales (11,1%). Le reste des importations de services, représentant moins de 20% du total, est principalement composé des services d'assurance, des dépenses des ambassades des pays de l'Union accrédités à l'étranger et des commissions versées aux intermédiaires financiers non-résidents.

### Graphique 10 : Structure des importations de services



Source : BCEAO.

Les dépenses de voyage constituent également une part importante des flux débiteurs de services. Elles représentent en moyenne 11,7% de l'ensemble des importations de services entre 2007 et 2013 contre 14,0% sur la période 2000-2006.

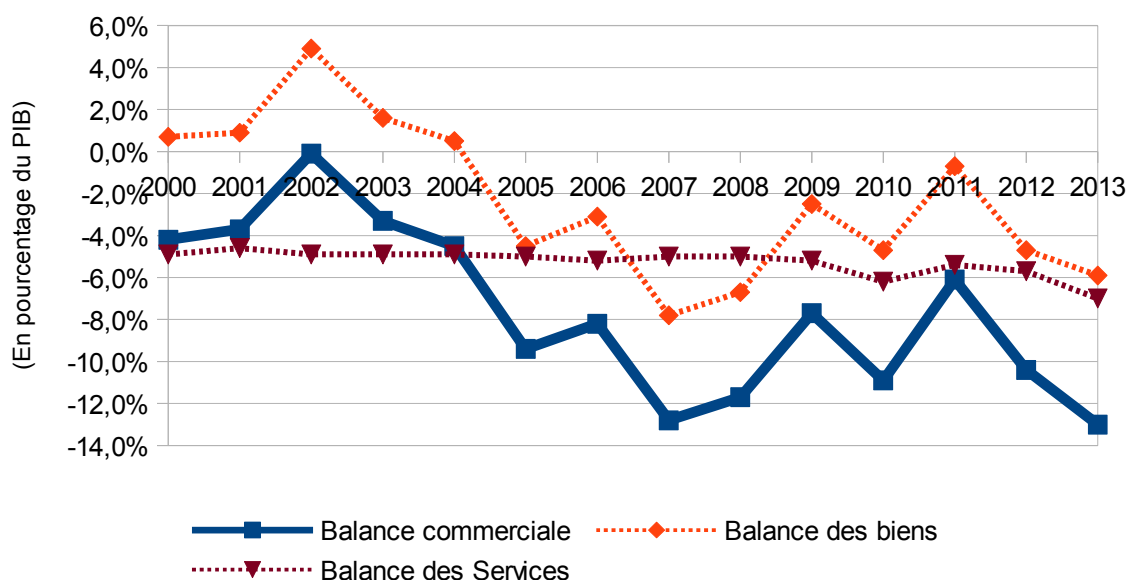
Les autres services, dominés par ceux aux entreprises, ont vu leur part dans les importations de services passer de 31,0% sur la période 2000-2006 à 32,5% entre 2007 et 2013. Cette évolution s'explique essentiellement par la progression de la sous-traitance des compagnies étrangères, du fait du développement des grands chantiers miniers et pétroliers, des travaux de construction d'infrastructures routières, ainsi que de l'intensification des activités dans le domaine des télécommunications.

## II - ANALYSE DE L'EVOLUTION DE SOLDES CARACTERISTIQUES DES ECHANGES EXTERIEURS

L'examen de l'évolution de la balance commerciale sur les périodes 2000-2006 et 2007-2013 révèle une aggravation du déficit commercial au cours de la seconde période, qui est ressortie en moyenne à 10,4% du PIB, alors qu'il était à 4,8% pendant la première période, en raison des importants programmes d'investissements publics et privés en cours dans la plupart des pays de l'Union.

Après avoir atteint un niveau de -4,2% du PIB en 2000, le solde commercial s'est amélioré pour atteindre quasiment son niveau d'équilibre en 2002 (-0,1% du PIB). Si un creusement tendanciel du déficit commercial a été relevé à partir de 2003, des inversions ponctuelles de tendance ont été observées en 2006, 2008 et 2011. Depuis cette date, la balance des biens et services a repris sa baisse régulière pour atteindre un niveau de déficit relativement important en 2013 (-13% du PIB).

**Graphique 11: Evolution de la balance commerciale de biens et services de l'Union ... entre 2000-2013**



Source : BCEAO.

L'examen de l'évolution de la balance des biens et services suivant ses différentes composantes, à savoir le solde des échanges des biens et celui des services, laisse apparaître que les variations du solde commercial reflètent principalement celles de la balance des biens qui est ressortie déficitaire de 2,1% du PIB entre 2007-2013, contre un excédent moyen de 1,5% du PIB de 2000 à 2006. Quant à la balance des services, elle est ressortie en moyenne structurellement déficitaire de 5,6% du PIB de 2000 à 2013.

L'analyse de ces différentes fluctuations de la balance commerciale est effectuée à travers celles de ses composantes susmentionnées.

## 2.1. Balance commerciale des biens

L'analyse du solde commercial est faite selon un regroupement des produits en trois groupes, à savoir les produits alimentaires, les produits pétroliers et les autres produits. Les produits alimentaires comprennent le cacao, le café, les céréales, les farines, les graines oléagineuses, les fruits et légumes, les produits de l'élevage et de la pêche, les boissons, les pâtes alimentaires, etc. Quant aux autres produits, ils sont constitués pour les exportations principalement des produits miniers (or, uranium et phosphates), des produits chimiques, du ciment, du coton, du caoutchouc, du bois, etc. Pour les importations, ils sont essentiellement constitués des biens d'équipement et intermédiaires.

L'évolution de la balance des biens montre une dégradation de son solde entre 2000-2006 et 2007-2013, passant d'un excédent de 0,1% du PIB à un déficit de 4,7% du PIB. Cette évolution est essentiellement imputable à la progression des importations de produits pétroliers et alimentaires, marqués par une hausse de la demande intérieure, dans un contexte de forte progression des prix sur les marchés internationaux. La balance des biens a également été impactée par la détérioration du solde des autres produits, en raison de la forte importation des biens d'équipement et intermédiaires.

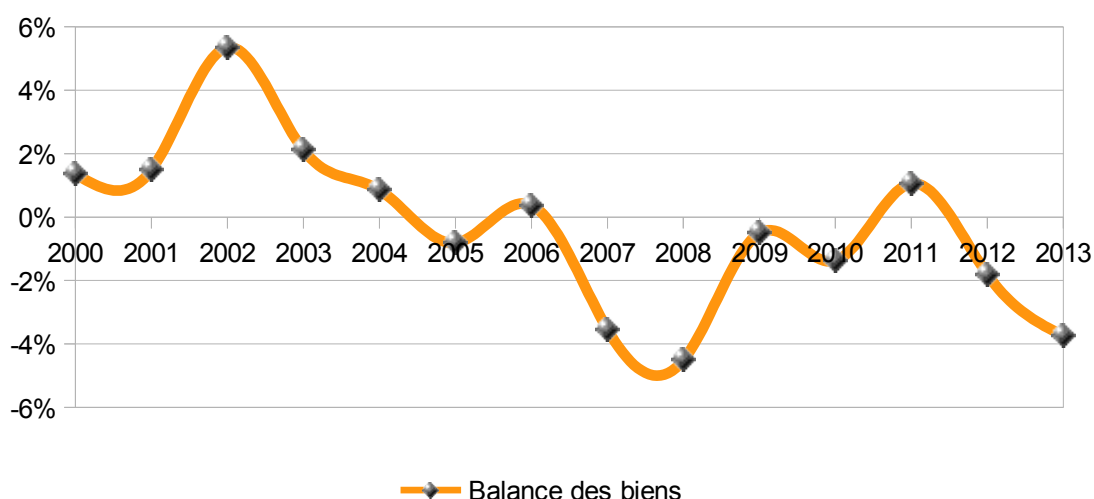
**Tableau 6 : Solde commercial par groupe de produits  
(en % du PIB)**

	2000-2006	2007-2013
Produits alimentaires	0,0%	-1,8%
Produits pétroliers	-2,0%	-3,2%
Autres produits	2,1%	0,3%
<b>Ensemble</b>	<b>0,1%</b>	<b>-4,7%</b>

Sources : Statistiques douanières et BCEAO.

La forte dépendance énergétique des pays de l'UEMOA, notamment à l'égard du pétrole, ainsi que l'augmentation croissante de leurs importations en produits alimentaires, en liaison notamment avec la persistance des déficits céréaliers, constituent la principale source du déficit commercial. Rapporté au PIB, les déficits des produits alimentaires et pétroliers se sont établis respectivement à 1,8% et 3,2% sur la période 2007-2012 contre 0,01% et 2,0% entre 2000 et 2006. Hors produits pétroliers et alimentaires, le solde commercial passerait d'un excédent de 2,2% du PIB sur la période 2000-2006 à un déficit de 1,5% du PIB entre 2007 et 2013.

## Graphique 12 : Evolution de la balance des biens entre 2000-2013



Source : BCEAO.

Plus précisément, de 2000 à 2004, la balance des biens est ressortie excédentaire, en raison d'une hausse de 7,2% du volume des exportations de l'Union, couplée à une augmentation des cours des principaux produits exportés. Les produits concernés sont essentiellement le cacao, le caoutchouc et le café dont les cours ont respectivement enregistré une progression annuelle de 6,7%, 5,3% et 3,0% sur la période. Il s'agit également de l'or et du pétrole qui ont noté des hausses de 2,2% et 1,0% s'agissant de leurs prix internationaux.

L'excédent de la balance des biens de 2000 à 2004 a également été tributaire de l'amélioration des exportations des produits pétroliers dans l'Union, notamment en Côte d'Ivoire, en liaison avec la découverte de plusieurs champs pétrolifères depuis 2000. Ainsi, la production de pétrole brut s'est inscrite en hausse constante depuis 2001, passant de 2,1 millions de barils en 2001 à environ 22,2 millions de barils en 2006, en ligne avec l'augmentation de la demande en provenance du Nigeria et des Etats-Unis. Depuis cette date, une baisse moyenne annuelle de 14,7% est observée dans la production de ce produit, en raison de l'épuisement et/ou de l'ensablement de certains puits.

Nonobstant, les valeurs positives du solde de la balance des biens entre 2000 et 2004, il importe de relever que celui-ci s'est inscrit dans une orientation baissière à partir de 2003 pour ressortir déficitaire à partir de 2005. Cette évolution est due à l'accélération des importations, en liaison avec la progression des prix des principaux produits importés, à la suite des crises alimentaires et énergétiques mondiales ainsi que de l'augmentation des approvisionnements en produits alimentaires et en biens d'équipement et intermédiaires, du fait respectivement de la récurrence des déficits agricoles et du dynamisme des investissements publics et privés. Les déficits de la balance des biens enregistrés de 2005 à 2013 ont également été accentués par les contre-performances de certaines filières d'exportation.

Avec une facture pétrolière s'élevant à environ 30,0% du total de leurs importations sur la période 2007-2013, contre 19,9% entre 2000 et 2006, les pays de l'Union sont relativement dépendants de l'extérieur en matière énergétique. Cette dépendance en produits pétroliers, combinée à la tendance haussière des cours du pétrole depuis 2002, a largement contribué à la dégradation de la balance des biens dans l'UEMOA à partir de 2003.

La crise énergétique de 2008 a été la principale source de l'accentuation du déficit de la balance des biens, après les effets négatifs de la crise alimentaire de 2007. Hors produits pétroliers, le solde du compte des biens est excédentaire sur toute la période 2000-2013, malgré les crises alimentaires survenues au cours des années 2007 et 2008, qui ont lourdement pesé sur la balance commerciale.

Le solde négatif de la balance commerciale des biens entre 2007 et 2013 est également en rapport avec l'accélération des importations de biens alimentaires, résultant de la crise alimentaire mondiale de la période 2007-2008. Cette crise a été liée, d'une part, à la hausse de la demande du fait de l'amélioration des revenus notamment dans les pays émergents comme la Chine et l'Inde ainsi qu'au développement des biocarburants, et d'autre part, à la baisse de l'offre induite par les facteurs climatiques et la réduction des superficies emblavées. Cette inadéquation entre l'offre et la demande s'est traduite par un renchérissement des matières premières agricoles, des céréales en particulier.

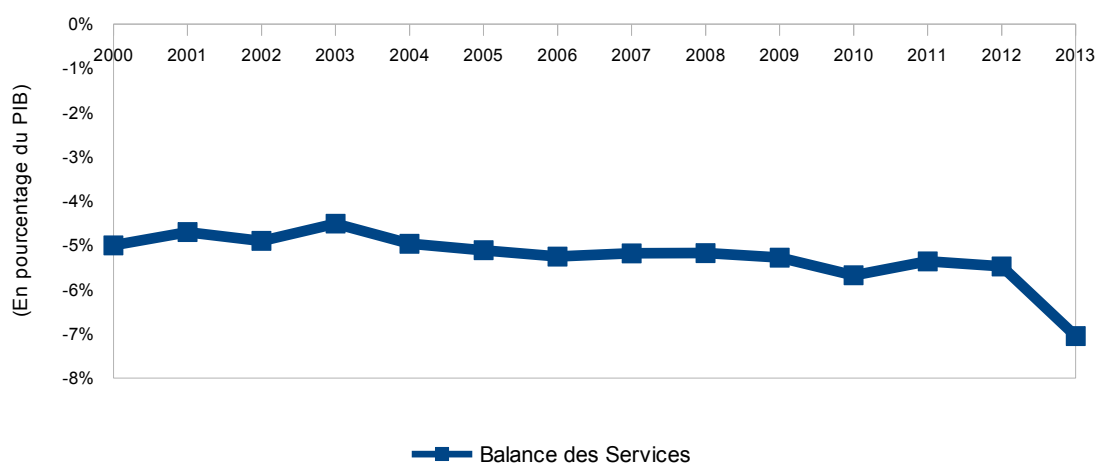
La rareté des denrées alimentaires a affecté plus durement les pays en développement, notamment ceux de l'UEMOA, en raison de la part plus importante de l'alimentation dans les budgets des ménages. Ainsi, le taux d'accroissement des importations de produits alimentaires est ressorti à 9,8% en moyenne entre 2007 et 2013 contre 6,8% sur la période 2000-2006. En 2007 et 2008, la facture alimentaire a progressé de 14,0% et 19,3% respectivement contre 6,8% en moyenne sur la période 2000-2006.

Au niveau des filières agricoles, notamment celles du café, du cacao et du coton, elles ont subi des contraintes liées à des insuffisances d'ordre organisationnel, dans un contexte marqué par la faiblesse des cours internationaux des produits agricoles exportés. Ces difficultés, combinées aux récurrents défauts de paiement des producteurs de ces spéculations, ont rendu ces filières moins attrayantes.

## 2.2. Balance commerciale des services

Le commerce international des services de l'Union est caractérisé par une faiblesse de l'offre, qui a représenté à peine 5,0% du PIB sur la période 2000-2013. Par contre, les pays de l'Union sont dépendants d'une gamme assez variée de services extérieurs dont la facture est ressortie à plus de 10,0% du PIB. Par ailleurs, la faible diversification de l'offre et une forte rigidité à la baisse de la demande, en raison notamment de l'absence d'une véritable politique de promotion du secteur des services, limite l'exploitation des opportunités culturelles et environnementales qui s'offrent aux pays de l'Union.

**Graphique 13 : Evolution de la balance des services entre 2000-2013**



Source : BCEAO.

La dépendance des pays de l'Union à une gamme assez variée de services extérieurs et la faible diversification de leur offre de services constituent les principales sources de vulnérabilité du commerce extérieur de l'espace communautaire, en raison de la forte sensibilité du solde des services à des facteurs à la fois internes et externes. Au plan interne, l'instabilité socio-politique et la montée de l'insécurité agissent négativement sur les flux touristiques. Par ailleurs, la hausse des cours des produits pétroliers constitue un facteur d'aggravation du fret. Les activités touristiques sont également tributaires de l'évolution des revenus dans les pays industrialisés, qui sont à l'origine de l'essentiel des recettes encaissées dans les pays de l'Union.

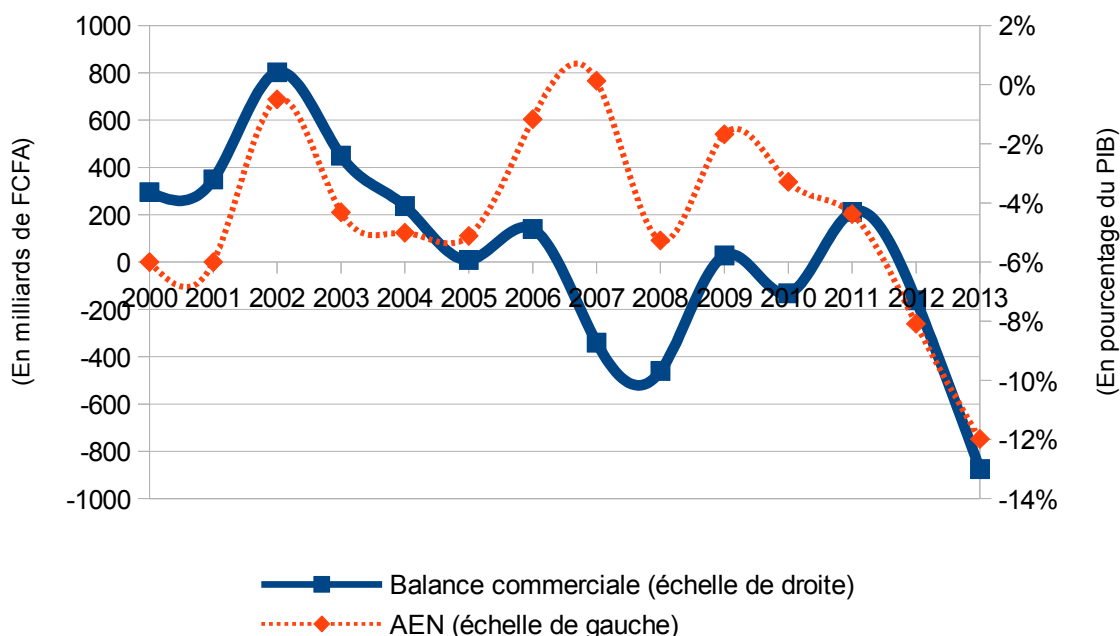
Dans ces conditions, le déficit du commerce des services est ressorti à 5,4% du PIB au cours de la période 2000-2013 contre 1,1% pour celui des biens. Ce déficit constitue à lui seul, une source de dérapage pour la réalisation du critère de la norme du compte courant retenu dans le cadre de la surveillance multilatérale. En effet, ce critère n'est pas respecté, en dehors des années où l'Union a enregistré un excédent significatif sur le commerce de marchandises.

### 2.3. Impacts du solde commercial sur les avoirs extérieurs nets

L'analyse de l'évolution récente du solde commercial révèle que celui-ci a une incidence sur les flux nets des avoirs extérieurs (AEN) de l'Union. Comme le montre le graphique ci-après, le solde commercial et les avoirs extérieurs présentent des tendances d'évolution similaires. Sur la période 2000-2006, les avoirs extérieurs de l'Union sont ressortis en moyenne à 1,8% du PIB contre 0,5% du PIB entre 2007 et 2013, soit une dégradation d'environ 1,3 point de pourcentage du PIB.

Le creusement important du déficit commercial observé depuis 2011 a induit des baisses d'avoirs extérieurs nets, notamment en 2012 et 2013, s'établissant respectivement à -0,6% et -1,7% du PIB.

**Graphique 14 : Evolution de la balance commerciale et des avoirs extérieurs nets dans l'UEMOA**

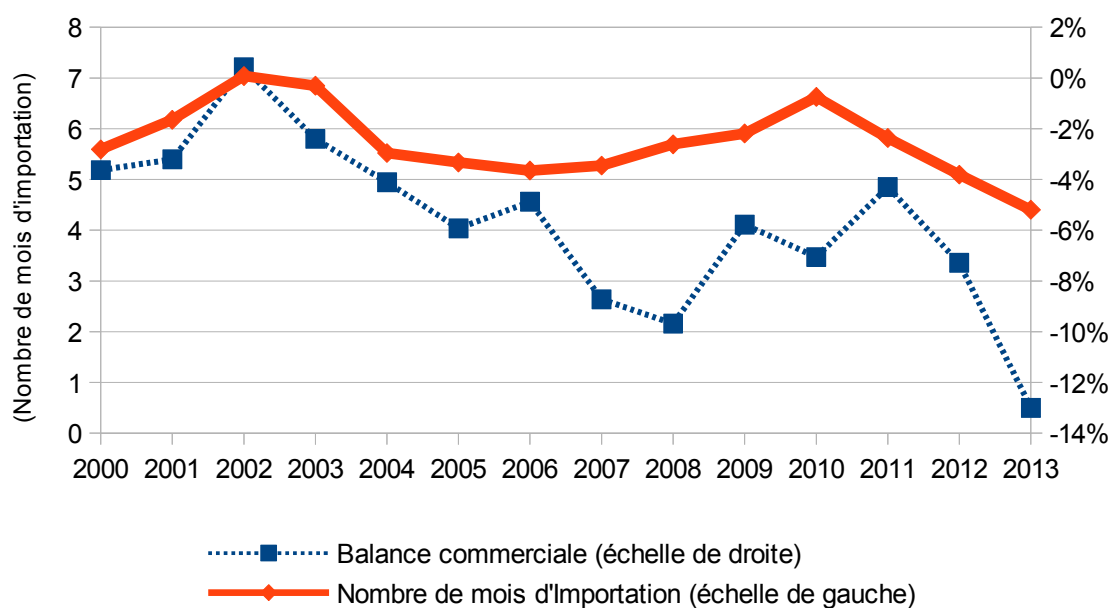


Source : BCEAO.

Cette situation se ressent également au niveau du nombre de mois d'importations<sup>8</sup> que représentent les réserves de change. En effet, alors que les réserves de change de l'Union ont permis de couvrir en moyenne 6 mois d'importations de 2000 à 2006, la dégradation du solde des biens et services, observée de 2007 à 2013, a entraîné un recul du nombre de mois d'importations qui s'est établi à 5,5 mois sur cette seconde période, soit une baisse de 0,5 mois.

Sur la période 2000-2013, le nombre de mois d'importations le plus élevé a été enregistré en 2003, avec 6,8 mois. De 2003 à 2010, celui-ci est demeuré quasi-stable et est ressorti en moyenne autour de 6 mois. A partir de 2011, la période couverte par les avoirs extérieurs de l'Union s'est contractée pour se retrouver en moyenne à environ 5 mois d'importations.

**Graphique 15 : Evolution de la balance commerciale et du nombre de mois d'importations**



Source : BCEAO.

La durée la plus faible en termes de nombre de mois d'importations assurée par les réserves de change de l'Union a été enregistrée en 2013 avec 4,4 mois, du fait notamment du repli de ces réserves consécutif à la dégradation du solde commercial qui a atteint -13,0% du PIB au cours de la même année. Cette évolution résulte de la hausse des importations en biens intermédiaires et d'équipement, induite par les récents investissements privés dans les secteurs miniers et les investissements publics dans les infrastructures et programmes sociaux.

8. Le nombre de mois d'importations est le rapport entre les réserves de change de l'année t et la valeur prévisionnelle des importations mensuelles de l'année t+1.

## Encadré 2 : Soldes caractéristiques de la balance des paiements et variation des avoirs extérieurs nets

La contribution des soldes caractéristiques de la balance des paiements à la variation des avoirs extérieurs nets, est obtenue à partir de l'équilibre comptable des comptes extérieurs :  $BC+SC+SOF = \Delta AEN$  où  $BC$  est la balance commerciale de biens et services,  $SC$  représente les revenus et transferts courants nets,  $SOF$  représente le solde du compte de capital et d'opérations financières,  $\Delta AEN$  représente la variation des avoirs extérieurs nets. Cette dernière variable coïncide avec le solde global de la balance des paiements.

En divisant chaque membre de l'équation par le stock d'avoirs extérieurs nets de l'année précédente, l'équation devient : 
$$\frac{BC}{AEN_{t-1}} + \frac{SC}{AEN_{t-1}} + \frac{SOF}{AEN_{t-1}} = \frac{\Delta AEN}{AEN_{t-1}}$$

Dans cette équation,  $\frac{BC}{AEN_{t-1}}$  représente la contribution de la balance commerciale de biens et services,  $\frac{SC}{AEN_{t-1}}$  et  $\frac{SOF}{AEN_{t-1}}$  représentent respectivement la contribution de l'ensemble des autres postes du compte courant et celle du compte de capital et d'opérations financières.  $\frac{\Delta AEN}{AEN_{t-1}}$  représente le taux d'accroissement des avoirs extérieurs nets.

## IV- CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Les orientations du commerce extérieur entre les périodes 2000-2006 et 2007-2013 laissent apparaître la progression des ventes des produits miniers (pétrole, or et uranium), le repli des parts de produits agricoles (cacao, coton, et café) ainsi que la prépondérance des produits pétroliers et des biens d'équipement et intermédiaires dans les produits importés, en raison des importants programmes d'investissements publics et privés en cours dans la plupart des pays de l'Union. Ces différents changements enregistrés se traduisent par une évolution défavorable du solde commercial qui est ressorti déficitaire de 4,7% du PIB sur la période 2007-2013, contre un excédent de 0,1% du PIB entre 2000 et 2006, soit une dégradation de 4,8 points de pourcentage du PIB.

L'analyse du commerce de services révèle une faiblesse de l'offre, avec un chiffre d'affaires évalué à 5% du PIB entre 2007 et 2013, contre 4,9% sur la période 2000-2006. Ces recettes sont tirées à près d'un tiers des activités touristiques, notamment le tourisme d'affaires qui est en pleine expansion, du fait de l'accroissement des opportunités d'investissement dans les domaines des mines et du pétrole dans la plupart des pays. Quant aux importations des services, elles ont atteint 10,7% du PIB entre 2007 et 2013, contre 9,9% du PIB sur la période 2000-2016, sous l'effet d'un regain de demande d'une gamme assez variée de prestations fournies par des non-résidents.

Au total, sous l'effet des différentes évolutions, le déficit de la balance de biens et services s'est accentué entre les deux périodes, passant de 4,8% à 10,4% du PIB, ce qui en fait la principale cause de dégradation du déficit courant de l'Union. A cet égard, le déficit courant de l'Union, hors dons, est passé en moyenne de 5,7% du PIB entre 2000 et 2006 à 6,3% du PIB sur la période 2007-2013, nonobstant l'apport des transferts des migrants, qui est passé en moyenne de 2,7% du PIB à 3,9% du PIB entre les deux périodes.

L'analyse de l'évolution de la structure des échanges extérieurs au cours des deux périodes met en évidence une forte sensibilité des économies de l'Union aux fluctuations de la



demande des biens et à la volatilité des prix mondiaux. Cette situation est accentuée par la forte dépendance des pays de l'Union vis-à-vis d'une large gamme de biens et services étrangers, notamment les autres services aux entreprises en raison du développement des Etats et de l'apparition de certaines activités spécifiques. Pour prémunir les pays de l'Union contre une aggravation des déséquilibres qui en résultent, les mesures économiques ci-après pourraient être envisagées, notamment :

- le développement de la base productive, afin d'accroître la capacité des économies de l'Union en termes d'exportations de biens échangeables et favoriser leur résilience aux chocs externes et internes ;
- la poursuite et l'accélération des réformes permettant de rendre plus compétitives les exportations, notamment celles des **cultures de rente (cacao, coton et café)**, à **travers** l'encadrement des producteurs locaux pour une meilleure adaptation de leur offre aux exigences des normes internationales de qualité ;
- l'accroissement de l'offre locale de produits vivriers ainsi que le renforcement des capacités internes de transformation de ces produits, à travers la réhabilitation de périmètres irrigués existants et le développement de la petite irrigation, la mise en place d'une unité de fabrication d'engrais et de pesticides à l'échelle de l'Union, la création de filières de production vivrières intégrées et rentables, ainsi que l'encouragement des initiatives privées dans le domaine de l'agro-industrie ;
- l'augmentation de l'offre locale de produits pétroliers en encourageant les investissements dans le secteur pétrolier, à l'instar de la Côte d'Ivoire et du Niger, qui procèdent à l'exploitation et au raffinage du pétrole, ainsi que le Sénégal qui dispose d'une société de raffinage de pétrole ;
- la mise en place de politiques visant une meilleure exploitation du potentiel touristique et un accroissement de l'offre locale des services de transport, d'engineering et des bâtiments et travaux publics, en vue de réduire la demande extérieure nette des services qui constitue la principale source du déficit courant de l'Union ;
- l'amélioration de l'environnement des affaires, en cours avec la mise en œuvre de nombreux chantiers (Bureau d'Information sur le Crédit, la baisse des coûts des services bancaires etc.) ainsi que celle du climat politique devrait favoriser un afflux plus important de capitaux étrangers qui contribueraient à l'accroissement des possibilités de financement dans les secteurs agricole, manufacturier et des services ;
- la mise en œuvre des mesures visant à assurer le rapatriement effectif du produit des recettes d'exportation, qui contribuerait au renforcement de l'impact des exportations sur les réserves de change.



## **LISTE DES ANNEXES**

### **ANNEXE I : CONCEPTS ET DEFINITIONS DU COMMERCE EXTERIEUR**

### **ANNEXE II : TABLEAUX STATISTIQUES**

Tableau A.1 : Synthèse du commerce extérieur de l'Union (en milliards de FCFA)

Tableau A.2 : Principaux produits échangés par l'UEMOA (en milliards de FCFA)

Tableau A.3 : Part des principaux produits dans les échanges commerciaux

Tableau A.4.1 : Evolution de l'orientation géographique des exportations de biens de l'Union

Tableau A.4.2 : Evolution de l'orientation géographique des importations de biens de l'Union

Tableau A.4.3 : Evolution de l'orientation géographique des échanges de biens

Tableau A.5.1 : Part des pays membres de l'UEMOA dans les exportations (en pourcentage)

Tableau A.5.2 : Part des pays membres de l'UEMOA dans les importations (en pourcentage)

Tableau A.6 : Structure du solde commercial par groupes de produits (en % du PIB)

Tableau A.7 : Balance commerciale des pays de l'UEMOA avec les pays partenaires (en % du PIB)

Tableau A.8 : Solde commercial par pays membre de l'UEMOA (en % du PIB)

Tableau A.9.1 : Principaux produits échangés par le Bénin (en milliards de FCFA)

Tableau A.9.2 : Principaux produits échangés par le Burkina (en milliards de FCFA)

Tableau A.9.3 : Principaux produits échangés par la Côte d'Ivoire (en milliards de FCFA)

Tableau A.9.4 : Principaux produits échangés par la Guinée-Bissau (en milliards de FCFA)

Tableau A.9.5 : Principaux produits échangés par le Mali (en milliards de FCFA)

Tableau A.9.6 : Principaux produits échangés par le Niger (en milliards de FCFA)

Tableau A.9.7 : Principaux produits échangés par le Sénégal (en milliards de FCFA)

Tableau A.9.8 : Principaux produits échangés par le Togo (en milliards de FCFA)

Tableau A10.1 : Evolution des exportations de services de l'UEMOA (en milliards de FCFA)

Tableau A10.1.1 : Evolution des exportations de services du Bénin (en milliards de FCFA)

Tableau A10.1.2 : Evolution des exportations de services du Burkina (en milliards de FCFA)

Tableau A10.1.3 : Evolution des exportations de services de la Côte d'Ivoire (en milliards de FCFA)

Tableau A10.1.4 : Evolution des exportations de services de la Guinée-Bissau (en milliards de FCFA)

Tableau A10.1.5 : Evolution des exportations de services du Mali (en milliards de FCFA)

Tableau A10.1.6 : Evolution des exportations de services du Niger (en milliards de FCFA)

Tableau A10.1.7 : Evolution des exportations de services du Sénégal (en milliards de FCFA)

Tableau A10.1.8 : Evolution des exportations de services du Togo (en milliards de FCFA)

Tableau A10.2 : Evolution des importations de services de l'UEMOA (en milliards de FCFA)

Tableau A10.2.1 : Evolution des importations de services du Bénin (en milliards de FCFA)

Tableau A10.2.2 : Evolution des importations de services du Burkina (en milliards de FCFA)

Tableau A10.2.3 : Evolution des importations de services de la Côte d'Ivoire (en milliards de FCFA)

Tableau A10.2.4 : Evolution des importations de services de la Guinée-Bissau (en milliards de FCFA)

Tableau A10.2.5 : Evolution des importations de services du Mali (en milliards de FCFA)

Tableau A10.2.6 : Evolution des importations de services du Niger (en milliards de FCFA)

Tableau A10.2.7 : Evolution des importations de services du Sénégal (en milliards de FCFA)

Tableau A10.2.8 : Evolution des importations de services du Togo (en milliards de FCFA)

Tableau A11.1 : Structure des exportations de services de l'Union (en pourcentage)

Tableau A11.2 : Structure des importations de services de l'UEMOA (en pourcentage)

Tableau A12.1 : Solde de services de l'Union (en % du PIB)

Tableau A12.2 : Solde de services de l'Union (en milliards de FCFA)

## ANNEXE I : CONCEPTS ET DEFINITIONS DU COMMERCE EXTERIEUR

**Marchandises générales** : toutes transactions sur biens meubles entre résidents et non-résidents, y compris les importations suivies de réexportations (ou inversement) après transformation des biens (ex. : exportation de pétrole brut et réimportation de pétrole raffiné, importation de tissu et réexportation sous forme de vêtements, etc.).

La principale source d'informations sur les échanges extérieurs de biens est constituée par les statistiques douanières du commerce extérieur. Les données utilisées dans l'étude portent sur le commerce général, conformément aux prescriptions du Manuel de la balance des paiements du FMI.

Les données douanières ne sont pas suffisantes pour appréhender les échanges extérieurs, d'une part, parce qu'elles se limitent aux biens, d'autre part, parce que tous les biens ne sont pas enregistrés en douane (bétail, échanges transfrontaliers, etc.) et, enfin, parce qu'il existe des fraudes au niveau des déclarations douanières. Par ailleurs, l'ensemble des déclarations douanières n'est pas nécessairement traité. Le poste effets personnels qui regroupe des biens très différents et qui nécessite une désagrégation par produit ainsi que les colis postaux à prendre en compte.

Les exportations et importations sont enregistrées franco à bord (FAB), c'est-à-dire que le coût du transport au-delà du port de sortie n'est pas inclus dans la valeur des biens. En général, les importations sont comptabilisées par la douane sur la base « coûts, assurances et fret » (C.A.F.). Pour déterminer la balance commerciale, une estimation des importations sur la base (F.A.B.) a été faite, en se fondant sur les coûts moyens de transport et d'assurance. Le taux retenu pour chacun des pays de l'Union varie entre 15% et 29%, les pourcentages les plus élevés étant ceux appliqués aux importations des pays enclavés, en raison des frais supplémentaires liés aux opérations de transit des marchandises dans les autres pays. Au niveau de l'UEMOA, une moyenne de 15,0% a été retenue.

**Services** : le manuel des statistiques du commerce international de services définit les services comme des produits hétérogènes réalisés sur commande, qui se traduisent par un changement de l'état des unités qui les consomment. Ce changement est obtenu par l'activité des producteurs à la demande des consommateurs, au moment même où la production d'un service se termine, il doit être fourni au consommateur. Le commerce international de services est donc défini comme un échange de services entre résidents et non-résidents d'une économie. La méthodologie utilisée jusqu'en 2010 pour l'évaluation du commerce de services entre les pays de l'UEMOA est fondée sur les principes de la 5<sup>e</sup> édition du Manuel de la balance des paiements du FMI (MBP5), relatifs à l'enregistrement des transactions de services entre résidents et non-résidents d'une économie.

Les services sont répartis en 11 postes, à savoir : (i) les transports, (ii) Voyages, (iii) Services de communication, (iv) Services de bâtiments et travaux publics, (v) Services d'assurance, (vi) Services financiers, (vii) Services d'informatique et d'information, (viii) Redevances et droits de licence, (ix) Autres services aux entreprises, (x) Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs et (xi) Services fournis ou reçus par les administrations publiques, n.c.a. Toutefois, pour les besoins de l'analyse, les services peuvent être regroupés en trois grandes catégories : les transports, les voyages et les autres services.

**Les transports** : ils regroupent les recettes et dépenses des compagnies de transports (maritimes, aériens, terrestres, par voie spatiale et par oléoduc ou gazoduc), le fret (à partir de la frontière douanière de l'exportateur), le transport de personnes, les dépenses des entreprises de transport dans les ports (manutention, entreposage, emballage) et affrètement à temps de courte durée avec équipage.

**Voyages** : les transactions liées aux voyages diffèrent des autres composantes des services internationaux. Ce sont des biens et services acquis par les voyageurs pour leur usage personnel pendant leur séjour dans le pays d'accueil au cours d'un séjour d'une durée de moins d'un an. Les biens et services sont acquis par le voyageur, pour son propre compte, ou lui sont fournis sans contrepartie, pour qu'il en fasse lui-même usage ou qu'il cède à d'autres personnes. Ce séjour peut être à titre personnel ou professionnel.

**Services d'assurance (autres que sur les marchandises)** : ils englobent l'assurance vie et les annuités d'assurance vie, l'assurance dommages, la réassurance, les pensions, les garanties standardisées et les services auxiliaires aux assurances, de pension et de garantie standardisée.

**Services d'assurance auxiliaires** : ils recouvrent les opérations qui sont étroitement liées aux services d'assurance et des caisses de retraite et fonds de pension, y compris les commissions des agents, les services d'agents et de courtiers d'assurance, les services de conseil en assurance et en constitution de retraites, les services d'évaluation des dommages et de règlement des sinistres, les services actuariels, les services d'administration des sauvetages, les services de réglementation et de contrôle des indemnisations et les services de recouvrement.

**Services financiers** : ils englobent les services d'intermédiation financière et les services auxiliaires, à l'exception de ceux qui sont fournis par les compagnies d'assurance et les caisses de retraite et fonds de pension. Ils sont généralement fournis par les banques et les autres sociétés financières. Ils comprennent la collecte des dépôts et l'octroi des prêts, les lettres de crédit, les services de carte de crédits, les commissions et frais liés aux opérations de crédit-bail, d'affacturage, de garantie et de compensation des paiements. Ils incluent également les services de conseil financier, la conservation d'actifs financiers ou de lingots, la gestion d'actifs financiers, les services de surveillance et de contrôle, la fourniture de liquidités, les services de prise en charge des risques autres que les assurances, les services liés aux fusions-acquisitions, les services de notation du crédit, les services boursiers et les services de fiducie.

**Services de télécommunications** : ils recouvrent les frais réglés à des non-résidents ou les recettes de télécommunications reçues des non-résidents, pour la transmission de sons, d'images, de données ou autres informations par téléphone, télex, télégramme, radio ou télévision (par câble ou satellite), courrier électronique, télécopie, etc. ainsi que les services de réseau, de téléconférence et d'appui fournis aux entreprises. Ils ne tiennent cependant pas compte de la valeur des informations transportées. Ils incluent aussi les services de téléphonie cellulaire, les services de base par Internet et les services d'accès en ligne, y compris la fourniture de l'accès à Internet. Ils excluent les services d'installation de réseaux téléphoniques (inclus dans les travaux de construction) et les services concernant les bases de données et autres services informatiques connexes qui permettent d'avoir accès aux données fournies par des serveurs de bases de données (enregistrés parmi les services d'information).

**Service postaux et de messagerie** : ils portent sur la levée, le transport et la distribution des lettres, journaux, périodiques, brochures et autres documents imprimés, colis et paquets, ainsi que les services de guichets postaux et de location de boîtes postales. Ils incluent également les services de guichets postaux, tels que la vente de timbres et mandats-poste, de poste restante, de télégraphie, etc.

**Service d'informatique** : cette transaction englobe les services liés aux matériels et logiciels informatiques et les services de traitement de données. Ne sont pas inclus dans les services informatiques les logiciels prêts à l'emploi qui sont considérés comme des biens, les droits de licence de reproduction et/ou de distribution de logiciels, qui sont inclus dans les commissions pour usage de propriété intellectuelle, ainsi que les stages de formation à l'informatique non spécifiques qui sont inclus dans les autres services personnels, culturels et relatifs aux loisirs.

**Service d'information** : cette transaction englobe les transactions entre résidents et non-résidents sur les services fournis par les agences d'information comme la communication d'informations, de photographies et d'articles de fond aux médias, ainsi que les abonnements directs individuels aux journaux et périodiques, reçus par courrier, transmission électronique ou autres moyens. Il inclut également la conception des bases de données, le stockage des données et la diffusion des données et bases de données (y compris les annuaires et les listes de distribution), en ligne et par le biais de supports magnétiques, optiques ou imprimés, ainsi que les fenêtres de recherche sur le Web (services de moteur de recherche trouvant des adresses Internet pour les clients qui introduisent des questions sous forme de mots-clés).

**Services de bâtiment et travaux publics** : ce sont des travaux de construction et d'installation réalisés dans le pays par des entreprises étrangères (dépenses) ou à l'étranger par les entreprises résidentes du secteur BTP (recettes).

**Services de recherche-développement** : ils comprennent les services liés à la recherche fondamentale, à la recherche appliquée et à la mise au point expérimentale de nouveaux produits et procédés.

**Services de fabrication sur des intrants physiques détenus par des tiers** : ils concernent les services de transformation, d'assemblage, d'étiquetage, d'emballage, etc. fournis par des entreprises qui ne sont pas les propriétaires des biens en question.

**Services d'entretien et de réparation non compris ailleurs** : il s'agit des travaux d'entretien et de réparation effectués par des résidents sur des biens qui appartiennent à des non-résidents (et vice versa).

**Autres services aux entreprises** : ils comprennent les autres services commerciaux, locations et services divers aux entreprises. Les autres services commerciaux englobent notamment frais de manutention et de transit de marchandises, alors que les services divers rassemblent les services techniques, tels que les frais d'étude et de recherche, ainsi que l'assistance technique.

**Services spécialisés et services de conseil en gestion** : ils recouvrent les services juridiques, de comptabilité, de conseil en gestion, les services de gestion et de relations publiques, ainsi que les services de publicité, d'études de marché et de sondage d'opinion.

**Services techniques, services liés au commerce et autres services aux entreprises** : ils englobent les services d'architecture, d'ingénierie et autres services techniques, les services de traitement de déchets et de dépollution, les services agricoles et miniers, les services de location-exploitation, les services liés au commerce et les autres services aux entreprises (distribution d'eau, de vapeur, de gaz et autres produits pétroliers, etc.).

**Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs** : ils comprennent les services audiovisuels et connexes, ainsi que les autres services culturels et relatifs aux loisirs.

**Biens et services des administrations publiques non compris ailleurs** : ils correspondent aux biens et services fournis ou reçus par des enclaves, telles que les ambassades, les bases militaires et les organisations internationales. Y sont également inclus, les biens et services achetés à l'économie d'accueil par les diplomates, les effectifs consulaires et le personnel militaire en poste à l'étranger, ainsi que par les personnes qui sont à leur charge. Les services fournis ou reçus par les administrations publiques et non inclus dans d'autres catégories de services.

## **ANNEXE II : TABLEAUX STATISTIQUES**



Tableau A.1 : Synthèse commerce extérieur de l'UEMOA

(Montants en milliards de FCFA)

Intitules	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2000-2006	2007-2013
<b>Exportations des biens et services</b>	<b>5 209,7</b>	<b>5 778,1</b>	<b>6 751,8</b>	<b>6 500,0</b>	<b>6 881,9</b>	<b>7 279,3</b>	<b>8 102,2</b>	<b>7 929,8</b>	<b>9 200,9</b>	<b>9 755,6</b>	<b>11 141,4</b>	<b>12 406,0</b>	<b>13 206,4</b>	<b>13 698,6</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
Exportations de biens	4 330,2	4 717,6	5 666,0	5 430,8	5 714,7	6 009,6	6 761,1	6 364,1	7 540,6	8 252,4	9 333,4	10 500,0	11 223,3	11 535,3	83,1	83,7
<i>dont Pétrole+or+uranium+phosphate</i>	929,8	994,2	1 114,6	994,7	1 283,2	1 797,9	2 672,4	2 328,9	3 222,4	3 224,6	3 653,7	4 435,8	5 083,6	4 769,3	21,0	34,5
<i>Produits agro-pastoraux, pêche et forêt</i>	2 007,0	2 026,9	2 666,2	2 588,2	2 217,1	2 179,5	2 133,1	2 146,6	2 350,1	2 818,6	3 108,7	3 389,2	3 350,0	3 774,6	34,0	27,1
<i>Autres biens</i>	1 393,5	1 696,5	1 885,1	1 847,9	2 214,5	2 032,1	1 955,6	1 888,6	1 968,1	2 209,2	2 571,0	2 675,0	2 789,6	2 991,4	28,0	22,1
Exportations de services	879,5	1 060,5	1 085,8	1 069,2	1 167,2	1 269,7	1 341,1	1 565,7	1 660,3	1 503,1	1 807,9	1 905,9	1 983,2	2 163,3	16,9	16,3
<i>dont Transport</i>	135,3	134,6	145,5	167,7	193,7	237,6	241,5	242,9	253,5	212,8	284,1	315,4	342,4	379,6	2,7	2,6
<i>Voyage (tourisme)</i>	256,3	341,7	347,3	337,3	339,8	362,6	390,4	593,4	621,5	542,7	625,9	602,2	569,1	676,8	5,1	5,5
<i>Autres services</i>	487,9	584,3	593,0	564,2	633,7	669,6	709,1	729,5	785,3	747,6	897,9	988,3	1 071,7	1 106,9	9,1	8,2
<b>Importations des biens et services</b>	<b>6 016,9</b>	<b>6 540,7</b>	<b>6 765,9</b>	<b>7 248,9</b>	<b>7 925,7</b>	<b>9 637,7</b>	<b>10 263,2</b>	<b>11 518,6</b>	<b>12 928,0</b>	<b>12 310,5</b>	<b>15 054,0</b>	<b>14 689,7</b>	<b>17 471,7</b>	<b>19 300,9</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
Importations de biens (FOB)	4 200,5	4 528,0	4 608,9	5 055,6	5 605,2	7 132,0	7 564,9	8 544,4	9 678,5	9 089,0	11 029,3	10 768,3	13 154,3	14 092,3	71,1	73,9
Importations de biens (CAF)	4 941,7	5 327,1	5 422,2	5 947,7	6 594,3	8 390,6	8 899,9	10 052,2	11 386,5	10 692,9	12 975,6	12 668,5	15 475,6	16 579,2	83,7	87,0
<i>dont Produits énergétiques</i>	1 154,5	1 073,5	913,8	1 028,5	1 331,8	2 572,5	2 977,0	3 166,3	3 430,5	2 860,4	3 826,5	4 233,9	4 412,6	4 555,1	20,3	25,6
<i>Produits alimentaires et consommation courante</i>	1 548,3	1 951,0	2 093,1	2 041,0	2 254,6	2 594,0	2 718,3	3 235,9	3 776,2	3 524,5	4 161,0	3 854,5	3 581,2	3 725,7	27,9	25,0
<i>Biens d'équipement et intermédiaires</i>	2 238,9	2 302,6	2 415,3	2 878,2	3 007,9	3 224,1	3 204,6	3 650,1	4 179,7	4 308,0	4 988,1	4 580,1	7 481,9	8 298,3	35,4	36,3
Importations de services	1 816,5	2 012,7	2 157,0	2 193,3	2 320,5	2 505,7	2 698,3	2 974,3	3 249,5	3 221,5	4 024,8	3 921,4	4 317,4	5 208,6	33,8	26,1
<i>dont Transport</i>	977,9	1 045,3	1 040,0	1 133,3	1 237,2	1 437,6	1 536,1	1 641,9	1 904,0	1 838,1	2 340,4	2 161,7	2 525,3	3 010,1	18,9	15,6
<i>Voyage (tourisme)</i>	242,6	247,5	352,6	339,9	325,8	324,9	357,8	476,4	420,1	398,1	453,7	425,8	418,1	550,3	5,0	3,0
<i>Autres services</i>	596,0	719,9	764,4	720,1	757,5	743,1	804,5	856,0	925,4	985,4	1 230,7	1 334,0	1 374,0	1 648,2	11,2	8,5
<b>Balance commerce de biens et services (en % PIB)</b>	<b>-4,2</b>	<b>-3,7</b>	<b>-0,1</b>	<b>-3,3</b>	<b>-4,5</b>	<b>-9,4</b>	<b>-8,2</b>	<b>-12,8</b>	<b>-11,7</b>	<b>-7,7</b>	<b>-10,9</b>	<b>-6,1</b>	<b>-10,4</b>	<b>-13,0</b>	<b>-4,8</b>	<b>-10,4</b>
Balance commerce de biens (en % PIB)	0,7	0,9	4,9	1,6	0,5	-4,5	-3,1	-7,8	-6,7	-2,5	-4,7	-0,7	-4,7	-5,9	0,1	-4,7
Balance commerce de service (en % PIB)	-4,9	-4,6	-4,9	-4,9	-4,9	-5,0	-5,2	-5,0	-5,0	-5,2	-6,2	-5,4	-5,7	-7,0	-4,9	-5,6
<b>Balance courante hors dons (en % PIB )</b>	<b>-8,3</b>	<b>-5,9</b>	<b>-3,4</b>	<b>-5,5</b>	<b>-6,2</b>	<b>-5,9</b>	<b>-4,5</b>	<b>-7,5</b>	<b>-8,2</b>	<b>-5,4</b>	<b>-6,1</b>	<b>-3,0</b>	<b>-6,2</b>	<b>-7,9</b>	<b>-5,7</b>	<b>-6,3</b>
<b>Degré d'ouverture (en %)</b>	<b>29,6</b>	<b>29,8</b>	<b>31,2</b>	<b>30,0</b>	<b>31,7</b>	<b>33,9</b>	<b>34,8</b>	<b>34,6</b>	<b>34,8</b>	<b>33,1</b>	<b>36,5</b>	<b>36,1</b>	<b>37,5</b>	<b>38,2</b>	<b>31,6</b>	<b>35,8</b>
Contribution du commerce des biens (en %)	22,5	22,4	23,7	22,9	24,3	26,3	27,2	26,5	27,1	26,0	28,4	28,3	29,8	29,7	24,2	28,0
Contribution du commerce des services (en %)	7,1	7,4	7,5	7,1	7,5	7,6	7,7	8,1	7,7	7,1	8,1	7,8	7,7	8,5	7,4	7,9

PIB Nominal

Source : BCEAO, statistiques douanières.

Tableau A.2 : Principaux produits échangés par l'UEMOA (en milliards de FCFA)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
<b>EXPORTATION FOB</b>	<b>4 330,2</b>	<b>4 717,6</b>	<b>5 666,0</b>	<b>5 430,8</b>	<b>5 714,7</b>	<b>6 009,6</b>	<b>6 761,1</b>	<b>6 364,1</b>	<b>7 540,6</b>	<b>8 252,4</b>	<b>9 333,4</b>	<b>10 500,0</b>	<b>11 223,3</b>	<b>11 535,3</b>
Produits du cacao	741,6	962,3	1 578,2	1 378,9	1 159,8	1 099,3	1 067,4	1 057,5	1 270,4	1 761,7	1 890,8	1 977,4	1 727,4	1 938,6
Produits du café	222,6	107,6	85,3	83,6	70,4	63,5	74,6	123,2	95,1	105,4	116,8	58,8	119,9	137,8
Produits du coton	449,6	358,5	427,0	616,4	469,9	487,6	455,6	397,8	386,0	385,2	426,4	528,0	619,7	735,9
Produits de l'arachide	58,7	66,1	48,2	25,2	17,4	16,8	32,7	40,0	13,2	21,9	33,6	49,8	22,5	35,0
Produits de l'anacarde	86,0	79,6	80,2	60,1	83,0	102,5	89,2	93,0	117,5	135,3	210,7	235,0	274,5	295,9
Or et métaux précieux	223,7	385,3	465,3	343,1	420,9	422,2	640,7	570,8	766,3	1 075,4	1 472,0	2 106,7	2 304,7	2 193,9
Phosphate	49,1	45,8	40,9	25,6	33,3	19,2	17,2	15,7	3,7	40,6	14,3	24,8	56,7	9,1
Uranium	64,0	63,0	62,5	65,5	70,1	124,8	135,6	136,4	198,2	195,1	228,0	304,8	338,7	302,8
Produits pétroliers	601,2	520,3	553,6	567,0	775,0	1 235,2	1 892,3	1 581,1	2 243,7	1 929,3	1 969,8	2 033,0	2 415,1	2 245,4
Produits de la pêche	248,7	251,3	278,4	244,2	244,8	224,0	223,3	233,9	185,6	196,2	187,0	232,4	237,6	260,5
Produits chimiques	61,5	77,9	151,9	110,9	123,1	320,0	258,1	271,8	357,4	321,8	355,5	453,5	512,9	444,8
Huile de palme	25,2	26,2	24,8	32,2	38,4	39,8	39,2	39,4	54,9	68,3	80,5	130,7	156,4	129,3
Tabacs et cigarettes	0,0	0,0	2,5	5,7	10,3	41,1	52,4	62,2	70,6	77,4	73,8	79,7	78,5	100,1
Animaux vivants	81,9	85,9	56,4	54,3	36,0	51,6	53,0	59,5	137,4	67,2	63,6	71,4	79,3	87,1
Amande de karité et autres oléagineux	5,9	5,8	8,5	7,5	12,5	20,8	25,4	36,5	26,3	34,1	48,6	50,8	70,2	125,7
Caoutchouc	55,9	52,3	61,7	72,6	87,9	105,4	162,8	172,2	224,2	259,1	335,5	539,0	412,6	375,8
Bois et ouvrages en bois	197,0	203,0	176,4	156,2	181,5	185,4	166,3	175,6	175,3	106,5	120,2	104,1	118,8	116,0
Banane	48,6	51,5	51,4	51,0	53,6	49,7	40,1	60,5	53,2	53,1	67,1	63,2	71,2	74,7
Ananas	34,0	34,0	31,2	29,6	29,3	30,7	46,2	28,8	22,9	19,4	26,2	27,1	31,8	37,9
Oignons	10,2	3,9	4,9	12,6	14,5	13,8	11,9	12,9	13,8	5,0	6,0	15,3	9,8	42,1
Ciment et Clinker	0,0	0,0	47,2	70,5	61,7	115,5	178,9	182,1	131,1	156,4	175,6	177,3	191,3	177,7
<b>IMPORTATION CAF</b>	<b>4 941,7</b>	<b>5 327,1</b>	<b>5 422,2</b>	<b>5 947,7</b>	<b>6 594,3</b>	<b>8 390,6</b>	<b>8 899,9</b>	<b>10 052,2</b>	<b>11 386,5</b>	<b>10 692,9</b>	<b>12 975,6</b>	<b>12 668,5</b>	<b>15 475,6</b>	<b>16 579,2</b>
Biens de consommation	1 548,3	1 951,0	2 093,1	2 041,0	2 254,6	2 594,0	2 718,3	3 235,9	3 776,2	3 524,5	4 161,0	3 854,5	3 581,2	3 725,7
<i>dont produits alimentaires</i>	<i>937,6</i>	<i>1 055,9</i>	<i>1 166,9</i>	<i>1 228,3</i>	<i>1 169,9</i>	<i>1 518,9</i>	<i>1 545,9</i>	<i>1 762,5</i>	<i>2 102,4</i>	<i>1 997,9</i>	<i>2 082,0</i>	<i>2 295,4</i>	<i>3 068,8</i>	<i>3 141,3</i>
Produits énergétiques	1 154,5	1 073,5	913,8	1 028,5	1 331,8	2 572,5	2 977,0	3 166,3	3 430,5	2 860,4	3 826,5	4 233,9	4 412,6	4 555,1
Biens intermédiaires	934,1	1 177,0	1 232,6	1 229,3	1 262,4	1 353,9	1 427,0	1 640,7	1 985,4	1 913,0	2 262,8	2 154,6	2 938,5	2 955,7
Biens d'équipement	1 087,3	1 075,0	1 132,7	1 537,1	1 605,9	1 870,2	1 777,6	2 009,3	2 194,3	2 395,0	2 725,4	2 425,4	3 131,4	3 922,0

Source : BCEAO, statistiques douanières.

Tableau A.3 : Part des principaux produits dans les échanges commerciaux de l'UEMOA (en %)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
<b>EXPORTATION FOB</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
Produits du cacao	17,1	20,4	27,9	25,4	20,3	18,3	15,8	16,6	16,8	21,3	20,3	18,8	15,4	16,8
Produits du café	5,1	2,3	1,5	1,5	1,2	1,1	1,1	1,9	1,3	1,3	1,3	0,6	1,1	1,2
Produits du coton	10,4	7,6	7,5	11,3	8,2	8,1	6,7	6,3	5,1	4,7	4,6	5,0	5,5	6,4
Produits de l'arachide	1,4	1,4	0,9	0,5	0,3	0,3	0,5	0,6	0,2	0,3	0,4	0,5	0,2	0,3
Produits de l'anacarde	2,0	1,7	1,4	1,1	1,5	1,7	1,3	1,5	1,6	1,6	2,3	2,2	2,4	2,6
Or et métaux précieux	5,2	8,2	8,2	6,3	7,4	7,0	9,5	9,0	10,2	13,0	15,8	20,1	20,5	19,0
Phosphate	1,1	1,0	0,7	0,5	0,6	0,3	0,3	0,2	0,0	0,5	0,2	0,2	0,5	0,1
Uranium	1,5	1,3	1,1	1,2	1,2	2,1	2,0	2,1	2,6	2,4	2,4	2,9	3,0	2,6
Produits pétroliers	13,9	11,0	9,8	10,4	13,6	20,6	28,0	24,8	29,8	23,4	21,1	19,4	21,5	19,5
Produits de la pêche	5,7	5,3	4,9	4,5	4,3	3,7	3,3	3,7	2,5	2,4	2,0	2,2	2,1	2,3
Produits chimiques	1,4	1,7	2,7	2,0	2,2	5,3	3,8	4,3	4,7	3,9	3,8	4,3	4,6	3,9
Huile de palme	0,6	0,6	0,4	0,6	0,7	0,7	0,6	0,6	0,7	0,8	0,9	1,2	1,4	1,1
Tabacs et cigarettes	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2	0,7	0,8	1,0	0,9	0,9	0,8	0,8	0,7	0,9
Animaux vivants	1,9	1,8	1,0	1,0	0,6	0,9	0,8	0,9	1,8	0,8	0,7	0,7	0,7	0,8
Amande de karité et autres oléagineux	0,1	0,1	0,2	0,1	0,2	0,3	0,4	0,6	0,3	0,4	0,5	0,5	0,6	1,1
Caoutchouc	1,3	1,1	1,1	1,3	1,5	1,8	2,4	2,7	3,0	3,1	3,6	5,1	3,7	3,3
Bois	4,5	4,3	3,1	2,9	3,2	3,1	2,5	2,8	2,3	1,3	1,3	1,0	1,1	1,0
Banane	1,1	1,1	0,9	0,9	0,9	0,8	0,6	1,0	0,7	0,6	0,7	0,6	0,6	0,6
Ananas	0,8	0,7	0,6	0,5	0,5	0,5	0,7	0,5	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3
Oignons	0,2	0,1	0,1	0,2	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,4
Ciment et Clinker	0,0	0,0	0,8	1,3	1,1	1,9	2,6	2,9	1,7	1,9	1,9	1,7	1,7	1,5
<b>IMPORTATION CAF</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
Biens de consommation	31,3	36,6	38,6	34,3	34,2	30,9	30,5	32,2	33,2	33,0	32,1	30,4	23,1	22,5
<i>dont produits alimentaires</i>	<i>19,0</i>	<i>19,8</i>	<i>21,5</i>	<i>20,7</i>	<i>17,7</i>	<i>18,1</i>	<i>17,4</i>	<i>17,5</i>	<i>18,5</i>	<i>18,7</i>	<i>16,0</i>	<i>18,1</i>	<i>19,8</i>	<i>18,9</i>
Produits énergétiques	23,4	20,2	16,9	17,3	20,2	30,7	33,4	31,5	30,1	26,8	29,5	33,4	28,5	27,5
Biens intermédiaires	18,9	22,1	22,7	20,7	19,1	16,1	16,0	16,3	17,4	17,9	17,4	17,0	19,0	17,8
Biens d'équipement	22,0	20,2	20,9	25,8	24,4	22,3	20,0	20,0	19,3	22,4	21,0	19,1	20,2	23,7

Source : BCEAO, statistiques douanières.

Tableau A.4.1 : Evolution de l'orientation géographique des exportations de l'Union (en pourcentage)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Moyenne 2000-2006	Moyenne 2007-2013
<b>I. EUROPE</b>	<b>63,5</b>	<b>64,2</b>	<b>66,2</b>	<b>70,2</b>	<b>62,3</b>	<b>47,2</b>	<b>45,3</b>	<b>48,3</b>	<b>43,0</b>	<b>46,7</b>	<b>42,8</b>	<b>44,4</b>	<b>44,5</b>	<b>46,4</b>	<b>59,8</b>	<b>45,1</b>
I.1. Union européenne	58,4	58,4	59,9	64,9	60,2	38,5	41,1	43,3	40,0	38,8	33,3	30,4	29,8	33,5	54,5	35,6
I.1.1. Zone euro	47,4	50,8	51,6	58,8	57,0	33,8	35,5	36,3	35,0	34,5	28,6	20,0	26,3	30,6	47,8	30,2
- France	19,7	17,6	15,2	23,8	29,9	18,3	16,9	18,3	13,1	11,2	7,2	8,1	7,7	8,9	20,2	10,6
- Allemagne	4,0	5,0	3,4	2,7	1,7	1,3	3,1	2,4	5,4	5,0	3,3	4,5	4,7	4,4	3,0	4,2
- Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,4	2,1	1,9	0,4	2,3	2,4	2,6	3,0	0,1	2,1
- Italie	6,2	5,4	4,6	4,3	6,0	3,1	3,6	3,4	3,0	3,3	3,3	2,4	2,1	1,7	4,8	2,7
- Pays-Bas	12,7	17,8	23,2	22,1	13,7	8,5	7,2	6,9	8,4	9,8	9,4	7,6	5,7	6,7	15,0	7,8
- Autres pays de la Zone euro	4,7	5,1	5,2	5,9	5,7	2,2	4,2	3,3	3,2	4,8	3,0	-5,1	3,5	5,9	4,7	2,7
I.1.2. Autres pays de l'Union européenne	11,0	7,6	8,4	6,1	3,1	4,7	5,6	7,1	5,0	4,3	4,7	10,4	3,5	2,8	6,6	5,4
- Grande Bretagne	3,3	2,8	3,2	3,8	2,7	1,2	3,1	3,3	2,6	2,5	2,2	1,0	1,7	1,6	2,9	2,1
- Autres autres pays de l'UE	7,7	4,8	5,1	2,3	0,5	3,4	2,5	3,8	2,4	1,7	2,5	9,4	1,8	1,2	3,8	3,3
I.2. Autres pays européens	5,1	5,9	6,3	5,3	2,1	8,7	4,2	4,9	2,9	7,9	9,4	14,0	14,7	12,9	5,4	9,5
- Suisse	3,6	4,0	3,1	3,0	1,6	5,3	1,9	1,4	2,5	6,0	9,1	12,7	13,1	11,6	3,2	8,1
<b>II. AFRIQUE</b>	<b>15,1</b>	<b>15,3</b>	<b>16,9</b>	<b>12,7</b>	<b>15,2</b>	<b>23,5</b>	<b>28,9</b>	<b>28,4</b>	<b>33,1</b>	<b>29,3</b>	<b>33,3</b>	<b>27,0</b>	<b>29,2</b>	<b>25,7</b>	18,2	29,4
II.1. CEDEAO	10,4	10,7	13,6	8,4	11,6	15,0	13,6	15,3	16,9	15,5	18,0	14,4	14,7	13,2	11,9	15,4
II.1.1. Nigeria	2,5	1,8	10,3	3,7	9,5	7,3	7,1	8,4	9,1	8,2	9,4	8,1	8,1	7,9	6,0	8,5
II.1.2. Ghana	4,9	5,7	2,6	2,8	3,1	3,2	2,4	3,1	4,2	4,8	5,9	2,9	3,6	3,3	3,5	4,0
II.2. CEMAC	3,1	2,7	2,3	3,3	2,8	2,6	2,7	3,2	3,7	2,6	3,4	2,3	2,6	3,5	2,8	3,0
II.3. Autres pays d'Afrique	1,5	1,8	1,0	1,0	0,7	5,9	12,6	9,9	12,6	11,1	11,9	10,2	11,9	9,0	3,5	10,9
Dont Afrique du Sud	0,4	0,4	0,3	0,4	0,3	4,2	9,9	8,9	10,2	8,2	8,6	11,7	10,8	11,2	2,3	10,0
<b>III. AMERIQUE</b>	<b>12,8</b>	<b>12,5</b>	<b>10,1</b>	<b>9,4</b>	<b>13,4</b>	<b>15,3</b>	<b>10,3</b>	<b>7,5</b>	<b>9,2</b>	<b>8,5</b>	<b>9,9</b>	<b>12,5</b>	<b>9,0</b>	<b>9,8</b>	12,0	9,5
III.1. Etats-Unis	10,9	9,4	9,2	8,8	12,3	11,0	6,9	5,3	7,7	6,5	7,4	7,7	5,2	5,9	9,8	6,5
III.2. Canada	0,4	0,1	0,1	0,3	0,6	0,2	1,1	1,1	0,3	1,0	1,6	3,5	2,6	2,3	0,4	1,8
III.3. Brésil	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,4	0,7	0,7	0,6	0,4	0,8	0,8	0,3	0,1	0,6
III.4. Autres pays d'Amérique	1,5	3,0	0,8	0,3	0,5	3,8	1,9	0,4	0,5	0,4	0,5	0,5	0,4	1,3	1,7	0,6
<b>III. ASIE</b>	<b>8,0</b>	<b>7,0</b>	<b>6,2</b>	<b>7,2</b>	<b>7,7</b>	<b>13,2</b>	<b>12,1</b>	<b>13,4</b>	<b>11,5</b>	<b>11,2</b>	<b>11,6</b>	<b>14,5</b>	<b>15,2</b>	<b>16,1</b>	<b>8,8</b>	<b>13,4</b>
III.1. Chine	1,2	1,2	0,8	1,7	1,3	4,3	5,5	3,9	1,3	1,9	1,2	2,2	3,2	3,4	2,3	2,4
III.2. Inde	3,4	2,7	2,1	1,7	2,2	4,3	2,4	3,9	4,0	3,7	3,4	4,3	4,6	2,6	2,7	3,8
III.3. Japon	0,4	0,2	0,2	0,3	0,2	0,2	0,3	0,8	0,7	0,2	0,6	0,6	0,5	0,4	0,3	0,5
III.4. Thaïlande	0,4	0,3	0,3	0,4	0,2	0,5	0,6	0,5	0,5	0,2	0,3	0,3	0,1	0,3	0,4	0,3
III.5. Autres pays d'Asie	2,6	2,6	2,8	3,0	3,8	3,8	3,3	4,3	4,9	5,2	6,2	7,1	6,8	9,5	3,2	6,3
<b>IV. AUTRES PAYS</b>	<b>0,7</b>	<b>0,9</b>	<b>0,6</b>	<b>0,5</b>	<b>1,5</b>	<b>0,9</b>	<b>3,3</b>	<b>2,5</b>	<b>3,3</b>	<b>4,3</b>	<b>2,4</b>	<b>1,6</b>	<b>2,1</b>	<b>2,1</b>	<b>1,2</b>	<b>2,6</b>
<b>V. TOTAL EXPORT FOB</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source : Statistiques douanières, BCEAO.

Tableau A.4.2 : Evolution de l'orientation géographique des importations de l'Union (en pourcentage)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Moyenne 2000-2006	Moyenne 2007-2013
<b>I. EUROPE</b>	<b>49,5</b>	<b>52,6</b>	<b>53,1</b>	<b>64,9</b>	<b>55,5</b>	<b>45,1</b>	<b>45,3</b>	<b>43,8</b>	<b>40,5</b>	<b>40,9</b>	<b>40,8</b>	<b>43,3</b>	<b>41,2</b>	<b>40,0</b>	<b>52,3</b>	<b>41,5</b>
I.1. Union européenne	48,2	50,4	50,1	64,2	54,4	40,8	40,9	39,6	36,6	37,4	37,6	37,5	34,9	35,5	49,9	37,0
I.1.1. Zone euro	39,7	42,1	42,6	53,5	51,2	35,0	36,5	35,7	31,9	33,3	31,3	31,8	28,6	31,2	43,0	31,9
- France	25,5	26,0	26,7	40,4	40,0	22,5	22,1	20,3	15,9	15,6	14,6	14,1	13,8	13,0	29,0	15,3
- Allemagne	4,5	4,4	4,5	3,5	3,2	2,0	2,4	2,6	2,8	3,5	2,8	2,9	2,6	2,8	3,5	2,9
- Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	2,1	2,2	2,5	1,9	2,5	2,1	2,7	2,8	0,6	2,4
- Espagne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Italie	4,6	5,6	5,8	3,9	3,3	2,4	2,2	1,9	1,9	2,1	1,8	2,3	1,8	1,7	4,0	1,9
- Portugal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Pays-Bas	3,9	4,9	4,4	4,1	3,1	3,1	3,5	3,4	4,3	5,8	6,1	5,4	3,0	6,2	3,9	4,9
- Autres pays de la Zone euro	1,2	1,3	1,3	1,6	1,5	3,1	4,2	5,3	4,4	4,5	3,4	10,3	7,6	10,9	2,0	6,6
I.1.2. Autres pays de l'Union européenne	8,5	8,2	7,5	10,6	3,2	5,8	4,4	4,0	4,7	4,1	6,4	5,8	6,3	4,3	6,9	5,1
- Grande Bretagne	2,9	4,0	3,1	8,7	2,9	3,7	3,6	2,4	3,4	2,7	4,2	3,1	4,2	2,2	4,1	3,2
- Autres autres pays de l'UE	5,7	4,2	4,4	2,0	0,3	2,1	0,8	1,5	1,3	1,4	2,2	2,7	2,2	2,2	2,8	1,9
I.2. Autres pays européens	1,3	2,2	3,0	0,7	1,1	4,4	4,4	4,1	3,9	3,4	3,1	5,8	6,3	4,5	2,4	4,4
I.2.1. Russie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Suisse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7	0,7	0,5	0,0	0,3
I.2.3. Autres autres pays européens	1,3	2,2	3,0	0,7	1,1	4,4	4,4	4,1	3,9	3,4	3,1	5,1	5,6	4,0	2,4	4,2
<b>II. AFRIQUE</b>	<b>28,7</b>	<b>20,0</b>	<b>14,5</b>	<b>13,6</b>	<b>21,0</b>	<b>20,4</b>	<b>18,7</b>	<b>18,0</b>	<b>20,9</b>	<b>18,2</b>	<b>18,7</b>	<b>15,5</b>	<b>19,1</b>	<b>17,6</b>	<b>19,4</b>	<b>18,3</b>
II.1. CEDEAO	23,5	14,5	8,6	9,0	16,7	15,3	13,9	13,6	16,3	11,7	13,5	11,2	15,3	14,9	14,4	13,8
II.1.1. Nigeria	22,8	13,6	7,5	7,5	14,6	13,5	11,9	11,4	14,7	10,5	12,0	10,1	13,5	13,0	12,9	12,3
II.1.2. Ghana	0,1	0,4	0,8	0,3	0,3	1,6	1,5	1,7	1,5	1,2	0,9	1,2	1,6	1,7	0,8	1,3
II.2. CEMAC	0,4	1,3	1,7	0,8	0,8	1,7	1,3	1,1	0,8	0,7	0,7	0,5	0,4	0,7	1,1	0,6
II.3. Autres pays d'Afrique	4,8	4,2	4,3	3,8	3,5	3,3	3,4	3,3	3,8	5,7	4,5	3,8	3,3	2,0	3,8	3,9
Dont Afrique du Sud	1,9	2,0	2,3	1,9	1,2	1,7	1,9	1,9	2,2	2,6	3,0	2,0	1,9	1,8	1,8	2,2
<b>III. AMERIQUE</b>	<b>6,0</b>	<b>10,0</b>	<b>4,9</b>	<b>4,6</b>	<b>7,3</b>	<b>7,6</b>	<b>7,8</b>	<b>8,2</b>	<b>9,9</b>	<b>9,5</b>	<b>9,8</b>	<b>9,8</b>	<b>11,1</b>	<b>11,9</b>	<b>7,1</b>	<b>10,3</b>
III.1. Etats-Unis	4,5	6,5	4,3	4,0	3,5	3,0	3,8	3,3	3,8	3,7	4,6	4,4	4,3	7,7	4,1	4,8
III.2. Canada	0,5	0,5	0,5	0,3	2,7	0,4	0,3	0,3	0,6	0,5	0,6	0,5	0,6	0,8	0,7	0,6
III.3. Brésil	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,4	1,9	2,1	2,1	2,5	1,4	2,1	1,7	1,6	0,8	1,9
III.4. Autres pays d'Amérique	1,1	3,0	0,1	0,3	1,2	1,8	1,8	2,5	3,4	2,8	3,1	2,8	4,4	1,9	1,5	3,1
<b>III. ASIE</b>	<b>15,6</b>	<b>16,0</b>	<b>24,0</b>	<b>14,7</b>	<b>13,1</b>	<b>21,3</b>	<b>19,3</b>	<b>21,6</b>	<b>26,1</b>	<b>28,0</b>	<b>28,0</b>	<b>26,9</b>	<b>27,2</b>	<b>29,2</b>	<b>18,2</b>	<b>27,6</b>
III.1. Chine	3,7	4,2	3,7	4,7	3,7	4,4	5,8	7,0	9,0	11,3	13,5	10,5	9,8	11,2	4,6	10,9
III.2. Inde	0,9	1,2	3,5	2,5	1,4	2,4	2,7	3,3	2,6	2,7	2,1	2,5	4,8	5,3	2,2	3,3
III.3. Japon	3,7	2,6	3,4	2,0	2,8	1,8	2,5	2,2	2,7	2,5	2,4	2,3	2,4	2,4	2,6	2,4
III.4. Thaïlande	2,8	3,4	3,1	2,6	3,5	2,9	2,6	3,3	4,8	3,9	2,8	3,1	2,5	2,4	3,0	3,2
III.5. Autres pays d'Asie	4,6	4,7	10,4	3,0	1,8	9,7	5,8	5,9	7,0	7,5	7,2	8,4	7,7	7,9	5,7	7,6
<b>IV. AUTRES PAYS</b>	<b>0,1</b>	<b>1,4</b>	<b>3,4</b>	<b>2,3</b>	<b>3,0</b>	<b>5,6</b>	<b>8,9</b>	<b>8,4</b>	<b>2,6</b>	<b>3,5</b>	<b>2,8</b>	<b>4,5</b>	<b>1,5</b>	<b>1,2</b>	<b>4,1</b>	<b>2,7</b>
<b>V. TOTAL IMPORT CAF</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source : Statistiques douanières, BCEAO.

Tableau A.4.3 : Evolution de l'orientation géographique des échanges extérieurs de l'Union (en pourcentage)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Moyenne 2000-2006	Moyenne 2007-2013
<b>I. EUROPE</b>	<b>56,0</b>	<b>58,0</b>	<b>59,8</b>	<b>67,4</b>	<b>58,6</b>	<b>46,0</b>	<b>45,3</b>	<b>45,4</b>	<b>41,4</b>	<b>43,3</b>	<b>41,6</b>	<b>43,8</b>	<b>42,5</b>	<b>42,5</b>	<b>55,9</b>	<b>42,9</b>
I.1. Union européenne	52,9	54,1	55,1	64,5	57,1	39,8	41,0	41,0	37,9	38,0	35,9	34,4	32,8	34,7	52,1	36,4
I.1.1. Zone euro	43,2	46,2	47,2	56,0	53,9	34,5	36,1	35,9	33,1	33,8	30,2	26,5	27,6	31,0	45,3	31,2
- France	22,8	22,1	20,8	32,5	35,4	20,8	19,9	19,6	14,8	13,7	11,6	11,5	11,3	11,4	24,9	13,4
- Allemagne	4,3	4,7	3,9	3,2	2,5	1,7	2,7	2,5	3,8	4,1	3,0	3,6	3,4	3,4	3,3	3,4
- Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,3	1,4	2,2	2,3	1,3	2,4	2,2	2,7	2,9	0,4	2,3
- Italie	5,4	5,5	5,2	4,1	4,6	2,7	2,8	2,4	2,3	2,6	2,4	2,3	2,0	1,7	4,3	2,3
- Pays-Bas	7,9	10,9	14,0	12,6	7,9	5,3	5,1	4,7	5,9	7,5	7,4	6,4	4,1	6,4	9,1	6,1
- Autres pays de la Zone euro	2,8	3,0	3,3	3,6	3,4	2,7	4,2	4,6	4,0	4,6	3,2	3,5	5,9	8,9	3,3	5,0
I.1.2. Autres pays de l'Union européenne	9,7	7,9	7,9	8,5	3,2	5,3	4,9	5,1	4,8	4,2	5,7	7,9	5,2	3,7	6,8	5,2
- Grande Bretagne	3,1	3,4	3,2	6,4	2,8	2,7	3,4	2,7	3,1	2,6	3,4	2,2	3,2	1,9	3,6	2,7
- Autres autres pays de l'UE	6,6	4,5	4,8	2,1	0,4	2,7	1,5	2,4	1,7	1,5	2,3	5,7	2,0	1,8	3,2	2,5
I.2. Autres pays européens	3,0	3,9	4,7	2,9	1,6	6,1	4,3	4,4	3,5	5,3	5,7	9,4	9,7	7,8	3,8	6,6
- Suisse	1,7	1,8	1,6	1,4	0,7	2,1	0,8	0,5	1,0	2,6	3,7	6,0	5,8	4,9	1,5	3,5
<b>II. AFRIQUE</b>	<b>22,4</b>	<b>17,8</b>	<b>15,7</b>	<b>13,2</b>	<b>18,3</b>	<b>21,6</b>	<b>23,0</b>	<b>21,8</b>	<b>25,6</b>	<b>22,9</b>	<b>24,7</b>	<b>20,6</b>	<b>23,2</b>	<b>20,8</b>	<b>18,9</b>	<b>22,8</b>
II.1. CEDEAO	17,5	12,7	11,2	8,7	14,4	15,2	13,8	14,2	16,5	13,4	15,3	12,6	15,1	14,2	13,4	14,5
II.1.1. Nigeria	13,4	8,1	9,0	5,7	12,3	11,0	9,9	10,3	12,6	9,5	10,9	9,2	11,3	11,0	9,9	10,7
II.1.2. Ghana	2,3	2,8	1,7	1,5	1,6	2,3	1,9	2,2	2,5	2,7	2,9	2,0	2,4	2,3	2,0	2,4
II.2. CEMAC	1,7	2,0	2,0	2,0	1,7	2,1	1,9	1,9	1,9	1,6	1,8	1,3	1,3	1,8	1,9	1,7
II.3. Autres pays d'Afrique	3,3	3,1	2,6	2,5	2,3	4,3	7,3	5,8	7,2	8,0	7,5	6,7	6,8	4,7	3,6	6,7
Dont Afrique du Sud	1,2	1,2	1,3	1,1	0,8	2,7	5,3	4,5	5,3	5,0	5,3	6,3	5,5	5,5	1,9	5,3
<b>III. AMERIQUE</b>	<b>9,1</b>	<b>11,2</b>	<b>7,6</b>	<b>6,8</b>	<b>10,1</b>	<b>10,7</b>	<b>8,9</b>	<b>8,0</b>	<b>9,6</b>	<b>9,0</b>	<b>9,8</b>	<b>11,0</b>	<b>10,2</b>	<b>11,1</b>	<b>9,2</b>	<b>9,8</b>
III.1. Etats-Unis	7,4	7,8	6,8	6,3	7,5	6,2	5,1	4,0	5,3	4,9	5,8	5,9	4,7	7,0	6,7	5,4
III.2. Canada	0,4	0,3	0,3	0,3	1,7	0,3	0,7	0,6	0,5	0,7	1,0	1,8	1,4	1,4	0,6	1,1
III.3. Brésil	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,5	1,3	1,6	1,5	1,7	1,0	1,5	1,3	1,1	0,4	1,4
III.4. Autres pays d'Amérique	1,3	3,0	0,5	0,3	0,9	2,6	1,8	1,7	2,3	1,8	2,1	1,8	2,8	1,6	1,5	2,0
<b>III. ASIE</b>	<b>12,1</b>	<b>11,8</b>	<b>14,9</b>	<b>11,1</b>	<b>10,6</b>	<b>18,0</b>	<b>16,3</b>	<b>18,6</b>	<b>20,5</b>	<b>20,8</b>	<b>21,3</b>	<b>21,4</b>	<b>22,3</b>	<b>24,1</b>	<b>13,5</b>	<b>21,3</b>
III.1. Chine	2,6	2,8	2,2	3,3	2,6	4,3	5,7	5,8	6,1	7,3	8,5	6,8	7,1	8,1	3,3	7,1
III.2. Inde	2,0	1,9	2,8	2,1	1,8	3,2	2,6	3,5	3,1	3,1	2,7	3,3	4,7	4,2	2,3	3,5
III.3. Japon	2,1	1,5	1,7	1,2	1,6	1,2	1,5	1,7	1,9	1,5	1,7	1,5	1,6	1,6	1,6	1,6
III.4. Thaïlande	1,7	2,0	1,6	1,5	2,0	1,9	1,8	2,2	3,2	2,3	1,7	1,9	1,5	1,6	1,8	2,1
III.5. Autres pays d'Asie	3,7	3,7	6,5	3,0	2,7	7,3	4,8	5,3	6,2	6,5	6,8	7,8	7,3	8,5	4,5	6,9
<b>IV. AUTRES PAYS</b>	<b>0,4</b>	<b>1,2</b>	<b>2,0</b>	<b>1,4</b>	<b>2,3</b>	<b>3,7</b>	<b>6,6</b>	<b>6,2</b>	<b>2,9</b>	<b>3,9</b>	<b>2,6</b>	<b>3,2</b>	<b>1,8</b>	<b>1,6</b>	<b>2,5</b>	<b>3,2</b>
<b>V. TOTAL ECHANGES</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source : Statistiques douanières, BCEAO.

**Tableau A.5.1 : Part des pays membres dans les exportations de l'UEMOA (en %)**

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Moyenne 2000-2013	Moyenne 2000-2006	Moyenne 2007-2013
Bénin	3,1	2,8	3,0	2,9	2,8	2,6	1,7	2,5	4,4	3,1	2,7	1,9	1,3	2,7	2,7	2,7	2,7
Burkina	2,9	2,7	2,1	3,1	3,8	3,3	3,9	4,1	3,4	5,6	7,2	10,9	10,3	10,6	5,3	3,1	7,4
Côte d'Ivoire	61,3	58,7	62,9	60,1	61,9	63,4	62,2	60,7	58,5	61,5	59,4	55,2	53,8	51,7	59,4	61,5	57,3
Guinée-Bissau	1,0	1,0	0,7	0,7	0,7	0,6	0,4	1,0	0,3	0,5	0,4	0,6	0,5	0,5	0,6	0,7	0,5
Mali	9,0	11,1	10,6	10,6	8,8	9,5	11,7	10,8	11,4	10,2	10,6	10,8	11,9	11,9	10,6	10,2	11,1
Niger	4,5	4,1	3,4	3,7	3,7	4,3	3,7	3,6	4,5	3,3	3,7	4,4	5,5	5,9	4,2	3,9	4,4
Sénégal	14,7	15,3	13,0	13,3	13,8	12,4	11,4	11,9	12,3	10,8	11,5	11,4	11,9	11,7	12,5	13,4	11,6
Togo	3,5	4,2	4,4	5,6	4,5	4,0	4,9	5,4	5,2	4,9	4,5	4,8	4,8	4,9	4,7	4,5	4,9
<b>TOTAL EXPORTATIONS UEMOA</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source : BCEAO, statistiques douanières

**Tableau A.5.2 : Part des pays membres dans les importations de l'UEMOA (en %)**

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Moyenne 2000-2013	Moyenne 2000-2006	Moyenne 2007-2013
Bénin	7,8	8,3	9,3	8,7	7,1	5,6	5,9	7,6	8,6	9,4	8,5	8,1	7,3	11,3	8,1	7,5	8,7
Burkina	7,5	7,6	7,4	7,8	8,5	7,8	8,7	8,0	8,4	9,8	8,6	10,2	11,8	13,0	8,9	7,9	10,0
Côte d'Ivoire	40,1	37,0	36,5	36,5	39,7	40,0	37,4	36,9	33,3	33,6	34,0	28,4	35,6	31,4	35,7	38,2	33,3
Guinée-Bissau	0,9	1,0	0,9	0,8	0,8	0,9	0,8	0,5	0,6	0,8	0,6	0,7	0,4	0,4	0,7	0,9	0,6
Mali	11,6	13,4	11,8	12,2	11,1	9,7	10,7	10,4	13,1	11,0	13,0	12,5	11,4	11,4	11,7	11,5	11,8
Niger	5,7	5,5	5,8	5,7	5,7	4,6	5,0	4,5	5,0	7,1	8,7	7,1	5,6	5,2	5,8	5,4	6,2
Sénégal	21,9	22,3	23,1	22,8	22,6	22,0	21,5	23,2	25,5	20,0	18,2	22,0	21,3	19,8	21,9	22,3	21,4
Togo	4,7	4,9	5,2	5,6	4,5	9,3	9,9	9,0	5,5	8,4	8,2	11,0	6,6	7,5	7,1	6,3	8,0
<b>TOTAL IMPORTATION CAF UEMOA</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source : BCEAO, statistiques douanières.

Tableau A.6 : Structure du solde commercial par grands groupes de produits (en % du PIB)

Solde par produits	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Moyenne	Moyenne
															2000-2006	2007-2013
Produits alimentaires	1,3	0,1	2,2	1,1	-0,7	-2,0	-2,3	-3,4	-3,8	-1,6	-2,2	-1,0	-0,6	-0,0	-0,0	-1,8
Produits pétroliers	-2,0	-1,9	-1,0	-1,3	-1,5	-3,8	-2,4	-3,9	-2,1	-1,5	-3,6	-4,2	-3,3	-3,8	-2,0	-3,2
Autres produits	1,4	2,7	3,7	1,9	2,7	1,3	1,7	-0,4	-0,8	0,6	1,1	4,4	-0,9	-2,1	2,2	0,3
<b>Ensemble</b>	<b>0,7</b>	<b>0,9</b>	<b>4,9</b>	<b>1,6</b>	<b>0,5</b>	<b>-4,5</b>	<b>-3,1</b>	<b>-7,8</b>	<b>-6,7</b>	<b>-2,5</b>	<b>-4,7</b>	<b>-0,7</b>	<b>-4,7</b>	<b>-5,9</b>	<b>0,1</b>	<b>-4,7</b>

Source : BCEAO.



Tableau A.7 : Balance commerciale de biens de l'UEMOA avec les pays partenaires (en pourcentage du PIB)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Moyenne 2000-2006	Moyenne 2007-2013
Europe	2,6	2,4	5,2	1,7	1,3	-1,9	-1,6	-2,8	-2,5	0,0	-1,7	-0,3	-1,5	-1,3	1,4	-1,4
<i>Dont Zone euro</i>	1,5	1,8	3,8	1,6	1,1	-2,0	-1,5	-2,8	-1,7	-0,7	-2,2	-3,2	-2,1	-2,2	0,9	-2,1
Afrique	-2,5	-0,8	1,1	-0,0	-1,2	-0,4	1,6	0,5	0,9	1,9	2,3	2,5	1,3	0,6	-0,3	1,4
Amérique	1,3	0,5	1,4	1,0	1,2	1,2	0,3	-0,8	-0,9	-0,5	-0,5	0,5	-1,1	-1,3	1,0	-0,6
Asie	-1,4	-1,7	-2,9	-1,3	-1,1	-2,7	-2,3	-3,4	-4,8	-4,4	-5,2	-3,3	-4,2	-4,8	-1,9	-4,3
Autres pays	0,7	0,5	0,1	0,3	0,3	-0,7	-1,1	-1,3	0,5	0,6	0,3	-0,1	0,7	0,8	0,0	0,2
Total	0,7	0,9	4,9	1,6	0,5	-4,5	-3,1	-7,8	-6,7	-2,5	-4,7	-0,7	-4,7	-5,9	0,1	-4,7

Source : Statistiques douanières, BCEAO

Tableau A.8 : Solde commercial par pays membres de l'UEMOA (en pourcentage du PIB)

(en milliards FCFA)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Moyenne 2000-2006	Moyenne 2007-2013
Bénin	-11,5	-13,1	-13,3	-13,5	-11,2	-10,9	-13,5	-18,5	-16,6	-19,0	-21,0	-19,6	-21,1	-31,0	-12,4	-21,0
Burkina	-10,1	-10,5	-10,0	-9,2	-10,3	-12,5	-13,2	-13,1	-15,0	-10,8	-6,3	0,8	-7,2	-10,2	-10,8	-8,8
Côte d'Ivoire	12,7	13,4	21,8	16,0	15,0	10,6	14,8	7,3	10,9	17,6	14,5	22,9	9,9	10,0	14,9	13,3
Guinée-Bissau	2,2	-0,2	-1,5	-0,5	-1,1	-9,4	-10,5	4,8	-9,1	-7,3	-6,6	-3,0	-0,9	1,4	-3,0	-3,0
Mali	-5,2	-3,8	2,7	-1,7	-4,6	-4,1	-0,5	-5,9	-10,3	-3,7	-9,7	-4,2	-3,1	-4,3	-2,5	-5,9
Niger	-3,3	-4,0	-4,9	-5,9	-6,9	-4,0	-6,8	-7,6	-6,0	-14,6	-21,6	-10,1	-3,3	-1,4	-5,1	-9,2
Sénégal	-8,5	-8,0	-8,9	-10,8	-11,3	-18,0	-17,6	-22,6	-25,8	-15,4	-14,7	-17,2	-20,4	-19,9	-11,9	-19,4
Togo	-4,1	-2,1	1,0	1,7	0,8	-35,2	-33,6	-33,0	-9,6	-22,3	-31,2	-38,0	-16,9	-23,7	-10,2	-25,0
Union	0,7	0,9	4,9	1,6	0,5	-4,5	-3,1	-7,8	-6,7	-2,5	-4,7	-0,7	-4,6	-5,7	0,1	-4,7
Union (hors Côte d'Ivoire)	-7,4	-7,3	-6,3	-7,5	-8,3	-13,0	-12,8	-15,8	-15,9	-13,1	-14,8	-11,7	-11,9	-14,1	-8,9	-13,9

Source : BCEAO, statistiques douanières.

**Tableau A.9.1 : Principaux produits échangés par le Bénin (en milliards de FCFA)**

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
<b>EXPORTATION FOB</b>	<b>134,1</b>	<b>133,9</b>	<b>167,5</b>	<b>157,8</b>	<b>158,7</b>	<b>153,2</b>	<b>116,7</b>	<b>162,0</b>	<b>334,9</b>	<b>259,9</b>	<b>256,3</b>	<b>203,9</b>	<b>148,2</b>	<b>314,8</b>
Produits du cacao	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits du café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2
Produits du coton	103,6	96,0	100,3	117,3	114,4	90,3	49,4	64,2	75,2	63,4	57,1	52,3	67,6	122,5
Produits de l'arachide	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2
Produits de l'anacarde	12,4	8,2	11,9	8,2	8,8	10,5	8,6	8,4	12,5	13,8	11,8	17,2	25,8	30,8
Or et métaux précieux	4,2	7,5	9,3	3,2	0,4	3,7	3,6	3,8	3,4	6,1	11,4	7,4	0,0	10,6
Phosphate	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Uranium	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits pétroliers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	0,4	12,2	138,6	50,4	19,6	16,2	0,0	18,3
Produits de la pêche	1,0	1,8	2,2	1,1	0,3	0,7	0,6	0,2	0,0	0,1	0,7	0,7	0,1	0,2
Produits chimiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,4	0,9	0,7	0,6	1,3	1,4	1,4	1,7	1,7
Huile de palme	0,0	0,0	0,1	1,7	1,2	0,2	1,7	2,0	4,6	7,4	2,5	0,8	1,3	1,3
Tabacs et cigarettes	0,0	0,0	2,5	5,7	10,3	10,3	18,4	14,6	6,3	7,1	0,0	0,0	0,2	0,4
Animaux vivants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Amande de karité et autres oléagineux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,2	3,5	2,7	1,2	1,0	3,0	1,0	1,7	2,2
Caoutchouc	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bois et ouvrages en bois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,3	2,8	2,2	2,2	2,1	2,3	3,0	8,0	8,7
Banane	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ananas	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Oignons	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ciment et Clinker	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6,2	5,1	2,1	0,0	0,0	0,0	0,0	1,1	6,4
<b>IMPORTATION CAF</b>	<b>385,8</b>	<b>440,7</b>	<b>502,4</b>	<b>515,0</b>	<b>469,9</b>	<b>474,0</b>	<b>526,9</b>	<b>763,9</b>	<b>974,6</b>	<b>1002,4</b>	<b>1103,9</b>	<b>1031,1</b>	<b>1130,8</b>	<b>1868,9</b>
Biens de consommation	151,8	168,3	216,7	208,2	190,2	220,8	257,8	386,6	386,5	351,8	354,8	364,0	482,5	632,5
dont produits alimentaires	84,6	89,8	120,1	124,9	115,8	137,7	155,1	253,8	251,9	223,4	232,6	243,7	441,2	589,4
Produits énergétiques	73,2	76,2	87,5	104,9	108,3	96,9	113,6	160,0	330,5	386,0	509,6	404,6	248,0	204,8
Biens intermédiaires	98,1	120,2	126,3	111,3	91,1	96,3	92,3	122,8	130,2	144,6	126,9	142,5	198,7	216,6
Biens d'équipement	61,3	75,0	71,1	89,7	79,6	60,0	63,3	94,4	127,5	119,9	112,7	120,0	118,9	724,9

Sources : Statistiques douanières, BCEAO.

**Tableau A.9.2 : Principaux produits échangés par le Burkina (en milliards de FCFA)**

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
<b>EXPORTATION FOB</b>	<b>125,0</b>	<b>126,2</b>	<b>118,0</b>	<b>168,5</b>	<b>215,2</b>	<b>195,5</b>	<b>260,6</b>	<b>259,5</b>	<b>252,6</b>	<b>462,4</b>	<b>674,1</b>	<b>1143,0</b>	<b>1152,7</b>	<b>1225,7</b>
Produits du cacao	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,5	0,4	0,3	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits du café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Produits du coton	74,3	75,2	72,4	131,7	155,2	131,7	163,5	142,5	89,8	120,2	114,7	131,8	153,6	222,0
Produits de l'arachide	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	0,1	2,2	0,3	0,1	0,0	0,0	0,3
Produits de l'anacarde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,9	0,7	0,5	1,8	1,4	4,0	29,3	17,0	25,8
Or et métaux précieux	2,5	1,0	0,8	1,3	1,2	1,6	4,7	4,6	55,6	190,3	438,7	852,2	805,9	732,8
Phosphate	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Uranium	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits pétroliers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	10,2	31,2	30,8	28,9	45,9	18,9	26,8	36,2	57,2
Produits de la pêche	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,3	0,4	0,5	0,5	0,3	0,3	0,4	0,3
Produits chimiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,6	1,7	2,3	1,9	1,8	2,6	3,5	4,2	2,8
Huile de palme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0
Tabacs et cigarettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,7	3,8	4,7	4,4	3,7	3,6	3,1	2,0	0,4
Animaux vivants	9,1	9,6	5,8	3,5	3,2	4,0	4,7	4,7	10,3	8,1	5,1	5,2	2,5	2,4
Amande de karité et autres oléagineux	5,9	5,8	8,5	7,5	12,5	9,6	14,0	28,7	18,4	28,4	35,2	42,2	55,5	102,3
Caoutchouc	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bois et ouvrages en bois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,2	1,5	0,6	0,1	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2
Banane	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ananas	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,8	1,3	2,0	2,0	1,6	2,7	2,5	3,1	3,0
Oignons	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,3	0,0	0,0	0,2	0,5	0,3
Ciment et Clinker	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,2	3,6	1,1	0,1	0,0	0,0
<b>IMPORTATION CAF</b>	<b>368,9</b>	<b>404,4</b>	<b>402,2</b>	<b>462,0</b>	<b>562,7</b>	<b>655,1</b>	<b>778,5</b>	<b>804,3</b>	<b>955,5</b>	<b>1046,0</b>	<b>1120,8</b>	<b>1296,5</b>	<b>1824,0</b>	<b>2156,4</b>
Biens de consommation	92,8	130,4	122,2	121,6	209,0	244,6	258,5	327,6	365,5	287,5	301,6	355,4	298,2	358,7
dont produits alimentaires	49,0	71,8	68,1	69,3	73,4	99,1	97,9	105,1	125,4	133,6	139,9	169,6	215,2	232,1
Produits énergétiques	81,0	83,3	68,1	87,4	95,2	150,2	262,4	197,1	234,8	251,4	253,2	324,0	471,6	563,7
Biens intermédiaires	95,3	102,4	119,2	128,6	127,3	164,1	162,7	178,3	229,9	225,9	277,5	287,9	426,1	504,5
Biens d'équipement	99,8	88,3	92,7	124,3	131,2	96,2	94,9	101,2	125,4	281,2	288,6	329,1	502,2	576,0

Sources : Statistiques douanières, BCEAO.

**Tableau A.9.3 : Principaux produits échangés par la Côte d'Ivoire (en milliards de FCFA)**

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
<b>EXPORTATION FOB</b>	<b>2654,9</b>	<b>2770,5</b>	<b>3561,3</b>	<b>3264,2</b>	<b>3539,9</b>	<b>3809,2</b>	<b>4206,7</b>	<b>3865,6</b>	<b>4410,0</b>	<b>5077,2</b>	<b>5539,7</b>	<b>5797,5</b>	<b>6041,0</b>	<b>5969,0</b>
Produits du cacao	738,3	958,9	1573,3	1372,5	1146,8	1086,8	1058,1	1053,8	1263,2	1753,6	1884,3	1969,4	1722,1	1931,8
Produits du café	214,4	104,1	83,1	82,6	68,7	59,7	70,3	120,7	92,0	102,4	113,4	54,8	114,3	132,9
Produits du coton	105,0	91,0	93,4	103,1	81,5	82,3	67,5	55,5	44,2	41,3	70,3	78,0	127,6	149,4
Produits de l'arachide	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	0,5	0,6
Produits de l'anacarde	31,0	27,0	34,5	22,0	36,0	55,7	50,4	51,4	79,8	83,9	157,9	132,1	179,3	174,6
Or et métaux précieux	24,0	23,0	22,0	8,5	8,7	11,1	13,3	14,1	33,2	99,3	90,3	271,5	326,9	284,2
Phosphate	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Uranium	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits pétroliers	522,9	396,1	405,8	408,4	640,4	1062,2	1574,6	1271,5	1635,9	1559,4	1608,5	1740,4	2003,7	1657,8
Produits de la pêche	85,2	73,8	94,7	79,1	81,1	54,3	65,5	82,2	88,4	80,3	68,3	87,4	101,8	103,8
Produits chimiques	4,5	4,4	3,3	3,3	2,4	133,1	141,9	138,4	158,6	161,6	147,9	153,6	172,5	169,2
Huile de palme	25,2	26,2	24,7	30,5	37,2	36,2	33,6	35,5	48,5	58,5	74,7	125,1	138,8	97,1
Tabacs et cigarettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	15,6	17,1	18,6	21,5	22,1	23,0	26,7	28,7	32,3
Animaux vivants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0
Amande de karité et autres oléagineux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,7	4,4	2,2	4,6	1,3	4,6	2,5	5,6	9,4
Caoutchouc	55,9	52,3	61,7	72,6	87,9	105,4	162,8	172,0	224,1	259,1	335,3	538,5	412,6	375,5
Bois et ouvrages en bois	197,0	203,0	176,4	156,2	181,5	179,2	160,2	170,2	170,8	102,8	115,2	97,1	106,0	103,1
Banane	48,6	51,5	51,4	51,0	53,6	49,7	40,1	60,5	53,2	53,1	67,1	63,2	71,2	74,6
Ananas	34,0	34,0	31,2	29,6	29,3	27,8	40,6	22,4	16,1	13,4	14,4	16,5	17,6	15,4
Oignons	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,1	0,3	0,2	0,1
Ciment et Clinker	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	28,1	27,1	37,8	33,3	26,2	15,8	7,0	5,9	7,3
<b>IMPORTATION CAF</b>	<b>1979,5</b>	<b>1968,8</b>	<b>1980,1</b>	<b>2169,9</b>	<b>2620,7</b>	<b>3353,9</b>	<b>3325,4</b>	<b>3705,5</b>	<b>3793,0</b>	<b>3593,0</b>	<b>4412,3</b>	<b>3595,6</b>	<b>5506,5</b>	<b>5212,0</b>
Biens de consommation	605,6	738,8	773,9	787,0	844,4	816,7	870,4	998,2	1184,6	1268,9	1706,1	1262,4	1082,7	971,8
dont produits alimentaires	397,8	361,9	414,4	450,2	432,8	426,4	490,5	513,3	628,7	727,4	733,6	778,4	1005,3	888,4
Produits énergétiques	597,6	490,9	370,8	350,5	576,5	1162,6	1286,2	1367,7	1365,6	1006,7	1385,0	1274,1	1962,2	1824,4
Biens intermédiaires	302,3	359,8	338,6	287,1	319,3	369,0	418,5	471,8	542,8	524,2	561,9	503,3	857,8	823,0
Biens d'équipement	266,0	277,7	332,9	624,2	746,9	1005,6	750,3	867,7	699,9	793,1	759,3	555,9	942,5	1024,0

Sources : Statistiques douanières, BCEAO.

**Tableau A.9.4 : Principaux produits échangés par la Guinée-Bissau (en milliards de FCFA)**

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
<b>EXPORTATION FOB</b>	<b>42,7</b>	<b>46,1</b>	<b>37,9</b>	<b>37,8</b>	<b>40,0</b>	<b>35,0</b>	<b>30,3</b>	<b>61,8</b>	<b>25,6</b>	<b>40,6</b>	<b>40,0</b>	<b>58,1</b>	<b>51,6</b>	<b>61,3</b>
Produits du cacao	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits du café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits du coton	0,6	0,8	0,9	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits de l'arachide	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Produits de l'anacarde	42,7	44,4	33,8	29,9	38,2	33,6	28,9	32,1	23,2	35,7	36,4	55,8	50,4	60,7
Or et métaux précieux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Phosphate	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Uranium	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits pétroliers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7	0,6	10,0	1,1	1,2	1,3	0,7	0,0	0,0
Produits de la pêche	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits chimiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
Huile de palme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Tabacs et cigarettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Animaux vivants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Amande de karité et autres oléagineux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
Caoutchouc	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bois et ouvrages en bois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,4	0,4
Banane	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ananas	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Oignons	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ciment et Clinker	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,9	0,1	0,0	0,0
<b>IMPORTATION CAF</b>	<b>42,4</b>	<b>54,8</b>	<b>49,4</b>	<b>46,0</b>	<b>50,8</b>	<b>75,2</b>	<b>73,9</b>	<b>53,7</b>	<b>71,5</b>	<b>81,1</b>	<b>79,8</b>	<b>86,7</b>	<b>66,2</b>	<b>63,1</b>
Biens de consommation	23,0	19,8	18,4	21,0	17,2	40,2	34,6	24,1	26,9	33,8	32,3	38,5	30,7	28,2
dont produits alimentaires	19,5	16,4	15,2	16,0	12,6	35,3	29,6	18,7	18,1	28,0	24,0	29,8	28,9	26,0
Produits énergétiques	3,4	4,0	3,8	5,1	7,5	14,6	21,1	9,6	23,5	25,2	25,3	22,9	11,8	14,4
Biens intermédiaires	5,4	2,3	3,0	4,4	3,4	6,3	7,1	6,5	8,1	8,4	6,6	8,8	7,0	7,0
Biens d'équipement	10,7	7,3	4,8	6,0	5,2	14,1	11,0	13,6	13,0	13,8	15,5	16,4	13,1	10,5

Sources : Statistiques douanières, BCEAO.

**Tableau A.9.5 : Principaux produits échangés par le Mali (en milliards de FCFA)**

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
<b>EXPORTATION FOB</b>	<b>389,2</b>	<b>523,1</b>	<b>603,1</b>	<b>577,5</b>	<b>501,0</b>	<b>571,9</b>	<b>793,3</b>	<b>685,6</b>	<b>862,1</b>	<b>841,3</b>	<b>989,2</b>	<b>1132,2</b>	<b>1337,8</b>	<b>1371,6</b>
Produits du cacao	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits du café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0
Produits du coton	131,6	73,3	107,6	194,9	59,3	140,5	132,9	95,3	92,4	68,8	84,4	97,8	199,0	178,0
Produits de l'arachide	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,4	1,2	0,5	0,2	0,2	0,3	0,3
Produits de l'anacarde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,2	0,2	0,5	0,1	0,9	1,3
Or et métaux précieux	193,0	353,8	433,3	330,1	399,9	369,0	588,3	515,2	645,9	668,5	782,3	798,7	880,4	928,9
Phosphate	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Uranium	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits pétroliers	3,4	7,2	6,0	3,4	2,0	3,2	4,6	3,2	12,9	8,6	14,1	26,2	8,3	24,7
Produits de la pêche	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,4	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1
Produits chimiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	2,0	2,5	11,1	15,2	18,8	36,2	87,3	81,5
Huile de palme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,9	1,3	0,0	0,1	0,1	0,3	2,2	0,0	0,8
Tabacs et cigarettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,3	0,2	0,2	0,3	0,1	0,1	0,1	0,3
Animaux vivants	37,7	46,1	26,0	24,5	10,4	27,8	27,5	37,6	51,8	41,2	35,1	46,2	58,7	64,4
Amande de karité et autres oléagineux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	2,4	2,3	1,4	1,8	2,7	1,9	3,5	3,4
Caoutchouc	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bois et ouvrages en bois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2	0,0	0,1	0,0	0,1	0,2
Banane	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ananas	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,8	1,7	1,6	2,1	2,0	7,4	4,5	6,7	14,5
Oignons	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ciment et Clinker	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	0,4	0,0	0,0
<b>IMPORTATION CAF</b>	<b>573,5</b>	<b>715,6</b>	<b>639,9</b>	<b>728,0</b>	<b>732,8</b>	<b>813,9</b>	<b>951,9</b>	<b>1042,9</b>	<b>1488,1</b>	<b>1173,8</b>	<b>1692,9</b>	<b>1581,8</b>	<b>1769,1</b>	<b>1888,1</b>
Biens de consommation	130,8	166,2	159,9	166,7	203,3	222,6	272,5	302,0	383,0	322,6	496,9	392,1	316,8	362,8
dont produits alimentaires	77,4	103,4	114,8	132,4	98,3	134,3	167,1	155,2	186,1	181,9	197,1	217,4	218,9	263,1
Produits énergétiques	120,6	138,0	112,9	130,3	152,2	196,5	227,9	232,6	318,0	256,7	334,5	463,5	507,7	528,4
Biens intermédiaires	67,2	189,5	208,8	231,5	219,4	234,3	230,5	244,6	400,0	328,3	408,3	392,7	425,4	434,1
Biens d'équipement	254,9	221,9	158,3	199,5	157,9	160,4	220,9	263,6	387,0	266,2	453,3	333,6	410,4	428,0

*Sources : Statistiques douanières, BCEAO.*

**Tableau A.9.6 : Principaux produits échangés par le Niger (en milliards de FCFA)**

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
<b>EXPORTATION FOB</b>	<b>196,6</b>	<b>195,3</b>	<b>193,1</b>	<b>200,8</b>	<b>214,2</b>	<b>259,8</b>	<b>250,6</b>	<b>228,5</b>	<b>338,6</b>	<b>272,6</b>	<b>346,1</b>	<b>461,9</b>	<b>618,0</b>	<b>681,7</b>
Produits du cacao	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
Produits du café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Produits du coton	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,2	5,0	4,4	5,4	6,0	6,4	7,6	8,2	8,5
Produits de l'arachide	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,3	0,0
Produits de l'anacarde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Or et métaux précieux	0,0	0,0	0,0	0,0	10,8	34,2	24,3	27,1	17,8	22,7	36,9	43,3	45,5	26,9
Phosphate	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Uranium	64,0	63,0	62,5	65,5	70,1	124,8	135,6	136,4	198,2	195,1	228,0	304,8	338,7	302,8
Produits pétroliers	2,6	3,2	1,9	1,9	2,4	2,7	0,3	3,5	3,5	3,4	3,7	5,1	116,6	198,9
Produits de la pêche	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,2	0,3	0,1	0,2	0,2	0,1	0,4	0,4	0,6
Produits chimiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,3	15,7	11,7
Huile de palme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	1,2	0,6	0,1	0,7	0,7	1,3	4,8	5,1
Tabacs et cigarettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,3	2,1	1,6	1,6	2,6	3,2	2,6	2,5	3,2
Animaux vivants	35,0	30,1	24,6	26,3	22,4	19,3	20,7	17,0	75,1	17,3	23,2	19,8	17,9	20,1
Amande de karité et autres oléagineux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6	0,3	0,4	0,2	0,3	0,4	0,5	0,6	0,5
Caoutchouc	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bois et ouvrages en bois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Banane	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ananas	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2	0,2	0,1	0,1	0,3	0,5	0,5	0,4
Oignons	10,2	3,9	4,9	12,6	14,5	13,8	11,8	12,8	13,4	4,9	4,7	14,7	8,5	40,1
Ciment et Clinker	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>IMPORTATION CAF</b>	<b>279,8</b>	<b>294,2</b>	<b>314,2</b>	<b>341,9</b>	<b>375,7</b>	<b>388,6</b>	<b>446,5</b>	<b>453,4</b>	<b>568,7</b>	<b>758,1</b>	<b>1127,3</b>	<b>903,1</b>	<b>861,4</b>	<b>862,3</b>
Biens de consommation	141,4	178,2	172,6	180,6	178,8	185,6	195,3	189,4	254,5	245,8	272,2	263,5	300,1	306,5
dont produits alimentaires	74,3	92,7	100,2	96,1	90,6	123,7	114,0	94,9	126,7	102,1	149,2	119,6	250,4	249,6
Produits énergétiques	54,8	31,1	34,3	44,3	51,2	56,9	64,6	77,3	95,7	90,9	141,0	160,8	30,1	37,6
Biens intermédiaires	17,6	19,4	17,4	14,9	12,1	68,6	82,2	76,8	97,7	156,9	316,3	176,1	181,0	185,9
Biens d'équipement	51,1	54,5	78,3	84,8	116,6	77,5	104,5	109,9	120,7	264,5	397,8	302,8	268,3	245,7

Sources : Statistiques douanières, BCEAO.



**Tableau A.9.7 : Principaux produits échangés par le Sénégal (en milliards de FCFA)**

	2 000	2 001	2 002	2 003	2 004	2 005	2 006	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013
<b>EXPORTATION FOB</b>	<b>635,3</b>	<b>724,0</b>	<b>733,9</b>	<b>722,3</b>	<b>786,2</b>	<b>745,3</b>	<b>768,5</b>	<b>757,1</b>	<b>926,9</b>	<b>890,7</b>	<b>1070,8</b>	<b>1198,6</b>	<b>1335,9</b>	<b>1345,0</b>
Produits du cacao	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	1,0	0,8	0,9	1,1	1,2	3,4	2,4	2,6
Produits du café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,5	2,6	0,8	0,6	0,4	0,2	0,6	1,4	1,4
Produits du coton	4,4	5,9	9,7	12,4	15,3	12,7	14,0	14,7	10,9	6,7	10,4	11,5	11,0	11,7
Produits de l'arachide	58,7	66,1	48,2	25,2	17,4	16,5	32,0	39,3	9,1	20,4	32,9	47,2	20,9	33,5
Produits de l'anacarde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6	0,5	0,5	0,1	0,2	0,0	0,0	0,1	0,7
Or et métaux précieux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,5	6,6	6,0	9,5	86,2	101,5	117,1	226,6	188,9
Phosphate	14,7	13,7	12,2	5,3	7,9	0,7	0,7	0,7	3,7	1,8	2,8	4,7	8,1	9,1
Uranium	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits pétroliers	57,2	90,3	95,3	109,3	115,2	122,4	193,3	142,5	309,4	207,8	252,2	176,6	184,2	230,2
Produits de la pêche	162,4	175,8	181,5	164,1	163,3	166,4	155,8	150,4	91,8	113,3	117,1	143,1	134,5	155,3
Produits chimiques	57,0	69,4	145,4	98,2	117,1	171,9	99,6	113,6	165,0	110,9	150,5	215,2	195,6	137,6
Huile de palme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	1,1	0,6	0,1	0,0	1,5	0,7	1,1	1,2
Tabacs et cigarettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	8,8	10,5	22,4	35,9	41,5	43,4	47,0	44,5	63,4
Animaux vivants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,1	0,1	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,2
Amande de karité et autres oléagineux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,6	0,3	0,5	1,3	2,5	1,3	1,7	4,8
Caoutchouc	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,5	0,0	0,0
Bois et ouvrages en bois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,2	0,9	1,7	1,1	0,8	1,5	2,6	3,5	3,0
Banane	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ananas	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,2	2,2	2,5	2,4	2,3	1,3	2,6	3,4	4,0
Oignons	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2	0,1	0,6	1,6
Ciment et Clinker	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	27,1	41,3	43,5	55,0	70,6	99,7	112,2	111,9	81,8
<b>IMPORTATION CAF</b>	<b>1081,3</b>	<b>1188,4</b>	<b>1253,2</b>	<b>1354,8</b>	<b>1488,0</b>	<b>1849,9</b>	<b>1917,8</b>	<b>2328,5</b>	<b>2908,9</b>	<b>2141,7</b>	<b>2368,0</b>	<b>2786,4</b>	<b>3289,5</b>	<b>3287,0</b>
Biens de consommation	324,1	469,5	551,7	472,5	518,7	742,1	676,5	847,7	1033,3	821,8	774,1	917,7	880,3	869,0
dont produits alimentaires	209,7	289,7	308,9	316,5	326,9	511,9	433,8	560,3	708,0	524,2	519,8	626,0	766,6	746,8
Produits énergétiques	184,3	212,1	198,1	247,2	278,5	421,2	496,2	620,2	805,9	424,5	708,0	885,2	943,7	959,4
Biens intermédiaires	290,2	300,9	328,0	361,5	408,1	301,8	291,4	384,6	454,3	355,0	373,0	398,0	562,2	502,8
Biens d'équipement	289,2	290,1	321,2	310,4	311,8	384,8	453,7	476,0	615,4	540,4	512,8	585,6	669,5	698,7

Sources : Statistiques douanières, BCEAO.

**Tableau A.9.8 : Principaux produits échangés par le Togo (en milliards de FCFA)**

	2 000	2 001	2 002	2 003	2 004	2 005	2 006	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013
<b>EXPORTATION FOB</b>	<b>152,3</b>	<b>198,4</b>	<b>251,1</b>	<b>301,9</b>	<b>259,5</b>	<b>239,6</b>	<b>334,4</b>	<b>344,0</b>	<b>389,9</b>	<b>407,7</b>	<b>417,2</b>	<b>504,8</b>	<b>538,0</b>	<b>566,1</b>
Produits du cacao	3,3	3,4	4,9	6,4	13,0	10,7	7,9	2,6	6,1	6,9	5,2	4,6	2,7	4,1
Produits du café	8,2	3,5	2,2	1,0	1,7	2,3	1,6	1,8	2,5	2,5	3,0	3,4	4,0	3,2
Produits du coton	30,1	16,4	42,7	56,9	44,4	25,1	23,3	21,1	68,0	78,8	83,2	149,1	52,7	43,9
Produits de l'arachide	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,5	0,6	0,3	2,2	0,4	0,0
Produits de l'anacarde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	1,1	2,0
Or et métaux précieux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,8	2,2	10,8	16,5	19,4	21,7
Phosphate	34,4	32,1	28,7	20,3	25,4	18,4	16,6	15,0	0,0	38,8	11,5	20,0	48,6	0,0
Uranium	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits pétroliers	15,1	23,4	44,5	44,0	15,0	32,7	87,3	107,3	113,4	52,7	51,5	41,0	66,1	58,2
Produits de la pêche	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,3	0,8	0,1	4,6	1,8	0,5	0,5	0,3	0,2
Produits chimiques	0,0	4,1	3,2	9,4	3,6	9,7	11,4	13,9	19,7	30,5	33,8	43,2	35,8	40,1
Huile de palme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,1	0,2	0,6	1,6	1,1	0,7	0,6	10,3	23,9
Tabacs et cigarettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,7	0,2	0,4	0,3	0,4	0,0
Animaux vivants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Amande de karité et autres oléagineux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7	0,2	0,0	0,0	0,0	0,2	1,4	1,5	3,0
Caoutchouc	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2
Bois et ouvrages en bois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,3	0,8	0,8	0,6	0,5	0,9	1,1	0,6	0,4
Banane	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ananas	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,4	0,5	0,5
Oignons	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ciment et Clinker	0,0	0,0	47,2	70,5	61,7	54,0	105,5	98,5	42,6	56,0	58,1	57,4	72,4	82,0
<b>IMPORTATION CAF</b>	<b>230,5</b>	<b>260,1</b>	<b>280,9</b>	<b>330,3</b>	<b>293,8</b>	<b>780,1</b>	<b>878,9</b>	<b>900,1</b>	<b>626,2</b>	<b>896,8</b>	<b>1070,5</b>	<b>1387,2</b>	<b>1028,1</b>	<b>1241,4</b>
Biens de consommation	78,7	79,8	77,8	83,4	93,0	121,5	152,6	160,3	141,9	192,3	223,1	260,9	189,9	196,2
dont produits alimentaires	25,3	30,2	25,1	23,0	19,6	50,5	57,9	61,2	57,6	77,4	85,6	111,1	142,2	145,9
Produits énergétiques	39,6	37,7	38,3	58,8	62,4	473,6	505,0	501,6	256,4	418,9	469,8	698,8	237,4	422,6
Biens intermédiaires	57,9	82,5	91,3	89,9	81,7	113,4	142,3	155,3	122,4	169,7	192,2	245,4	280,4	281,8
Biens d'équipement	54,2	60,2	73,5	98,2	56,7	71,6	79,0	83,0	105,4	115,9	185,3	182,1	206,5	214,3

Sources : Statistiques douanières, BCEAO.

Tableau A.10.1 : Evolution des exportations de services de l'UEMOA

(Montants en milliards de FCFA)

Intitules	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013*
<b>Services</b>	<b>879,5</b>	<b>1060,5</b>	<b>1085,8</b>	<b>1069,2</b>	<b>1167,2</b>	<b>1269,7</b>	<b>1341,1</b>	<b>1565,7</b>	<b>1660,3</b>	<b>1503,1</b>	<b>1807,9</b>	<b>1905,9</b>	<b>1983,2</b>	<b>2163,3</b>
.Transports	135,3	134,6	145,5	167,7	193,7	237,6	241,5	242,9	253,5	212,8	284,1	315,4	342,4	379,6
.Voyages	256,3	341,7	347,3	337,3	339,8	362,6	390,4	593,4	621,5	542,7	625,9	602,2	569,1	676,8
.Services de communication	79,5	99,1	112,2	111,1	136,4	145,1	181,5	189,7	220,3	207,1	274,1	334,1	324,4	350,3
.Services de bâtiment et travaux publics	23,3	29,6	23,0	32,2	56,3	52,4	40,7	42,8	43,0	35,2	78,8	66,2	75,5	88,7
.Services d'assurances	21,0	23,4	22,1	26,0	27,4	24,9	27,8	29,4	29,2	29,3	29,1	31,4	37,6	35,2
.Services financiers	29,2	43,0	37,1	33,7	34,6	42,2	47,4	46,8	42,1	44,1	54,3	41,2	125,4	84,1
.Services d'informatique et d'information	0,2	0,5	2,5	1,4	3,4	3,2	4,7	4,7	5,4	5,6	7,2	17,6	16,0	15,3
.Redevances et droits de licence	0,1	9,5	0,2	0,1	0,2	0,1	0,1	0,3	0,4	0,7	0,9	1,2	2,2	1,7
.Autres services aux entreprises	218,3	248,4	259,1	218,4	237,6	244,6	236,2	246,4	280,0	258,4	258,4	302,5	285,1	309,2
.Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0,1	0,1	0,0	0,2	0,6	0,2	0,4	0,7	2,0	1,1	1,3	0,4	1,4	1,1
.Services fournis ou reçus par les administrations publiques n.c.a.	116,2	130,7	136,8	141,2	137,3	157,1	170,3	168,7	162,9	166,3	193,9	193,7	204,0	221,3

(\*) : Estimations.

Source : BCEAO.

Tableau A10.1.1 : Evolution des exportations de services du Bénin

(Montants en milliards de FCFA)

Intitules	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013*
<b>Services</b>	<b>96,9</b>	<b>110,1</b>	<b>106,1</b>	<b>100,2</b>	<b>113,9</b>	<b>102,2</b>	<b>113,5</b>	<b>144,5</b>	<b>155,9</b>	<b>104,3</b>	<b>186,5</b>	<b>194,0</b>	<b>208,4</b>	<b>217,1</b>
.Transports	12,9	14,3	8,9	8,3	17,8	17,3	15,3	6,0	5,8	8,5	50,1	53,8	56,6	59,2
.Voyages	54,7	64,0	64,8	61,8	62,6	54,5	60,8	99,0	105,5	62,0	73,9	84,7	86,7	90,5
.Services de communication	3,0	3,0	3,9	2,5	2,7	2,8	5,9	0,8	1,0	0,2	16,3	23,4	12,6	19,3
.Services de bâtiment et travaux publics	0,0	0,5	0,2	0,0	1,4	0,0	0,0	0,0	0,1	0,3	1,4	3,3	4,7	3,5
.Services d'assurances	0,3	0,4	0,5	0,1	1,2	0,6	0,3	2,0	2,7	1,6	0,3	1,6	2,7	1,7
.Services financiers	1,9	1,9	2,2	0,4	0,4	1,5	2,2	0,9	0,6	0,8	3,5	0,0	21,1	9,1
.Services d'informatique et d'information	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,4	0,0	0,0	0,0	1,2	0,7	0,7
.Redevances et droits de licence	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
.Autres services aux entreprises	17,2	15,9	17,5	21,4	21,6	17,7	17,9	25,5	31,2	22,8	26,6	16,4	12,4	20,4
.Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7	0,3
.Services fournis ou reçus par les administrations publiques n.c.a.	6,9	10,1	8,1	5,6	6,2	7,7	10,8	9,9	8,8	8,2	14,2	9,6	10,2	12,5

(\*) : Estimations.

Source : BCEAO.

Tableau A10.1.2 : Evolution des exportations de services du Burkina

(Montants en milliards de FCFA)

Intitules	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013*
<b>Services</b>	<b>22,3</b>	<b>26,8</b>	<b>33,3</b>	<b>26,6</b>	<b>36,3</b>	<b>35,7</b>	<b>39,5</b>	<b>43,8</b>	<b>59,2</b>	<b>72,0</b>	<b>150,4</b>	<b>196,1</b>	<b>214,8</b>	<b>235,3</b>
.Transports	2,6	3,5	8,5	8,0	6,6	0,7	1,1	2,3	9,4	17,4	21,6	25,1	28,4	31,5
.Voyages	13,6	14,6	17,3	14,2	21,1	23,6	27,5	26,9	27,9	31,4	35,8	35,4	43,0	47,9
.Services de communication	1,6	2,4	0,0	0,4	0,0	0,2	0,2	1,0	6,2	12,9	24,7	78,0	39,5	59,6
.Services de bâtiment et travaux publics	0,3	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	0,7	35,2	29,6	31,5	40,4
.Services d'assurances	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2	0,2	0,1	1,3	1,8	2,0	2,2
.Services financiers	0,0	0,0	0,2	0,6	0,0	5,8	6,5	5,3	0,8	0,9	5,3	5,9	55,6	28,0
.Services d'informatique et d'information	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,5	4,1	2,1	3,2
.Redevances et droits de licence	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,4	0,4	0,4
.Autres services aux entreprises	1,9	3,1	3,8	2,5	5,4	2,8	1,3	3,4	8,4	3,2	8,0	5,6	5,8	8,1
.Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	1,2	0,4	0,4	0,0	0,0	0,1
.Services fournis ou reçus par les administrations publiques n.c.a.	2,1	3,1	3,2	0,9	2,2	2,5	2,7	3,6	5,1	5,1	16,5	10,3	6,6	14,0

(\*) : Estimations.

Source : BCEAO.

Tableau A10.1.3 : Evolution des exportations de services de la Côte d'Ivoire

(Montants en milliards de FCFA)

Intitules	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013*
<b>Services</b>	<b>343,5</b>	<b>423,6</b>	<b>407,9</b>	<b>385,9</b>	<b>403,0</b>	<b>436,6</b>	<b>441,6</b>	<b>446,8</b>	<b>458,4</b>	<b>481,3</b>	<b>517,6</b>	<b>479,8</b>	<b>491,3</b>	<b>498,1</b>
.Transports	60,1	67,0	71,6	66,3	73,1	99,5	105,8	100,9	105,4	113,6	117,0	69,7	99,8	95,9
.Voyages	35,0	38,9	35,8	40,0	43,1	43,9	48,7	49,3	51,8	71,3	99,5	85,1	85,0	90,2
.Services de communication	28,0	31,2	39,2	41,2	43,2	45,4	45,9	46,6	47,7	48,2	49,0	42,2	46,3	46,0
.Services de bâtiment et travaux publics	7,4	12,4	12,4	6,2	9,3	8,8	11,3	14,2	13,8	3,5	2,5	0,3	2,1	1,6
.Services d'assurances	17,5	17,5	17,2	22,2	22,4	17,7	18,5	18,4	18,8	19,1	19,4	16,6	18,3	18,2
.Services financiers	20,1	34,3	27,0	27,6	28,0	28,5	28,8	29,3	29,9	30,2	30,8	26,3	29,0	28,8
.Services d'informatique et d'information	0,1	0,1	2,3	0,9	2,3	2,6	2,6	2,6	2,7	2,7	2,7	2,2	2,5	2,5
.Redevances et droits de licence	0,1	9,4	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
.Autres services aux entreprises	126,9	162,6	151,9	121,0	117,0	118,9	107,7	109,8	112,8	116,4	119,0	168,0	134,0	140,9
.Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
.Services fournis ou reçus par les administrations publiques n.c.a.	48,3	50,1	50,5	60,5	64,5	71,3	72,3	75,7	75,5	76,2	77,6	69,3	74,1	73,9

(\*) : Estimations.

Source : BCEAO.

Tableau A10.1.4 : Evolution des exportations de services de la Guinée-Bissau

(Montants en milliards de FCFA)

Intitules	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013*
<b>Services</b>	<b>0,0</b>	<b>3,3</b>	<b>4,5</b>	<b>3,5</b>	<b>4,1</b>	<b>2,7</b>	<b>1,8</b>	<b>16,0</b>	<b>19,6</b>	<b>15,6</b>	<b>21,8</b>	<b>18,9</b>	<b>11,1</b>	<b>11,5</b>
.Transports	0,0	0,0	0,1	0,4	0,7	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	0,2	0,1
.Voyages	0,0	2,0	1,6	1,1	0,5	0,9	1,5	13,6	17,1	5,7	6,6	6,6	3,4	3,7
.Services de communication	0,0	0,0	1,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,7	9,5	8,4	1,4	4,3
.Services de bâtiment et travaux publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
.Services d'assurances	0,0	0,1	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
.Services financiers	0,0	0,0	0,0	0,4	0,6	0,0	0,1	0,7	0,1	1,4	2,2	0,1	0,2	0,6
.Services d'informatique et d'information	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,1	0,1
.Redevances et droits de licence	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
.Autres services aux entreprises	0,0	0,6	0,7	0,9	1,2	1,3	0,3	1,7	2,3	2,3	2,6	2,5	5,7	2,4
.Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
.Services fournis ou reçus par les administrations publiques n.c.a.	0,0	0,7	0,1	0,6	1,0	0,3	0,0	0,0	0,0	0,6	0,8	0,6	0,1	0,3

(\*) : Estimations.

Source : BCEAO.

Tableau A10.1.5 : Evolution des exportations de services du Mali

(Montants en milliards de FCFA)

Intitules	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013*
<b>Services</b>	<b>70,5</b>	<b>110,8</b>	<b>118,1</b>	<b>130,3</b>	<b>127,4</b>	<b>144,7</b>	<b>163,8</b>	<b>180,5</b>	<b>203,4</b>	<b>162,3</b>	<b>190,0</b>	<b>193,9</b>	<b>176,1</b>	<b>174,5</b>
.Transports	23,6	17,4	14,6	24,8	16,2	18,5	20,4	12,4	14,5	4,3	3,6	4,8	1,3	3,0
.Voyages	28,7	64,6	72,5	74,3	74,2	78,3	91,5	105,9	123,1	90,5	101,3	99,3	72,4	85,1
.Services de communication	6,2	5,0	7,2	7,1	20,0	23,3	31,8	41,4	47,1	47,4	59,5	63,8	70,8	60,5
.Services de bâtiment et travaux publics	1,1	5,8	0,1	3,4	1,2	1,0	1,8	0,7	1,0	2,4	2,5	1,5	0,0	1,3
.Services d'assurances	1,1	1,9	1,2	0,7	0,9	1,7	2,3	0,8	0,3	1,0	1,1	2,8	3,8	2,4
.Services financiers	0,6	1,1	1,7	1,2	1,9	2,2	1,4	1,5	0,8	2,3	2,7	0,1	4,7	2,3
.Services d'informatique et d'information	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	3,4	3,7	2,2
.Redevances et droits de licence	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,2	0,1	0,1
.Autres services aux entreprises	4,4	6,9	6,9	9,1	5,4	8,4	3,0	9,1	10,8	5,1	4,8	2,5	1,7	2,8
.Services personnels,culturels et relatifs aux loisirs	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,2	0,1	0,3	0,1	0,3	0,3	0,3	0,7	0,4
.Services fournis ou reçus par les administrations publiques n.c.a.	4,9	8,0	13,8	9,6	7,6	11,0	11,5	8,4	5,6	9,2	13,9	15,2	17,1	14,4

(\*) : Estimations.

Source : BCEAO.

Tableau A10.1.6 : Evolution des exportations de services du Niger

(Montants en milliards de FCFA)

Intitules	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013*
<b>Services</b>	<b>26,7</b>	<b>41,6</b>	<b>35,2</b>	<b>36,8</b>	<b>49,3</b>	<b>46,2</b>	<b>47,4</b>	<b>48,6</b>	<b>58,6</b>	<b>47,2</b>	<b>62,3</b>	<b>32,7</b>	<b>38,5</b>	<b>56,9</b>
.Transports	5,9	1,9	1,6	2,9	3,9	4,5	4,6	5,6	5,4	3,7	4,1	2,5	1,9	3,6
.Voyages	16,1	21,7	14,1	16,0	16,5	22,8	18,9	27,7	35,2	31,1	52,1	24,2	25,5	43,4
.Services de communication	0,1	8,3	15,9	9,4	15,4	11,9	15,5	6,2	6,8	6,0	2,3	0,2	0,3	1,2
.Services de bâtiment et travaux publics	0,0	0,1	0,0	0,0	6,0	0,9	0,4	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
.Services d'assurances	0,7	0,2	0,7	0,3	0,5	0,3	0,4	0,2	0,6	0,4	0,6	0,0	0,8	0,6
.Services financiers	0,3	0,3	0,4	0,1	0,1	0,2	1,5	2,4	3,3	1,0	2,4	0,1	2,1	2,0
.Services d'informatique et d'information	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
.Redevances et droits de licence	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
.Autres services aux entreprises	1,9	3,0	0,9	4,1	3,7	4,0	2,4	3,7	4,8	4,9	0,6	3,2	4,6	3,5
.Services personnels,culturels et relatifs aux loisirs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
.Services fournis ou reçus par les administrations publiques n.c.a.	1,7	6,0	1,6	3,9	3,0	1,7	3,5	2,6	2,1	0,1	0,1	2,6	3,4	2,6

(\*) : Estimations.

Source : BCEAO.

Tableau A10.1.7 : Evolution des exportations de services du Sénégal

(Montants en milliards de FCFA)

Intitules	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013*
<b>Services</b>	<b>275,5</b>	<b>291,8</b>	<b>318,0</b>	<b>330,8</b>	<b>354,0</b>	<b>408,4</b>	<b>420,6</b>	<b>574,0</b>	<b>578,4</b>	<b>481,7</b>	<b>520,7</b>	<b>550,5</b>	<b>623,5</b>	<b>659,1</b>
.Transports	22,7	21,4	26,1	44,5	50,9	66,9	59,1	64,8	64,2	22,6	22,9	47,0	64,4	52,2
.Voyages	102,5	127,8	132,1	121,2	111,7	127,9	130,9	254,6	243,2	218,4	224,2	220,8	207,8	253,9
.Services de communication	37,2	42,7	39,4	45,6	49,3	55,2	73,8	87,3	88,2	59,2	87,4	89,7	120,1	115,6
.Services de bâtiment et travaux publics	14,5	7,8	6,6	21,0	38,0	40,8	24,5	26,4	26,6	27,2	34,3	29,8	35,0	38,5
.Services d'assurances	1,0	2,7	1,4	2,3	1,9	4,1	5,8	6,2	6,0	6,2	5,1	6,9	8,5	8,0
.Services financiers	3,8	4,9	3,1	3,3	3,1	3,6	3,8	3,6	1,7	2,0	2,0	2,2	5,8	3,9
.Services d'informatique et d'information	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,4	1,8	1,8	2,3	2,9	2,9	4,7	6,3	5,4
.Redevances et droits de licence	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,1	0,6	0,6	0,7	1,7	1,2
.Autres services aux entreprises	53,0	45,1	62,3	45,9	61,2	63,5	72,8	78,7	93,5	88,9	85,4	83,5	101,7	105,2
.Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,2	0,3	0,2	0,4	0,6	0,1	0,1	0,3
.Services fournis ou reçus par les administrations publiques n.c.a.	40,8	39,2	46,9	46,9	37,9	46,0	47,8	50,1	52,4	53,4	55,4	65,2	72,0	74,9

(\*) : Estimations.

Source : BCEAO.

Tableau A10.1.8 : Evolution des exportations de services du Togo

(Montants en milliards de FCFA)

Intitules	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013*
<b>Services</b>	<b>44,0</b>	<b>52,6</b>	<b>62,7</b>	<b>55,1</b>	<b>79,2</b>	<b>93,3</b>	<b>112,9</b>	<b>111,5</b>	<b>126,8</b>	<b>138,6</b>	<b>158,6</b>	<b>240,0</b>	<b>219,5</b>	<b>310,8</b>
.Transports	7,5	9,0	14,0	12,5	24,6	29,9	35,3	50,7	48,8	42,9	64,6	112,3	89,8	134,1
.Voyages	5,7	8,0	9,2	8,6	10,1	10,7	10,7	16,4	17,7	32,3	32,5	46,1	45,3	62,2
.Services de communication	3,4	6,5	5,0	5,0	5,7	6,2	8,3	6,3	23,2	27,5	25,4	28,6	33,3	43,9
.Services de bâtiment et travaux publics	0,0	3,0	3,7	1,5	0,3	0,8	2,6	0,6	1,5	1,0	2,8	1,8	2,3	3,5
.Services d'assurances	0,3	0,6	0,7	0,3	0,5	0,5	0,4	1,5	0,7	0,9	1,1	1,7	1,5	2,2
.Services financiers	2,6	0,5	2,5	0,2	0,5	0,3	3,0	3,0	4,8	5,4	5,3	6,4	7,0	9,4
.Services d'informatique et d'information	0,0	0,1	0,0	0,3	0,5	0,2	0,0	0,0	0,4	0,0	0,0	1,5	0,6	1,1
.Redevances et droits de licence	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
.Autres services aux entreprises	13,0	11,3	15,0	13,5	22,1	28,0	30,8	14,5	16,3	15,0	11,4	20,7	19,2	25,8
.Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
.Services fournis ou reçus par les administrations publiques n.c.a.	11,5	13,6	12,6	13,3	14,9	16,7	21,7	18,5	13,4	13,6	15,4	21,0	20,4	28,6

(\*) : Estimations.

Source : BCEAO.

Tableau A.10.2 : Evolution des importations de services de l'UEMOA

(Montants en milliards de FCFA)

Intitules	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013*
<b>Services</b>	<b>1816,5</b>	<b>2012,7</b>	<b>2157,0</b>	<b>2193,3</b>	<b>2320,5</b>	<b>2505,7</b>	<b>2698,3</b>	<b>2974,3</b>	<b>3249,5</b>	<b>3221,5</b>	<b>4024,8</b>	<b>3921,4</b>	<b>4317,4</b>	<b>5208,6</b>
.Transports	977,9	1045,3	1040,0	1133,3	1237,2	1437,6	1536,1	1641,9	1904,0	1838,1	2340,4	2161,7	2525,3	3010,1
.Voyages	242,6	247,5	352,6	339,9	325,8	324,9	357,8	476,4	420,1	398,1	453,7	425,8	418,1	550,3
.Services de communication	39,5	51,7	67,0	67,2	72,6	87,8	92,5	96,4	114,4	109,9	153,0	335,8	224,1	315,8
.Services de bâtiment et travaux publics	13,5	17,7	25,8	16,4	26,4	32,2	49,2	67,9	72,3	97,7	144,0	138,7	161,1	197,5
.Services d'assurances	97,0	106,8	108,6	119,9	135,5	149,8	154,6	168,6	189,8	175,1	213,4	211,7	240,6	274,2
.Services financiers	73,2	75,8	75,6	76,9	75,4	72,3	78,3	80,6	77,6	90,0	85,7	81,0	144,8	120,1
.Services d'informatique et d'information	12,3	11,2	13,6	17,4	18,9	18,1	20,8	20,5	28,3	34,9	48,0	17,7	11,8	33,9
.Redevances et droits de licence	11,7	21,3	8,7	10,9	18,3	15,1	13,2	18,3	17,8	21,4	14,8	12,3	12,6	16,6
.Autres services aux entreprises	258,6	341,4	360,6	299,6	296,7	251,3	272,1	238,3	315,4	339,1	393,0	415,2	444,7	518,8
.Services personnels,culturels et relatifs aux loisirs	0,5	0,6	0,6	2,8	8,5	8,2	12,4	31,2	4,5	1,9	6,0	0,6	1,8	2,8
.Services fournis ou reçus par les administrations publiques n.c.a.	89,8	93,3	103,8	109,0	105,4	108,4	111,3	134,1	105,3	115,4	172,7	121,0	132,3	168,4

(\*) : Estimations

Source : BCEAO.



**Tableau A.10.2.1 : Evolution des importations de services du Bénin**

(Montants en milliards de FCFA)

Intitules	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013*
<b>Services</b>	<b>136,5</b>	<b>140,7</b>	<b>145,5</b>	<b>147,6</b>	<b>151,7</b>	<b>147,2</b>	<b>184,2</b>	<b>239,9</b>	<b>228,4</b>	<b>234,3</b>	<b>255,1</b>	<b>237,8</b>	<b>290,7</b>	<b>329,2</b>
.Transports	89,4	92,4	98,6	99,2	91,5	91,9	113,4	141,7	138,9	137,0	154,1	149,3	187,2	206,1
.Voyages	8,7	12,7	13,7	12,3	15,4	14,2	17,9	34,4	28,6	24,8	28,5	24,9	21,7	31,5
.Services de communication	2,8	1,8	3,2	3,9	7,6	8,6	9,0	1,8	3,7	6,1	15,3	22,1	15,6	22,3
.Services de bâtiment et travaux publics	9,3	2,1	0,2	0,0	1,0	0,0	5,5	6,2	8,1	4,7	2,5	4,8	14,8	9,3
.Services d'assurances	11,0	12,4	14,6	17,3	14,5	14,4	16,5	21,7	9,7	8,8	9,5	11,2	16,0	15,4
.Services financiers	1,3	1,6	1,3	1,8	1,8	1,5	1,2	1,4	1,2	2,4	2,5	0,1	6,0	3,6
.Services d'informatique et d'information	0,5	0,5	1,1	0,7	1,0	1,6	2,3	1,8	3,0	3,0	6,2	1,2	0,8	3,5
.Redevances et droits de licence	0,3	0,5	0,6	1,1	1,2	1,0	0,8	0,9	1,2	1,4	1,4	0,9	1,2	1,5
.Autres services aux entreprises	9,2	12,2	8,2	5,4	10,5	7,6	12,3	24,4	29,1	42,5	29,1	19,9	22,1	29,9
.Services personnels,culturels et relatifs aux loisirs	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,9	0,4	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
.Services fournis ou reçus par les administrations publiques n.c.a.	3,8	4,6	4,0	5,9	7,2	6,3	5,2	4,5	4,5	3,6	5,9	3,5	5,2	6,1

(\*) : Estimations.

Source : BCEAO.

**Tableau A.10.2.2 : Evolution des importations de services du Burkina**

(Montants en milliards de FCFA)

Intitules	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013*
<b>Services</b>	<b>99,6</b>	<b>103,5</b>	<b>105,8</b>	<b>135,5</b>	<b>156,9</b>	<b>189,8</b>	<b>206,5</b>	<b>217,7</b>	<b>270,8</b>	<b>264,1</b>	<b>646,4</b>	<b>539,2</b>	<b>622,4</b>	<b>696,2</b>
.Transports	60,4	64,4	68,3	79,9	91,1	110,3	116,3	123,3	149,0	143,4	412,1	227,3	268,9	349,7
.Voyages	14,2	15,9	15,1	17,9	20,4	24,1	28,6	27,8	28,1	30,3	34,1	33,8	39,3	41,3
.Services de communication	0,4	1,0	0,8	0,0	1,9	0,7	1,3	1,6	4,8	1,0	17,4	80,2	42,5	53,9
.Services de bâtiment et travaux publics	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	15,2	16,1	17,3	3,7	3,9	37,5	32,6	35,1	40,5
.Services d'assurances	16,4	14,3	14,8	16,8	19,4	23,6	29,6	32,0	41,4	35,5	48,0	63,7	65,7	68,3
.Services financiers	0,2	0,2	0,2	1,5	2,0	1,6	1,6	1,3	1,6	1,5	1,7	6,8	61,9	27,1
.Services d'informatique et d'information	0,5	0,3	0,3	1,1	2,2	0,9	1,2	0,7	5,2	4,3	6,1	4,2	2,2	4,8
.Redevances et droits de licence	0,0	0,2	0,0	2,3	0,0	2,2	0,0	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,2	0,1
.Autres services aux entreprises	1,5	2,5	2,1	9,3	12,0	4,4	4,2	7,7	27,2	37,3	81,4	84,8	81,6	95,4
.Services personnels,culturels et relatifs aux loisirs	0,0	0,0	0,0	1,9	1,1	0,0	0,0	0,0	2,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
.Services fournis ou reçus par les administrations publiques n.c.a.	5,9	4,6	4,3	4,7	6,8	6,8	7,5	6,0	7,3	6,8	8,1	5,8	25,0	15,0

(\*) : Estimations.

Source : BCEAO.

**Tableau A.10.2.3 : Evolution des importations de services de la Côte d'Ivoire**

(Montants en milliards de FCFA)

Intitules	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013*
<b>Services</b>	<b>873,5</b>	<b>931,1</b>	<b>1076,7</b>	<b>1034,5</b>	<b>1073,8</b>	<b>1117,6</b>	<b>1167,6</b>	<b>1190,0</b>	<b>1191,1</b>	<b>1231,0</b>	<b>1398,8</b>	<b>1321,7</b>	<b>1496,3</b>	<b>1604,2</b>
.Transports	367,7	367,4	381,1	408,3	483,2	576,2	596,8	624,8	677,4	688,7	800,3	684,3	879,6	899,4
.Voyages	134,7	136,9	249,4	225,0	201,5	186,7	194,9	178,1	159,6	161,8	174,4	179,1	185,7	205,1
.Services de communication	24,1	26,7	31,1	38,8	32,2	34,5	34,9	35,4	35,8	36,3	36,8	40,5	46,9	47,3
.Services de bâtiment et travaux publics	2,8	6,8	1,2	0,9	2,2	1,3	2,2	2,5	3,6	16,2	9,1	42,1	4,5	21,2
.Services d'assurances	26,6	22,6	23,7	26,5	34,0	33,5	34,2	35,0	34,6	40,3	44,3	36,6	48,3	49,2
.Services financiers	62,4	61,6	62,9	64,2	65,8	63,1	67,5	68,9	62,0	62,9	63,8	65,7	67,0	74,8
.Services d'informatique et d'information	5,2	5,2	5,1	6,4	4,4	3,2	3,3	3,3	3,0	6,5	7,4	2,1	2,5	4,6
.Redevances et droits de licence	6,1	17,1	4,4	6,2	11,5	5,4	5,0	10,5	9,5	9,6	8,6	8,7	8,8	9,9
.Autres services aux entreprises	183,3	225,3	249,4	186,0	166,2	138,4	151,9	97,8	128,0	129,8	131,7	184,0	172,4	185,7
.Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	27,8	0,5	0,5	0,5	0,2	0,2	0,3
.Services fournis ou reçus par les administrations publiques n.c.a.	60,3	61,2	68,0	71,7	72,3	74,8	76,5	105,8	77,3	78,3	121,9	78,3	80,4	106,8

(\*) : Estimations.

Source : BCEAO.

**Tableau A.10.2.4 : Evolution des importations de services de la Guinée-Bissau**

(Montants en milliards de FCFA)

Intitules	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013*
<b>Services</b>	<b>0,0</b>	<b>22,2</b>	<b>19,2</b>	<b>21,1</b>	<b>23,4</b>	<b>22,0</b>	<b>20,7</b>	<b>32,6</b>	<b>38,1</b>	<b>41,0</b>	<b>50,8</b>	<b>47,0</b>	<b>37,0</b>	<b>33,2</b>
.Transports	0,0	19,9	10,7	12,4	12,0	13,4	11,8	11,4	14,4	14,3	13,8	19,3	17,3	12,4
.Voyages	0,0	2,0	3,6	7,7	6,9	5,2	8,1	19,3	20,4	12,2	14,6	14,9	10,1	9,7
.Services de communication	0,0	0,1	3,5	0,2	2,1	2,0	0,1	0,1	0,1	2,2	2,4	2,8	5,5	2,6
.Services de bâtiment et travaux publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
.Services d'assurances	0,0	0,0	0,2	0,1	0,1	0,9	0,6	0,6	1,8	1,9	2,3	2,7	0,6	1,4
.Services financiers	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1	0,3	0,0	0,1
.Services d'informatique et d'information	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,3	0,0	1,0	1,1	0,9	1,1	0,1	0,3	0,4
.Redevances et droits de licence	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
.Autres services aux entreprises	0,0	0,0	0,1	0,3	1,3	0,1	0,1	0,2	0,2	8,2	10,4	6,8	3,2	5,0
.Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,0	0,0	0,0	1,2
.Services fournis ou reçus par les administrations publiques n.c.a.	0,0	0,0	0,5	0,2	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,1	1,0	0,1	0,0	0,3

(\*) : Estimations.

Source : BCEAO.

**Tableau A.10.2.5 : Evolution des importations de services du Mali**

(Montants en milliards de FCFA)

Intitules	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013*
<b>Services</b>	<b>238,4</b>	<b>308,9</b>	<b>269,7</b>	<b>280,3</b>	<b>280,9</b>	<b>310,2</b>	<b>352,7</b>	<b>372,2</b>	<b>458,7</b>	<b>384,8</b>	<b>503,7</b>	<b>532,4</b>	<b>543,3</b>	<b>1102,0</b>
.Transports	169,9	194,0	160,3	181,5	181,1	190,4	212,0	218,0	288,7	212,2	306,5	335,2	343,4	687,3
.Voyages	28,7	26,2	25,2	27,7	35,1	40,6	62,8	65,7	65,9	48,0	54,9	56,2	52,1	113,8
.Services de communication	2,9	4,2	5,0	5,6	6,8	12,1	12,6	21,9	24,5	24,3	33,5	44,2	47,0	87,0
.Services de bâtiment et travaux publics	0,8	7,6	22,1	12,8	8,2	9,9	8,6	18,3	20,2	23,9	25,5	28,8	30,4	59,1
.Services d'assurances	5,1	9,2	11,0	11,1	17,0	18,7	15,4	13,8	19,2	17,0	20,4	16,1	18,7	38,5
.Services financiers	4,4	1,4	4,2	4,7	1,2	2,2	2,2	2,3	2,1	5,7	2,4	0,3	0,3	2,0
.Services d'informatique et d'information	0,9	0,6	0,5	1,2	3,3	4,4	3,2	1,9	2,7	2,8	3,7	2,3	2,5	6,0
.Redevances et droits de licence	0,9	0,8	0,4	0,5	0,3	0,6	0,6	0,5	0,7	1,2	1,0	0,0	0,0	0,7
.Autres services aux entreprises	17,1	59,3	35,6	32,5	19,1	20,9	25,8	26,5	32,5	42,8	45,3	42,7	45,8	93,3
.Services personnels,culturels et relatifs aux loisirs	0,0	0,1	0,1	0,1	6,8	7,6	8,0	2,1	1,0	1,2	0,4	0,2	0,4	0,7
.Services fournis ou reçus par les administrations publiques n.c.a.	7,8	5,5	5,2	2,5	1,9	2,8	1,5	1,1	1,1	5,8	10,0	6,5	2,9	13,5

(\*) : Estimations

Source : BCEAO.

**Tableau A.10.2.6 : Evolution des importations de services du Niger**

(Montants en milliards de FCFA)

Intitules	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013*
<b>Services</b>	<b>96,5</b>	<b>107,9</b>	<b>106,1</b>	<b>111,9</b>	<b>138,5</b>	<b>147,3</b>	<b>171,8</b>	<b>185,0</b>	<b>269,1</b>	<b>346,9</b>	<b>417,5</b>	<b>410,7</b>	<b>423,6</b>	<b>473,5</b>
.Transports	59,9	66,2	71,8	78,3	86,4	112,5	118,5	131,4	178,9	251,7	266,1	297,7	294,7	324,7
.Voyages	21,4	18,9	11,9	12,9	11,8	16,0	14,4	22,1	30,5	25,4	45,4	18,7	18,5	31,2
.Services de communication	1,3	6,6	4,6	2,6	4,2	6,8	12,6	4,7	6,4	5,7	7,2	76,8	6,6	34,3
.Services de bâtiment et travaux publics	0,0	0,2	0,0	0,0	14,7	0,3	0,4	5,0	18,7	26,0	38,6	0,1	50,1	33,6
.Services d'assurances	2,1	1,8	1,8	1,9	3,1	2,4	3,6	4,7	7,1	7,4	11,9	4,3	1,7	6,8
.Services financiers	0,4	0,3	0,4	0,3	0,8	0,8	1,7	1,1	2,7	4,8	9,6	1,0	1,0	4,4
.Services d'informatique et d'information	2,7	2,8	3,0	3,2	3,6	3,9	4,8	0,6	2,5	5,9	9,9	4,0	0,3	5,4
.Redevances et droits de licence	0,1	0,0	0,6	0,1	0,3	0,6	0,3	0,0	0,1	0,9	0,0	0,0	0,0	0,0
.Autres services aux entreprises	3,6	2,5	3,3	2,4	7,4	2,6	11,1	15,1	21,3	19,1	28,8	7,3	48,7	32,0
.Services personnels,culturels et relatifs aux loisirs	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0	3,3	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	1,2	0,5
.Services fournis ou reçus par les administrations publiques n.c.a.	5,0	8,5	8,8	9,9	6,2	1,4	1,1	0,0	0,7	0,0	0,0	0,9	0,7	0,6

(\*) : Estimations

Source : BCEAO.

**Tableau A.10.2.7 : Evolution des importations de services du Sénégal**

(Montants en milliards de FCFA)

Intitules	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013*
<b>Services</b>	<b>288,4</b>	<b>303,2</b>	<b>330,7</b>	<b>343,8</b>	<b>368,8</b>	<b>424,7</b>	<b>439,1</b>	<b>592,1</b>	<b>632,5</b>	<b>542,5</b>	<b>555,4</b>	<b>609,2</b>	<b>678,4</b>	<b>694,1</b>
.Transports	170,8	173,3	177,3	187,3	200,8	230,2	246,2	287,8	343,5	280,6	265,4	315,5	378,8	361,5
.Voyages	33,5	31,4	30,2	32,2	30,1	34,1	28,2	121,1	78,5	73,6	79,2	71,2	73,5	84,3
.Services de communication	6,4	9,0	15,8	11,6	14,5	19,8	19,5	27,1	30,2	23,8	33,3	49,1	52,9	51,0
.Services de bâtiment et travaux publics	0,0	0,0	0,5	0,3	0,0	5,3	16,4	18,2	17,6	18,6	25,7	24,8	20,9	26,9
.Services d'assurances	25,3	33,5	30,7	33,4	34,7	39,7	38,1	45,9	60,1	48,1	56,9	55,1	68,0	67,8
.Services financiers	3,0	9,4	4,9	3,4	2,2	2,1	3,0	4,0	7,5	12,3	4,2	6,7	8,2	7,2
.Services d'informatique et d'information	1,8	1,1	1,9	3,8	3,8	3,5	5,3	9,0	7,8	8,5	8,6	2,6	2,8	5,3
.Redevances et droits de licence	3,9	2,1	2,3	0,3	3,8	3,9	2,8	3,7	4,0	5,7	2,9	2,6	2,5	3,0
.Autres services aux entreprises	37,4	35,4	54,6	57,5	70,0	70,8	61,1	59,5	69,3	51,5	57,7	58,2	55,0	64,4
.Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0,0	0,0	0,1	0,1	0,2	0,1	0,6	0,1	0,1	0,2	0,1	0,2	0,0	0,1
.Services fournis ou reçus par les administrations publiques n.c.a.	6,2	8,0	12,4	13,9	8,8	15,3	17,9	15,6	13,7	19,5	21,4	23,2	15,7	22,7

(\*) : Estimations

Source : BCEAO.

**Tableau A.10.2.8 : Evolution des importations de services du Togo**

(Montants en milliards de FCFA)

Intitules	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013*
<b>Services</b>	<b>83,7</b>	<b>95,2</b>	<b>103,2</b>	<b>118,7</b>	<b>126,4</b>	<b>146,9</b>	<b>155,7</b>	<b>144,8</b>	<b>160,8</b>	<b>176,9</b>	<b>197,1</b>	<b>223,4</b>	<b>225,7</b>	<b>276,2</b>
.Transports	59,8	67,7	72,0	86,3	91,1	112,7	121,1	103,4	113,3	110,1	122,0	133,2	155,4	168,9
.Voyages	1,4	3,5	3,5	4,2	4,5	4,1	2,8	8,0	8,5	22,2	22,8	27,0	17,1	33,3
.Services de communication	1,6	2,3	3,0	4,5	3,3	3,3	2,6	3,8	8,8	10,6	7,2	20,1	7,2	17,5
.Services de bâtiment et travaux publics	0,4	1,1	1,6	2,3	0,1	0,1	0,1	0,3	0,3	4,5	5,1	5,4	5,3	6,9
.Services d'assurances	10,4	13,1	11,9	12,9	12,8	16,4	16,6	14,9	15,8	15,9	20,0	22,0	21,5	26,8
.Services financiers	1,6	1,3	1,8	1,0	1,5	1,1	1,1	1,5	0,6	0,3	1,4	0,1	0,4	0,9
.Services d'informatique et d'information	0,8	0,6	1,1	0,8	0,7	0,3	0,7	2,1	3,0	2,9	4,9	1,1	0,4	4,1
.Redevances et droits de licence	0,4	0,6	0,3	0,4	1,2	1,4	3,7	2,5	2,1	2,2	0,8	0,0	0,0	1,4
.Autres services aux entreprises	6,4	4,2	7,3	6,2	10,2	6,5	5,5	7,1	7,7	8,0	8,6	11,7	15,9	13,0
.Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
.Services fournis ou reçus par les administrations publiques n.c.a.	0,8	0,9	0,7	0,1	1,0	1,1	1,6	1,1	0,7	0,2	4,3	2,9	2,5	3,4

(\*) : Estimations

Source : BCEAO.

Tableau A.11.1 : Structure des exportations de services de l'Union

(En pourcentage)

Intitulés	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013*
<b>Services</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
.Transports	15,4	12,7	13,4	15,7	16,6	18,7	18,0	15,5	15,3	14,2	15,7	16,6	17,3	17,5
.Voyages	29,1	32,2	32,0	31,5	29,1	28,6	29,1	37,9	37,4	36,1	34,6	31,6	28,7	31,3
.Services de communication	9,0	9,3	10,3	10,4	11,7	11,4	13,5	12,1	13,3	13,8	15,2	17,5	16,4	16,2
.Services de bâtiment et travaux publics	2,7	2,8	2,1	3,0	4,8	4,1	3,0	2,7	2,6	2,3	4,4	3,5	3,8	4,1
.Services d'assurances	2,4	2,2	2,0	2,4	2,3	2,0	2,1	1,9	1,8	1,9	1,6	1,6	1,9	1,6
.Services financiers	3,3	4,1	3,4	3,1	3,0	3,3	3,5	3,0	2,5	2,9	3,0	2,2	6,3	3,9
.Services d'informatique et d'information	0,0	0,0	0,2	0,1	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,9	0,8	0,7
.Redevances et droits de licence	0,0	0,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1
.Autres services aux entreprises	24,8	23,4	23,9	20,4	20,4	19,3	17,6	15,7	16,9	17,2	14,3	15,9	14,4	14,3
.Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1
.Services fournis ou reçus par les administrations publiques n.c.a.	13,2	12,3	12,6	13,2	11,8	12,4	12,7	10,8	9,8	11,1	10,7	10,2	10,3	10,2

(\*) : Estimations.

Source : BCEAO.

Tableau A.11.2 : Structure des importations de services de l'UEMOA

(en pourcentage)

Intitules	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013*
<b>Services</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
.Transports	53,8	51,9	48,2	51,7	53,3	57,4	56,9	55,2	58,6	57,1	58,1	55,1	58,5	57,8
.Voyages	13,4	12,3	16,3	15,5	14,0	13,0	13,3	16,0	12,9	12,4	11,3	10,9	9,7	10,6
.Services de communication	2,2	2,6	3,1	3,1	3,1	3,5	3,4	3,2	3,5	3,4	3,8	8,6	5,2	6,1
.Services de bâtiment et travaux publics	0,7	0,9	1,2	0,7	1,1	1,3	1,8	2,3	2,2	3,0	3,6	3,5	3,7	3,8
.Services d'assurances	5,3	5,3	5,0	5,5	5,8	6,0	5,7	5,7	5,8	5,4	5,3	5,4	5,6	5,3
.Services financiers	4,0	3,8	3,5	3,5	3,2	2,9	2,9	2,7	2,4	2,8	2,1	2,1	3,4	2,3
.Services d'informatique et d'information	0,7	0,6	0,6	0,8	0,8	0,7	0,8	0,7	0,9	1,1	1,2	0,5	0,3	0,7
.Redevances et droits de licence	0,6	1,1	0,4	0,5	0,8	0,6	0,5	0,6	0,5	0,7	0,4	0,3	0,3	0,3
.Autres services aux entreprises	14,2	17,0	16,7	13,7	12,8	10,0	10,1	8,0	9,7	10,5	9,8	10,6	10,3	10,0
.Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0,0	0,0	0,0	0,1	0,4	0,3	0,5	1,0	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1
.Services fournis ou reçus par les administrations publiques n.c.a.	4,9	4,6	4,8	5,0	4,5	4,3	4,1	4,5	3,2	3,6	4,3	3,1	3,1	3,2

(\*) : Estimations

Source : BCEAO.

Tableau A12.1 : Solde de services de l'Union

(Montants en milliards de FCFA)

Intitules	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013*
<b>Services</b>	<b>-937,0</b>	<b>-952,2</b>	<b>-1071,2</b>	<b>-1124,1</b>	<b>-1153,3</b>	<b>-1235,9</b>	<b>-1357,2</b>	<b>-1408,5</b>	<b>-1589,2</b>	<b>-1718,4</b>	<b>-2216,8</b>	<b>-2015,5</b>	<b>-2334,2</b>	<b>-3045,3</b>
.Transports	-842,6	-910,7	-894,5	-965,6	-1043,5	-1200,1	-1294,6	-1399,0	-1650,5	-1625,2	-2056,3	-1846,3	-2182,9	-2630,4
.Voyages	13,7	94,2	-5,3	-2,6	14,0	37,6	32,7	117,0	201,4	144,5	172,2	176,4	150,9	126,5
.Services de communication	40,1	47,4	45,2	43,9	63,8	57,3	89,0	93,2	105,9	97,2	121,1	-1,7	100,2	34,5
.Services de bâtiment et travaux publics	9,9	11,9	-2,7	15,8	29,9	20,2	-8,5	-25,1	-29,2	-62,6	-65,2	-72,4	-85,6	-108,8
.Services d'assurances	-76,0	-83,5	-86,5	-93,9	-108,1	-124,9	-126,8	-139,2	-160,6	-145,8	-184,4	-180,3	-203,0	-239,0
.Services financiers	-44,1	-32,7	-38,5	-43,3	-40,8	-30,1	-30,9	-33,9	-35,5	-46,0	-31,5	-39,8	-19,4	-36,0
.Services d'informatique et d'information	-12,1	-10,8	-11,2	-16,0	-15,5	-14,9	-16,1	-15,8	-22,9	-29,3	-40,8	-0,1	4,2	-18,7
.Redevances et droits de licence	-11,6	-11,8	-8,5	-10,9	-18,1	-15,0	-13,0	-18,0	-17,4	-20,7	-13,9	-11,1	-10,4	-14,9
.Autres services aux entreprises	-40,3	-93,0	-101,5	-81,1	-59,1	-6,7	-35,9	8,1	-35,4	-80,7	-134,7	-112,8	-159,7	-209,6
.Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	-0,3	-0,6	-0,6	-2,7	-7,9	-8,0	-12,1	-30,5	-2,5	-0,8	-4,7	-0,1	-0,4	-1,7
.Services fournis ou reçus par les administrations publiques n.c.a.	26,4	37,4	33,0	32,3	31,9	48,6	59,0	34,6	57,6	50,9	21,2	72,6	71,7	52,9

(\*) : Estimations.

Source : BCEAO.

Tableau A12.2 : Solde de services de l'Union

(En pourcentage du PIB)

Intitules	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013*
<b>Services</b>	<b>-4,9</b>	<b>-4,6</b>	<b>-4,9</b>	<b>-4,9</b>	<b>-4,9</b>	<b>-5,0</b>	<b>-5,2</b>	<b>-5,0</b>	<b>-5,0</b>	<b>-5,2</b>	<b>-6,2</b>	<b>-5,4</b>	<b>-5,7</b>	<b>-7,0</b>
.Transports	-4,4	-4,4	-4,1	-4,2	-4,5	-4,8	-4,9	-5,0	-5,2	-4,9	-5,7	-4,9	-5,3	-6,1
.Voyages	0,1	0,5	0,0	0,0	0,1	0,2	0,1	0,4	0,6	0,4	0,5	0,5	0,4	0,3
.Services de communication	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,0	0,2	0,1
.Services de bâtiment et travaux publics	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0	-0,1	-0,1	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,3
.Services d'assurances	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,4	-0,5	-0,5	-0,5	-0,6
.Services financiers	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	0,0	-0,1
.Services d'informatique et d'information	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0
.Redevances et droits de licence	-0,1	-0,1	0,0	0,0	-0,1	-0,1	0,0	-0,1	-0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
.Autres services aux entreprises	-0,2	-0,5	-0,5	-0,4	-0,3	0,0	-0,1	0,0	-0,1	-0,2	-0,4	-0,3	-0,4	-0,5
.Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
.Services fournis ou reçus par les administrations publiques n.c.a.	0,1	0,2	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2	0,1	0,2	0,2	0,1	0,2	0,2	0,1

(\*) : Estimations.

Source : BCEAO.





**BCEAO**

BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga  
BP 3108 - Dakar - Sénégal  
[www.bceao.int](http://www.bceao.int)